

Hors série / Mai 2026



LA MAURITANIE EN CHANTIER

DE L'IDÉE À L'IMPACT

L'INNOVATION
À CHAQUE
ÉTAPE

LEADER DE LA TRANSFORMATION
DIGITALE EN MAURITANIE DEPUIS **+10 ANS**

+50
PROJETS

24/7
SUPPORT

+20
INSTITUTIONS

12
SOLUTIONS IA

SOLUTIONS PHARES

HOUIWYETI — IDENTITÉ NUMÉRIQUE NATIONALE

KHIDMATY — SERVICES PUBLICS EN UN CLIC

EKYC IBTIKAR — ONBOARDING EN 30 SECONDES

ERP & GRH — VOTRE ORGANISATION UNIFIÉE



NOUS ON FAIT CONFIANCE



MINISTÈRES

giz

GIZ MAURITANIE



BANQUE
MONDIALE

unicef

UNICEF



MOOV MONEY



BIMBANK



Téléphone : +222 30 31 00 00
Email : contact@ibtikartech.com
Site Web : ibtikartech.com



IBTIKAR
TECHNOLOGIES

VOTRE PARTENAIRE
TECHNOLOGIQUE DE
CONFIANCE

Sommaire

Édito :	P4
Citations:	P5
Téléphone rouge :	P6-7
La Mauritanie en chiffre:	P8-11
Téléphone rouge:	P12-13
Focus Gran Canaria:	P14-15
Baromètre du désert :	P16
Téléphone rouge:	P18-21
Projets:	P22-33
Téléphone rouge:	P34
Trio d'expertes :	P36-37
Interview: Ministre des finances:	P38-41
Parole d'experte :	P42-45
Interview Nicolas ROCA:	P46-47
Fintech:	P48-49
interview: Papa Amadou :	P50-51
Diaspora:	P52
interview Ambassadeur de France:	P54-57
Parole d'experte : Binta Baba Sy:	P58
Femmes Top 36:	P59-65
interview Latifa:	P66-67
Interview Dey Zeine:	P68-71
Téléphone rouge: Top10 projets Snim :	P72-75
Vision:	P76
Interview Mansour Ndiaye:	P78-81
Téléphone rouge facteur de blocage :	P82-83
Interview UE:	P84-86
Parole d'expert : Hassanna,	P88-89
interview Touré :	P90-91
Dossier:	P92-93
Interview Dg AUB:	P94-95
Parole d'expert Ibrahima BA:	P96
Interview MOHAMED SALEM BAIRA:	P98-99
Patole d'experte Léa:	P100-101
Téléphone rouge Top 10 PPP,	P102-103
Région :	P104-106
Interview Oumar:	P107-109
Parole d'expert Karim Gaye:	P110-111
Interview Néné Kane:	P112-114
Parole d'expert Vadel:	P115-117
Parole d'expert Ely:	P118-119
Interview Dahaba Diagan:	P120-123
Annuaire des startups :	P124-134



Directeur général
Dia El Haj Ibrahima, Nouakchott

Directeur de publication
Adama Wade
adama.wade@financialafrik.com

Rédacteur en chef
Messanh Ledy, Lomé

Grand reporter
Rodrigue Fenelon Massala

Rédaction
Dominique Mabika, FA TV
Messanh Ledy, Lomé
Albert Savana, Abidjan
Amadjiguène Ndoeye, Dakar
Alexandre Vareil, Paris
Zineb Filali, Casablanca
Issouf Kamagate, Abidjan
Mamadou Diallo, Conakry
Nathanael Mavinga, Kinshasa

Chroniqueurs
Maria Nadolu, Bucarest

Ambassadeur itinérant
Balla Moussa Keita

Représentation Maroc
Ibrahima Thiam it@regionordsud.com

Représentation France Togo-Bénin
Daniel Djagoué

Administration
Ariane Adissa, Dakar

Production
Conception, Réalisation & web marketing
Diye Sarr, Dakar
Mayo Sow, marketing Nouakchott

Webmaster
Foulah Baldé

Caméra FA TV et Radio
Gilvès Naélvis Embounou Likibi Abdoulaye
Ba, Dakar
Aicha Baby, Nouakchott Mariam Haidara,
Nouakchott

Évènementiel: Financial Afrik Awards
Chef de projet
Tchioukoye Oumar SOW

Distribution
Prestalis, France, Sénégal, Mauritanie, Tunisie,
Mali, Côte d'Ivoire, Maroc, Gabon, Bénin, Togo,
Brazzaville, Ethiopie

Dossier de presse
2013/99

Impression:
IMPRIMERIE DU CENTRE
www.groupekassir.com
FinancialAfrik est édité par l'agence 3MC.
com (Nouakchott) et Intermedia SARL (Dakar)
contacts: redaction@financialafrik.com



La Mauritanie dans la carte énergétique mondiale

Entre opportunité historique et impératif d'exécution

« Il n'y a pas de vent favorable pour qui ne sait pas où il va. » La maxime de Sénèque résonne avec une acuité particulière pour la Mauritanie au moment où la géopolitique de l'énergie se recompose. Car, pour une fois, le vent souffle dans la bonne direction. Encore faut-il savoir hisser les voiles. Les tensions dans le Golfe persique, les incertitudes sur les routes maritimes et la reconfiguration des flux gaziers mondiaux ont replacé l'Atlantique au cœur du jeu. Dans cette nouvelle cartographie, la Mauritanie sort de sa marginalité. Elle devient un point d'équilibre, une alternative stable dans un monde fragmenté.

Ce basculement repose d'abord sur le projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), développé avec le Sénégal par BP et Kosmos Energy. Avec plus de 15 TCF de réserves et une capacité initiale d'environ 2,5 millions de tonnes de GNL par an, ce projet positionne la région comme un fournisseur crédible pour l'Europe, engagée dans une diversification accélérée de ses approvisionnements. Dans un marché mondial où la demande de GNL devrait dépasser 700 millions de tonnes à l'horizon 2040, chaque nouvelle source sécurisée prend une valeur stratégique. Mais GTA n'est qu'un début. Le champ de Banda et surtout le gisement de Bir Allah, dont les ressources pourraient excéder 80 TCF, confèrent à la Mauritanie une profondeur énergétique comparable aux grands émergents du continent. À ce stade, le pays dispose d'un potentiel suffisant pour s'inscrire durablement dans les chaînes d'approvisionnement globales.

Pourtant, comme l'enseignait David Ricardo, la richesse d'une nation ne réside pas seulement dans ses ressources, mais dans sa capacité à exploiter ses avantages comparatifs. Celui de la Mauritanie est double : une abondance énergétique – gaz, vent, soleil – et une position géographique stable, à l'écart des grandes zones de conflit. Encore faut-il transformer cet avantage naturel en avantage économique.

Aujourd'hui, le paradoxe demeure : un potentiel énergétique massif, mais un accès à l'électricité

encore limité, avec un taux inférieur à 60 % et un coût du kilowattheure élevé. La priorité est donc claire : développer le gaz-to-power pour produire localement une énergie compétitive, condition sine qua non d'une industrialisation réelle. Sans cela, le pays restera un exportateur de molécules, non un producteur de valeur.

Dans le même temps, la Mauritanie avance sur un terrain où peu de pays africains sont positionnés : l'hydrogène vert. Elle fait partie des premiers États au monde à s'être dotés d'un cadre réglementaire dédié, anticipant une filière appelée à représenter plusieurs centaines de milliards de dollars d'investissements globaux d'ici 2050. Avec des facteurs de charge éoliens dépassant parfois 50 % et un ensoleillement exceptionnel, le pays pourrait produire un hydrogène parmi les plus compétitifs au monde.

Cette vision s'appuie sur des fondations solides : un code des hydrocarbures structuré, un code des investissements ouvert, ne discriminant pas entre nationaux et étrangers, et une stabilité politique qui tranche dans un environnement régional souvent incertain. Dans une industrie où les projets se chiffrent en milliards de dollars, cette crédibilité institutionnelle est un levier déterminant.

Mais l'histoire enseigne la prudence. Ibn Khaldoun rappelait déjà que la prospérité des États dépend de leur capacité à organiser et à discipliner leurs ressources. Sans gouvernance rigoureuse, la rente devient fragilité. Sans vision, elle se dissipe.

La Mauritanie, terre de silence et d'infini décrite par Théodore Monod, est aujourd'hui à un tournant. Autrefois espace de passage entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, elle peut devenir une plateforme énergétique majeure, connectant les marchés européens, africains et internationaux.

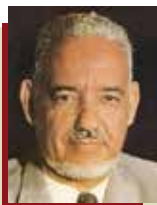
Tout est là : les ressources, le cadre, la stabilité, et désormais l'attention du monde. Reste l'essentiel, et le plus difficile : l'exécution. Car dans l'économie comme en mer, le vent ne suffit pas. Il faut un cap.

La Mauritanie, terre de silence et d'infini décrite par Théodore Monod, est aujourd'hui à un tournant. Autrefois espace de passage entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb, elle peut devenir une plateforme énergétique majeure, connectant les marchés européens, africains et internationaux.

10 CITATIONS INSPIRANTES DE FIGURES MAURITANIENNES

**Construire
un État,
c'est d'abord
construire une
conscience
nationale**

1



Moktar Ould Daddah
Premier président de la Mauritanie

**Notre diversité est
une richesse qu'il
faut préserver et
valoriser**

2



Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani
Président de la République islamique de Mauritanie

**Nous considérons l'inclusion
financière comme la
voie vers l'égalité des
chances, l'amélioration de
la répartition des revenus,
l'élévation des niveaux de
vie et le renforcement de
l'inclusion sociale**

3



Mohamed Lemine Dhehby
Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM)

**La rigueur dans la
gestion des finances
publiques est une
condition essentielle
pour la stabilité
macroéconomique**

4



Kane Ousmane Mamoudou
Ancien ministre de l'économie

**L'autonomisation
des femmes est un
levier essentiel pour
le développement
durable de notre
société**

5



Naha Mouknass
Présidente de l'UDP

**La francophonie
doit être un espace
de solidarité,
d'innovation et
d'opportunités pour
la jeunesse.**

6



Dr Coumba Bâ
candidate à la francophonie

**L'investissement n'a de
sens que s'il contribue
au développement du
pays et à l'amélioration
des conditions de vie
des populations**

7



Mohamed Ould Bouamatou
Homme d'affaires mauritanien

**Le secteur privé jouera
pleinement son rôle dans la
réalisation de l'autosuffisance
alimentaire, le développement
d'une industrie manufacturière
créatrice de valeur ajoutée et
d'opportunités d'emploi.**

8



Mohamed Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed
président de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM)

**La dignité
humaine ne
se négocie
pas**

9



Messaoud Ould Boulkheir
Homme politique et leader abolitionniste

**La démocratie
ne se décrète
pas, elle se
construit**

10



Ahmed Ould Daddah
Homme politique, figure de l'opposition

10

DES INCITATIONS À L'INVESTISSEMENT EN MAURITANIE

1

PROTECTION JURIDIQUE DES INVESTISSEMENTS

- ✓ Garantie contre l'expropriation
- ✓ Sécurité et stabilité du cadre d'investissement
- ✓ Clé pour investisseurs internationaux (réduction du risque pays)

2

LIBRE TRANSFERT DES CAPITAUX ET DES BÉNÉFICES

- ✓ Transfert libre des dividendes, profits et salaires expatriés
- ✓ Accès aux devises garanti
- ✓ Atout majeur pour investisseurs étrangers

3

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT INVESTISSEURS LOCAUX / ÉTRANGERS

- ✓ Non-discrimination juridique
- ✓ Accès équitable aux opportunités économiques

4

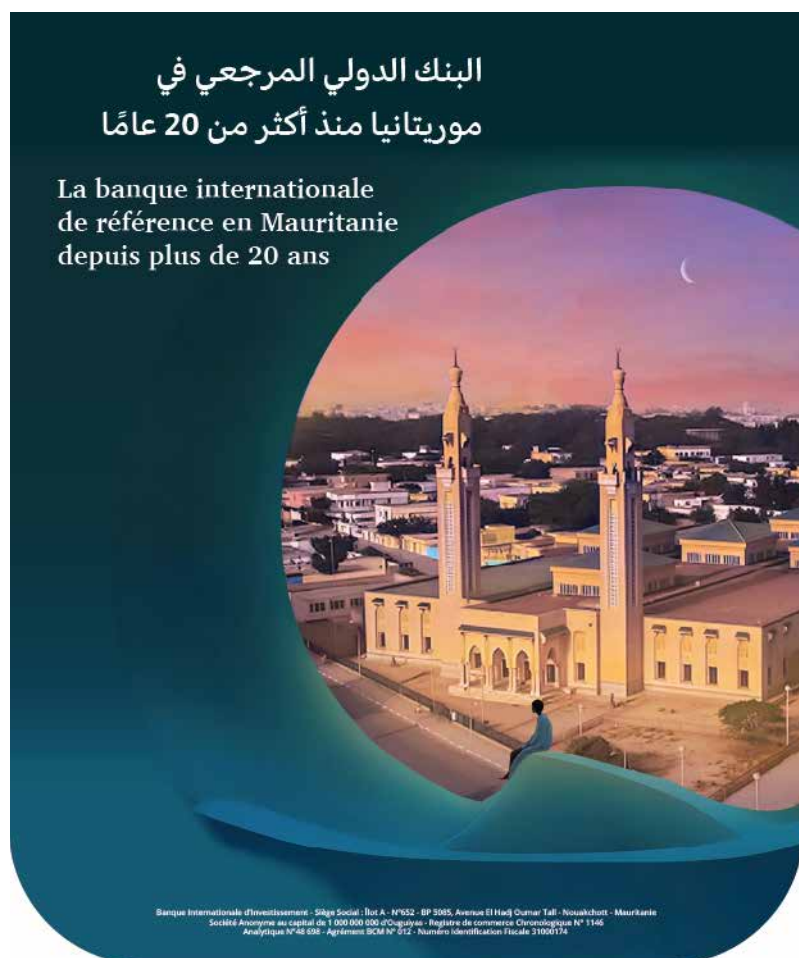
ACCÈS À L'ARBITRAGE INTERNATIONAL

- ✓ Possibilité de régler les litiges via arbitrage international
- ✓ Réduction du risque juridique

5

ACCÈS SÉCURISÉ AU FONCIER

- ✓ Facilitation de l'accès à la terre pour les projets d'investissement
- ✓ Crucial pour agriculture, industrie et PPP





6

ALLÈGEMENTS FISCAUX ET DOUANIERS (ÉQUIPEMENTS)

- ✓ Droits d'importation réduits (1,5% à 5%) selon le régime
- ✓ Exonération partielle ou totale de TVA sur équipements
- ✓ Réduction importante du CAPEX

7

EXONÉRATIONS FISCALES SUR LES BÉNÉFICES (ZONES/PÔLES)

- ✓ Impôt sur les sociétés réduit (ex : 15%)
- ✓ Exonération possible sur plusieurs années dans certaines zones

8

REMBOURSEMENT ET CRÉDITS DE TVA

Remboursement TVA sur intrants export

- ✓ Restitution TVA sur équipements locaux
- ✓ Favorise les projets exportateurs

9

CRÉDIT D'IMPÔT POUR FORMATION

- ✓ Jusqu'à 70% des coûts de formation des employés
- ✓ Plafond jusqu'à 800 000 MRU selon régime
- ✓ Encourage transfert de compétences locales

10

INCITATIONS SPÉCIFIQUES AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES

- ✓ Exonération TVA et droits de douane sur équipements solaires/énergies propres
- ✓ Avantages pour autoproduction énergétique

NOUAKCHOTT • MAURITANIE


NOSOMACI SA

SIÈGE - NOUAKCHOTT



1973 • MAISON FONDÉE À NOUAKCHOTT

Des solutions solides, pour des ambitions durables.

Depuis plus de **cinquante ans**, NOSOMACI SA est un acteur de référence des **marchés publics en Mauritanie**, facilitant l'accès au marché public pour les fabricants et fournisseurs internationaux. Grâce à son expertise et à ses solides références, l'entreprise assure la **fourniture et la mise en œuvre d'équipements professionnels à haute valeur ajoutée**, avec un accompagnement complet incluant installation, formation et maintenance.

— Deux départements, un même engagement —

DÉPARTEMENT <i>Nosomaci Healthcare</i> <i>Équipements médicaux et hospitaliers</i> - Imagerie médicale - Hémodialyse & dialyse péritonéale - Laboratoires d'analyses - Équipements médico-techniques - Mobilier hospitalier - Maintenance & SAV	DÉPARTEMENT <i>Nosomaci General Trade</i> <i>Négocier et représentation de marques internationales</i> - Équipements de météorologie - Compteurs d'eau & d'électricité - Matériel informatique & réseaux - Matériel de sécurité & EPI - Mobilier de bureau & imprimerie - Drones, nautisme & transport
--	---



NOSOMACI SA
DEPUIS 1973 • NOUAKCHOTT

www.nosomaci.com

CERTIFIÉ ISO 9001:2015
BUREAU VERITAS

LA MAURITANIE

EN CHIFFRES

INTRODUCTION

Située au carrefour du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne, la Mauritanie est une nation fascinante à bien des égards. Connue pour ses paysages désertiques grandioses, son riche héritage nomade, ses anciennes cités caravanières historiques et la biodiversité exceptionnelle de son littoral, elle attire les voyageurs en quête d'authenticité, les chercheurs et les amoureux des grands espaces. Son équilibre entre préservation des traditions millénaires et immensité de sa nature en fait une destination unique et envoûtante.

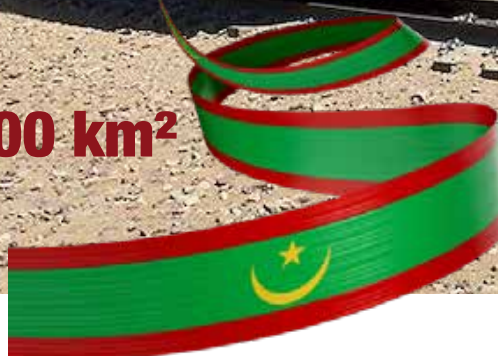
Préparé par ESP Data Club

QUELQUES CHIFFRES

Habitants
5 Millions



Superficie
1 030 700 km²



LE DRAPEAU MAURITANIE

Le drapeau de la République Islamique de Mauritanie est le symbole de l'unité nationale et des valeurs du pays. Adopté dans sa forme actuelle en 2017 avec l'ajout des bandes rouges, il reflète l'identité culturelle et l'engagement envers la patrie.



Le Rouge

Symbolise le sang versé par les martyrs et le sacrifice des citoyens pour défendre l'intégrité de leur pays.

Le Jaune

(Croissant et Étoile)

Représente la lumière, la richesse et le sable du Sahara qui recouvre une grande partie du territoire.

Le Vert

symbole de l'Islam, religion de l'État, et représente également l'espoir et la croissance.

VALEURS & SYMBOLES

La République Islamique de Mauritanie a pour devise « Honneur, Fraternité, Justice », des principes fondateurs qui guident la nation vers la dignité, l'unité et l'équité. Le pays est fièrement représenté par son drapeau : le vert et le croissant étoilé doré symbolisent l'Islam, religion d'État, tandis que les bandes rouges rappellent le sang versé par ceux qui ont défendu la patrie. Ce socle de valeurs s'enracine dans une riche histoire nomade et un profond sens de la solidarité.



Honneur



Fraternité



Justice

GÉOGRAPHIE & ATOUTS ÉCONOMIQUES

Vaste trait d'union entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, la Mauritanie possède une géographie qui structure son économie. De sa façade atlantique (pêche intensive et gisements gaziers offshore), à ses immensités désertiques (ressources minières stratégiques comme le fer et l'or), jusqu'à la vallée fertile du fleuve Sénégal (pôle agricole), chaque région constitue un moteur de développement de l'économie nationale.



LES INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES

LES DONNÉES
CLÉS



PIB

(Produit Interieur Brut)

~11

milliards USD

TAUX

de croissance

~5,2%

TAUX

d'inflation

~4,8%

DÉMOGRAPHIE & MARCHÉ DU TRAVAIL

La jeunesse est le principal dividende démographique du pays. L'enjeu :
transformer ces opportunités en emplois.

STRUCTURE

de la population

60 %

ont moins de 25 ans

TAUX

de pauvreté (en baisse)

27,4%

(en 2024)

DÉFI MAJEUR

Chômage des jeunes

22,9%

(2025)

PRIORITÉ

des futurs revenus
extractifs

**Éducation
& Santé**

SECTEURS STRATÉGIQUES

LA MAURITANIE DIVERSIFIE ACTIVEMENT SES MOTEURS DE CROISSANCE, HISTORIQUES ET FUTURS. SON ÉCONOMIE REPOSE SUR TROIS GRANDS PILIERS:

INDUSTRIES EXTRACTIVES & ÉNERGIE

Maintien d'une forte production (fer, or) et démarrage imminent du méga-projet gazier GTA. Le pays prépare aussi son avenir avec un fort potentiel en hydrogène vert.



SECTEUR PRIMAIRE

L'agriculture et l'élevage constituent un levier majeur de diversification, soutenu par la modernisation des chaînes de valeur.



ÉCONOMIE BLEUE

Forte d'une zone maritime très poissonneuse, la Mauritanie réoriente ses investissements vers la transformation locale pour maximiser l'emploi.





FINANCES PUBLIQUES ET INVESTISSEMENTS

Finances Publiques & Dette

Le pays démontre une gestion rigoureuse, avec une amélioration de la collecte des recettes fiscales.

DÉFICIT BUDGÉTAIRE

Réduit à **- 1,1 %**

du PIB en 2024 (contre - 2,4 % en 2023).

ENDETTEMENT PUBLIC

La dette extérieure est en forte baisse, passant de

42,3 %

en 2022 à 36,3 % du PIB en 2024 (selon la BAD).

Tissu Productif & Secteur Privé

Le pays accélère sa transformation pour tirer parti de son secteur privé via l'APIM (Agence de Promotion des Investissements).

DYNAMIQUE

Plus de **41** milliards de MRU d'investissements privés validés en deux ans (santé, hôtellerie, transformation locale)

SOUTIEN PME/PMI

Les réformes visent l'amélioration de l'accès au financement et la modernisation du Code des investissements.

CONCLUSION

La Mauritanie se trouve à un tournant historique de son développement économique. Grâce à une gestion rigoureuse de ses finances publiques et à l'exploitation imminente de ses ressources gazières, le pays attire de plus en plus d'investissements internationaux.

LES 3 PRIORITÉS POUR L'AVENIR

1

DIVERSIFICATION

Réduire la dépendance aux mines en boostant la pêche, l'agriculture et le tourisme.

2

CAPITAL HUMAIN

Transformer la jeunesse de la population en une force de travail qualifiée pour répondre aux besoins du secteur privé.

3

ÉNERGIE VERTE

Devenir un leader régional de l'hydrogène vert grâce à un potentiel solaire et éolien exceptionnel.

Signature de conventions stratégiques entre la BEA et la FIF en marge de Nouakchott Expo 2026

À l'occasion de l'Expo Mauritanie 2026, la Banque El Amana (BEA) et la Fédération des Institutions Financières (FIF) ont marqué leur présence par la signature de plusieurs accords stratégiques, alignés sur les priorités économiques nationales.

Dans un premier temps, la FIF, représentée par son président Mohamed Ahmed Salem Bouna Moutar — également Directeur Général de la BEA — a noué un partenariat avec l'Agence Nationale pour l'Emploi. Cette collaboration vise à améliorer l'accès à l'emploi, renforcer l'adéquation entre les compétences disponibles et les besoins du marché, et appuyer les dispositifs de formation ainsi que d'insertion professionnelle.

Par ailleurs, la BEA a conclu un accord avec SPS Services (Groupe Al Wadiyan), dirigé par Souleimane Daddah, acteur reconnu du secteur privé. Ce partenariat a pour objectif de faciliter le financement de solutions d'énergie solaire, grâce à des mécanismes adaptés aussi bien aux

particuliers qu'aux entreprises et aux industriels.

Enfin, une convention a été signée avec Aminetou Bilal, figure pionnière de la culture de la papaye en Mauritanie. Cette initiative vise à

soutenir le développement de cette filière agricole, encourager la production locale et promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

À travers ces différents accords, plusieurs enjeux majeurs sont adressés : l'amélioration de l'employabilité et du fonctionnement du marché du travail, la réduction des coûts énergétiques pour renforcer la compétitivité des activités économiques, ainsi que le soutien aux filières agricoles locales et à l'entrepreneuriat féminin.

En consolidant ces partenariats, la BEA et la FIF réaffirment leur volonté de proposer des solutions concrètes aux défis économiques du pays, en mobilisant le secteur financier comme un levier essentiel de développement, d'inclusion et de création de valeur.





Mauritanie

Jean-Christophe Bonnois à la tête de la Société d'Aménagement du Littoral de Nouakchott

Un projet urbain d'envergure en ligne de mire

Jean-Christophe Bonnois est nommé Directeur Général de la Société d'Aménagement du Littoral de Nouakchott, dans un contexte stratégique marqué par l'accélération d'un vaste projet d'aménagement urbain sur le front côtier de la capitale mauritanienne.

S'étendant sur plus de 1 000 hectares, ce programme structurant ambitionne de redessiner durablement le visage de Nouakchott en conciliant développement économique, préservation environnementale et amélioration du cadre de



vie. Au cœur de cette transformation : la valorisation du littoral à travers la mise en place d'infrastructures modernes,

d'espaces publics accessibles, de zones résidentielles et d'activités économiques diversifiées.

Le projet accorde une importance particulière aux enjeux de résilience climatique, notamment la lutte contre l'érosion côtière et l'intégration d'espaces verts, avec l'objectif de faire du littoral un modèle de développement durable adapté aux défis environnementaux contemporains.

Fort de son expérience dans la conduite de projets complexes à l'international, Jean-Christophe Bonnois aura pour mission de piloter la mise en œuvre opérationnelle de cette vision, de coordonner les différents partenaires et de garantir l'atteinte des objectifs techniques,

financiers et sociaux. Son rôle sera central dans la structuration des différentes phases du projet et dans l'assurance d'une exécution conforme aux standards internationaux.

Au-delà de sa dimension urbaine, cette initiative vise également à générer un impact socio-économique significatif, notamment à travers la création d'emplois, le renforcement de l'attractivité de Nouakchott et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Cette nomination constitue ainsi une étape clé dans la concrétisation d'une vision ambitieuse pour le littoral de Nouakchott, portée par une dynamique de partenariat étroit entre acteurs publics et privés.

Le Groupe Polytechnique place la formation et l'innovation au cœur de la transition énergétique

L'Institut Supérieur de l'Énergie du Groupe Polytechnique a organisé le 7 Mai une conférence académique autour du thème : « Le mix énergétique mauritanien : catalyseur d'innovation durable ». Cette rencontre a mis en lumière le rôle essentiel de la formation, de la recherche scientifique et de l'innovation dans l'accompagnement de la transition énergétique en Mauritanie et en Afrique.

L'événement a également été marqué par l'intervention de l'ancien ministre M. Abdessalam Mohamed Saleh, qui a partagé une analyse enrichissante des enjeux énergétiques et des perspectives de développement durable dans la région.

À travers cette initiative, le directeur de l'Institut Supérieur de l'Énergie, Dr Ing. Sidi Bouhamadi, a réaffirmé sa vision d'un enseignement supérieur tourné vers l'excellence, la production d'un contenu local fort et la valorisation des compétences nationales au service du développement énergétique et scientifique du pays.



二十年沉淀， 铸就毛里塔尼亚国际银行典范

La banque internationale
de référence en Mauritanie
depuis plus de 20 ans



Banque Internationale d'Investissement - Siège Social : Box A - N°52 - BP 5085, Avenue El Hadj Guemar - Nouakchott - Mauritanie
Société Anonyme au capital de 1 000 000 000 d'Ouguiyas - Registre de commerce Chroniqueur N° 1146
Analytique N° 68 698 - Agissement BCM N° 12 - Numéro Identification Fiscale 3100573

BI BANQUE INTERNATIONALE
D'INVESTISSEMENT
البنك الدولي للاستثمار

20 ANS
DEPUIS 2006



Focus

Gran Canaria
Spa, Wellness & Health



Gran Canaria

Bien-être, santé et excellence médicale au cœur de l'Atlantique

Située stratégiquement au cœur de l'Atlantique, Gran Canaria se trouve à seulement quelques heures de vol de nombreux pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Sa connectivité aérienne avec des villes comme Casablanca, Marrakech, Dakar ou Nouakchott, associée à des infrastructures sanitaires modernes et à un environnement sûr et stable, a fait de l'île l'une des destinations émergentes les plus attractives pour le tourisme médical et de bien-être international.

Grâce à un climat privilégié toute l'année et à une offre croissante de services multilingues, Gran Canaria propose une combinaison unique d'excellence médicale, de récupération et de qualité de vie.

Un écosystème global de santé et de bien-être

Gran Canaria est allée bien au-delà du tourisme traditionnel pour devenir un véritable écosystème de santé, de beauté et de bien-être. L'île réunit des hôpitaux hautement spécialisés, des cliniques de médecine esthétique, des centres dentaires

de pointe et des hôtels wellness dans un cadre naturel exceptionnel. Tout cela permet d'offrir des expériences intégrales où santé physique, bien-être émotionnel et récupération évoluent en harmonie avec l'océan, la nature et le repos.

Gran Canaria Spa, Wellness & Health

L'association Gran Canaria Spa, Wellness & Health regroupe certains des principaux hôpitaux, cliniques et hôtels wellness de l'île afin de positionner Gran Canaria comme une destination internationale de référence en tourisme de santé, notamment pour les marchés européens et africains. Son offre associe soins médicaux spécialisés, bien-être personnalisé et hospitalité haut de gamme au sein d'une même destination.

Des hôpitaux de référence internationale

Hospitales Universitarios San Roque

Le groupe se distingue par sa technologie avancée, son accompagnement personnalisé et sa grande expérience avec les patients internationaux, notamment en provenance du continent africain.

Hospitales Universitarios San Roque s'est imposé comme l'une des principales références de la santé privée aux Canaries. Présent à Las Palmas de Gran Canaria et Maspalomas, le groupe associe soins médicaux, recherche et enseignement universitaire.

Le groupe se distingue par sa technologie avancée, son accompagnement personnalisé et sa grande expérience avec les patients internationaux, notamment en provenance du continent africain.

Parmi ses principales spécialités :

- Cardiologie
- Oncologie
- Neurologie
- Traumatologie
- Gynécologie
- Dermatologie
- Chirurgie plastique et médecine esthétique

Son approche multilingue et culturellement adaptée en fait un partenaire médical de confiance pour les patients internationaux.





Médecine esthétique et bien-être global

IKIGAI by Hospitales San Roque

IKIGAI incarne une nouvelle vision du bien-être et de la médecine esthétique avancée. Située à Las Palmas de Gran Canaria et soutenue par Hospitales Universitarios San Roque, la clinique propose des traitements esthétiques du visage et du corps, de la médecine régénérative et des solutions capillaires sous supervision médicale spécialisée. Sa philosophie privilégie le naturel, la sécurité clinique et le bien-être global du patient.

Hospital Universitario Perpetuo Socorro

L'Hospital Perpetuo Socorro est l'un des établissements privés de référence aux Canaries et bénéficie d'une solide expérience en médecine de haute complexité. Sa récente reconnaissance en tant qu'hôpital universitaire renforce son engagement envers l'excellence médicale, la formation et l'innovation sanitaire.

Ses principales spécialités incluent :

- Cardiologie
- Neurologie et neurochirurgie
- Traumatologie
- Chirurgie digestive
- Gynécologie
- Urgences et diagnostic avancé

Son expérience avec les patients internationaux et sa rapidité de prise en charge en font un établissement particulièrement

apprécié par le marché africain.

Kala by HPS

Intégré au sein de l'Hospital Perpetuo Socorro, Kala by HPS propose une chirurgie esthétique avancée avec une approche éthique, sûre et naturelle. Le centre privilégie des résultats harmonieux et personnalisés, accompagnant le patient tout au long du processus pré et postopératoire.

Dentisterie avancée et tourisme dentaire

Centro Brånemark Las Palmas

Centro Brånemark est une référence en implantologie et en dentisterie numérique avancée en Espagne. Grâce à la combinaison d'une grande expérience clinique, d'une technologie de pointe et d'un accompagnement personnalisé, le centre est devenu l'une des principales destinations du tourisme dentaire international.

La proximité géographique entre Gran Canaria et l'Afrique attire de plus en plus de patients africains recherchant des traitements de haute précision et des standards médicaux européens.

Clínica Dental Adalia

Spécialisée en implantologie, esthétique dentaire et réhabilitation orale avancée, Clínica Dental Adalia se distingue par l'utilisation de technologies numériques et de chirurgie guidée par ordinateur. Son orientation internationale, son accompagnement multilingue et son expérience en tourisme dentaire en font une option hautement compétitive pour les patients venant d'Afrique du Nord et de l'Ouest.

La proximité géographique entre Gran Canaria et l'Afrique attire de plus en plus de patients africains recherchant des traitements de haute précision et des standards médicaux européens.

Wellness, récupération et thalassothérapie

L'expérience bien-être à Gran Canaria se complète avec des hôtels wellness et des centres de thalassothérapie situés face à l'océan Atlantique.

Ces espaces proposent :

- Programmes de relaxation et de bien-être global
- Circuits d'eaux marines et spas
- Nutrition saine et yoga
- Programmes de récupération post-médicale

La combinaison du climat, de la nature et de la tranquillité fait de l'île un environnement idéal pour la récupération physique et émotionnelle.

Gran Canaria : un hub stratégique pour l'Afrique

La proximité géographique, la connectivité aérienne directe et les standards sanitaires européens ont permis à Gran Canaria de devenir un hub stratégique du tourisme médical pour l'Afrique.

Les patients y trouvent :

- Un accès rapide depuis l'Afrique du Nord et de l'Ouest
- Des infrastructures hospitalières modernes
- Des équipes médicales multilingues
- Confidentialité et accompagnement personnalisé
- Un environnement sûr et stable pour la récupération

Là où la santé devient une expérience

Gran Canaria représente une nouvelle manière de concevoir le bien-être et le soin de soi. L'île combine excellence médicale, innovation, nature et hospitalité dans une expérience globale destinée à améliorer la qualité de vie.

Pour les marchés africains, Gran Canaria offre proximité, confiance et accès à des services médicaux de haut niveau dans un environnement privilégié de l'Atlantique.

La nouvelle ère du tourisme de santé est déjà une réalité à Gran Canaria.

Découvrez plus d'informations sur
WWW.GRANCANARIAWELLNESS.COM





SIDI TAH

(Banque Africaine de Développement)

Économiste mauritanien né en 1964, Sidi Ould Tah incarne une trajectoire typique de technocrate africain devenu décideur global. Formé entre Nouakchott et la France (doctorat en économie), il s'impose d'abord dans l'administration économique mauritanienne avant de gravir les échelons politiques jusqu'au poste de ministre de l'Économie (2008–2015). Sa véritable consécration intervient à la tête de la BADEA (2015–2025), où il opère une transformation structurelle : augmentation massive des capacités financières, amélioration de la notation et repositionnement stratégique de l'institution comme acteur crédible du financement du développement Sud-Sud.

Élu en 2025 président de la Banque africaine de développement avec un score record (plus de 76 %), il devient le premier Mauritanien à diriger cette institution continentale majeure ce qui marque une percée diplomatique et technocratique pour la Mauritanie.

OUSMANE DIAGANA

(Banque Mondiale)

Ousmane Diagana est l'un des plus hauts responsables africains au sein de la Banque mondiale, où il occupe le poste stratégique de vice-président pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Fonctionnaire international de carrière, il a rejoint l'institution dans les années 1990 et s'est progressivement imposé comme spécialiste des politiques publiques, du capital humain et de la gouvernance.

Son parcours est marqué par une double légitimité :

- * technique, grâce à son expertise en développement (éducation, santé, gouvernance),
- * opérationnelle, via la gestion de portefeuilles massifs de projets dans plusieurs pays africains.

Avant son poste actuel, il a dirigé des opérations majeures dans différentes régions, ce qui lui confère une vision systémique du développement.



ZEINE ZEIDANE

(FMI)

Né en 1966, Zeine Ould Zeidane est un économiste et homme d'État mauritanien au profil hybride : académique, banquier central et responsable politique. Formé en France, il commence comme enseignant avant d'intégrer les circuits financiers internationaux, notamment la Banque mondiale.

Il devient gouverneur de la Banque centrale, puis Premier ministre (2007–2008), dans un contexte de transition politique. Son passage à la primature est bref mais caractérisé par une orientation technocratique.

Après son retrait du pouvoir, il rejoint le Fonds monétaire international comme haut conseiller, renouant avec les institutions financières globales. Aujourd'hui, il est directeur Afrique du FMI.



MS Consulting

الموريتانية للخدمات و الاستشارات

NOS SERVICES

ÉTUDE ET ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE



- Étude et accompagnement stratégique
- Études de faisabilité
- Business plans et plans d'action

COMMUNICATION & MARKETING



- Identité visuelle & stratégie de marque
- Campagnes de communication & marketing digital

FORMATIONS



- Leadership & gestion d'équipe
- Informatique, bureautique, marketing digital, etc.

DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES D'INFORMATION



- Développement de systèmes d'information
- Création de bases de données
- Applications de gestion personnalisées
- Audit & sécurisation des systèmes

À PROPOS



MS Consulting est un cabinet mauritanien spécialisé dans le conseil stratégique, la communication, la formation et le développement de systèmes d'information.

Notre mission : accompagner les entreprises et institutions vers la performance, l'innovation et la transformation digitale.

NOUS CONTACTER



20 51 96 76



27 72 04 22



consultingms6@gmail.com



Tevragh-Zeine – Nouakchott, Mauritanie



ms-Consulting.agency

10

PROJETS PHARES DU PNUD EN MAURITANIE

1 PERZI — PROGRAMME D'ÉLECTRIFICATION RURALE DES ZONES ISOLÉES

CONTEXTE

En Mauritanie, de nombreuses communautés rurales isolées restent privées d'accès à l'énergie, freinant le développement économique et social. Le PERZI vise à combler ce déficit énergétique dans les zones les plus reculées du pays.

PARTENAIRES

Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie (maître d'ouvrage) ; PNUD ; Italie (financement via la plateforme PISTA).

OBJECTIFS

Garantir un accès universel, équitable et durable à l'énergie propre pour le développement local dans les 300 zones rurales isolées, en appuyant la transition énergétique et en réduisant les disparités territoriales.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

- 29 mini-centrales solaires avec systèmes de stockage et réseaux de distribution installées ou en cours d'installation. • 528 kits solaires domestiques déployés. • 5 470 ménages — dont 60 % dirigés par des femmes — soit 40 000 personnes accèdent à une énergie propre et fiable. • 9 plateformes multifonctionnelles installées (moulins à grains, congélateurs, pasteurisateurs, machines à coudre) bénéficiant à 2 940 ménages dont 1 530 femmes. • Révision du Code de l'électricité intégrant pour la première fois les énergies renouvelables dans le cadre légal national. • 4 modèles de gestion identifiés pour les mini-réseaux isolés, facilitant leur extension à grande échelle.



2 SAP/IA & APPUI AUX COOPÉRATIVES FÉMININES AGRICOLES

CONTEXTE

Les femmes rurales mauritaniennes sont en première ligne face aux chocs climatiques (inondations, sécheresses), sans accès aux outils d'anticipation. En partenariat avec la Ville de Valencia (Espagne) et l'Office National de Météorologie (ONM), le PNUD a déployé un système innovant de prévention des risques climatiques par Intelligence Artificielle (IA). Zones : Kaédi, Rosso (Gorgol).



PARTENAIRES

PNUD, Office National de Météorologie (ONM), Ville de Valencia (Espagne), Coopération Valenciana.

OBJECTIFS

Renforcer la résilience climatique et l'autonomisation économique des femmes agricultrices à travers le déploiement d'un Système d'Alerte Précoce agro-hydro-météorologique basé sur l'Intelligence Artificielle au bénéfice de 2 800 femmes agricultrices issues de 40 coopératives dans les zones de Kaédi et de Rosso.

RÉSULTATS & IMPACT

- Première initiative de ce type dans la sous-région ouest-africaine. • 2 800 femmes agricultrices issues de 40 coopératives appuyées par le SAP/IA. • Alertes ciblées et conseils adaptés transmis via des smartphones fournis par le PNUD, permettant la planification des cultures et la prévention des inondations. • Passage de la simple prévision à la prédiction : meilleure résilience et sécurité alimentaire locale. •

3 UNIPOD — UNIVERSITY INNOVATION POD

CONTEXTE

Le chômage des jeunes diplômés et le faible taux d'entrepreneuriat technologique constituent des défis structurels pour la Mauritanie. L'UniPod est une plateforme d'innovation universitaire visant à transformer les idées locales en solutions à fort impact. Zone : Nouakchott (Université de Nouakchott).

PARTENAIRES

PNUD, Université de Nouakchott, plusieurs ministères (Formation Professionnelle, Transformation Numérique, Enseignement Supérieur), Initiative Timbuktoo, Conseil Mauritanien des Femmes d'Affaires (CMFA), Start-ups

OBJECTIFS

Créer un écosystème d'innovation en rapprochant universités, jeunes entrepreneurs, secteur privé et institutions publiques autour du développement de compétences, de l'incubation de startups et de l'emploi décent.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

- Émergence d'un modèle national d'incubation universitaire contribuant à l'inclusion économique des femmes. 187 bénéfici-





ciaires directs dont 84 femmes (45 %). • 12 projets innovants sélectionnés ; 15 prototypes développés dans les secteurs Agri-Tech, GreenTech, EnergyTech, HealthTech, MineTech et économie circulaire. • 59 jeunes formés lors des Arduino Days (robotique, IA, modélisation 3D). • 5 jeunes Mauritaniens (dont 4 femmes) formés en cybersécurité dans le cadre de Tech4Peace. • 17 artisans (dont 7 femmes) accompagnés dans le programme Cuir & Mode intégrant e-commerce et finance digitale. •

4 APPUI À L'ÉLABORATION DE LA CDN3.0, DU CNFI, DU SECOND PLAN QUINQUENNAL DE LA SNEDD ET À L'ACTUALISATION ET OPÉRATIONNALISATION DE LA SPANB

CONTEXTE

La Mauritanie est fortement exposée aux effets du changement climatique. L'actualisation de ses ambitions climatiques et engagements internationaux est indispensable pour aligner les politiques publiques sur les accords multilatéraux environnementaux (Accord de Paris, Cadre de Kunming-Montréal, Cadre de Sendai). L'élaboration d'une stratégie nationale de financement intégré pour la Mauritanie afin d'accélérer les ODD permet de mobiliser et coordonner efficacement les ressources financières, renforçant ainsi la durabilité économique et sociale du pays.

PARTENAIRES

PNUD, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), Ministère des Affaires Economiques et du Développement (MAED), Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM/GEF), AECID, partenaires techniques et financiers.

OBJECTIFS

Renforcer l'action climatique et environnementale de la Mauritanie à travers l'actualisation de la CDN, de la Stratégie nationale de biodiversité et de la SNEDD (Stratégie Nationale Environnement et Développement Durable), tout en mobilisant des financements innovants pour la résilience.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

• CDN 3.0 finalisée : ambition de réduire les émissions de GES de 75,86 % d'ici 2035 et d'adaptation intégrale des écosystèmes et territoires. • Stratégie nationale de la biodiversité

actualisée. • Second Plan quinquennal de la SNEDD élaboré, redynamisant les mécanismes CNEDD (Conseil National Environnement et Développement Durable), CTEDD (Comité Technique Environnement et Développement Durable) et CREDD (Conseil Régional Environnement et Développement Durable).

• Cadre national de financement intégré mis en place, renforçant les capacités à mobiliser des financements verts (obligations vertes). • 23 experts formés sur l'hydrogène vert dont 12 membres du Comité Technique Interministériel ; mission d'échange en Espagne organisée.

5 ATNIMA — APPUI À LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET À LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

CONTEXTE

L'accès aux services publics en Mauritanie impliquait souvent de longs déplacements et des procédures administratives lourdes. Le projet ATNIMA vise à rapprocher l'État des citoyens grâce au numérique et à renforcer l'efficacité de l'administration. Zones : Nouakchott et niveau national.

PARTENAIRES

PNUD, Gouvernement mauritanien (Ministère de la Transformation Numérique, Ministères de la Justice, de l'Enseignement Supérieur), Union Européenne.

OBJECTIFS

Digitaliser les services publics clés, améliorer l'accès équitable aux droits et services pour tous les citoyens — y compris les plus vulnérables — et structurer l'écosystème numérique national.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

• 24 000 étudiants inscrits en ligne à l'université, sans contraintes administratives lourdes. • Digitalisation du casier judiciaire via la plateforme KHIDMATY et de la chaîne pénale. • Interconnexion des parquets : réseau judiciaire connecté, sécurisé et plus performant. • Guichets numériques pour populations vulnérables, centres d'appel et plateformes dédiées aux femmes entrepreneurs. • Intégration progressive des données sexospécifiques dans la gestion publique. • Plan d'amélioration de l'accueil des usagers déployé.



10

PROJETS PHARES DU PNUD EN MAURITANIE

6 JEUNESSE EN ACTION — INSERTION PROFESSIONNELLE ET FORMATION TECHNIQUE

CONTEXTE

Le chômage des jeunes, en particulier des femmes, est l'un des défis les plus pressants de la Mauritanie. En partenariat avec le ministère de la Formation Professionnelle, le PNUD a développé un programme intégré d'insertion et de renforcement des compétences techniques. Zones : Nouakchott et régions.

PARTENAIRES

PNUD, Ministère de la Formation Professionnelle, de l'Artisanat et des Métiers, Agence Techghil, bureau d'études international de coaching, Région de Nouakchott.

OBJECTIFS

Améliorer l'employabilité des jeunes et stimuler le développement économique local à travers la formation technique moderne, l'insertion en entreprise et l'entrepreneuriat dans les filières d'avenir.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

- 1 040 stagiaires encadrés dont 782 placés en entreprise (52 % de femmes).
- 100 jeunes dotés de kits d'insertion dans 5 filières techniques : aluminium, soudure, froid, solaire, électricité (60 % de femmes).
- 30 jeunes filles formées au développement de solutions numériques et d'IA.
- Dotation de centres de formation en simulateurs de dernière génération (machines CNC, simulateurs de soudure) et formation des enseignants du lycée technique de Nouakchott.
- Partenariat avec la Région de Nouakchott pour l'insertion de jeunes dans des dispositifs de formation et d'emploi.



7 GOUVERNANCE INCLUSIVE — JUSTICE, PARLEMENT ET RÉFORME FONCIÈRE

CONTEXTE

Le renforcement de l'État de droit, la transparence institutionnelle et l'inclusion des groupes vulnérables dans les processus de justice et de gouvernance sont des conditions essentielles au développement durable. Zones : Nouakchott, niveau national.

PARTENAIRES

PNUD, Assemblée Nationale, Ministère de la Justice, Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC), Ordre National des Avocats, partenaires techniques et financiers.

OBJECTIFS

Renforcer la gouvernance démocratique, améliorer l'accès à la justice pour les groupes vulnérables et conduire une réforme foncière inclusive visant la sécurisation des droits fonciers à Nouakchott.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

- Instauration d'un quota de 20 % pour les femmes candidates aux concours d'accès à la profession d'avocat : 6 jeunes femmes intégrées au barreau.
- 25 femmes détenues ayant bénéficié d'assistance juridique et de sensibilisation à leurs droits.
- 5 groupes parlementaires thématiques créés (autonomisation des femmes, décentralisation, anti-corruption, pauvreté).
- Digitalisation des travaux parlementaires, amélioration de l'accès à l'information.
- Appui à l'ANLC : élaboration des textes de base et actualisation de la Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption.
- Recensement en cours de 400 000 parcelles à Nouakchott pour une réforme foncière inclusive.

8 ÉGALITÉ DE GENRE — SNIG, AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET LUTTE CONTRE LES VBG

CONTEXTE

En Mauritanie, 58,4 % de la population vit en situation de pauvreté multidimensionnelle et les femmes restent sous-représentées dans les sphères économiques et décisionnelles. Le PNUD œuvre pour une transformation systémique des normes et pratiques en matière de genre. Durée : 2023–2025.

PARTENAIRES

PNUD, MASEF, UNICEF, ONU Femmes, Conseil Mauritanien des Femmes d'Affaires (CMFA), institutions nationales, société civile.

OBJECTIFS

Institutionnaliser l'égalité de genre dans toutes les politiques nationales, renforcer l'autonomisation économique des femmes et lutter contre les violences basées sur le genre, y compris numériques.





RÉSULTATS & IMPACT 2025

- Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre (SNIG) élaborée de manière participative.
- Cadre national de coordination Genre opérationnel, réunissant institutions et PTF autour d'une charte partagée.
- Formation des points focaux genre de plusieurs ministères sur la planification sensible au genre et les processus budgétaires.
- 30 femmes entrepreneures formées à la cybersécurité (programme « Protection numérique & Business sécurisé », en partenariat avec le CMFA).
- Campagne de communication sur les droits des femmes ayant touché 27 754 personnes sur les réseaux sociaux.
- Gender Equality Seal niveau Or obtenu — reconnaissance de l'intégration effective du genre dans tous les programmes PNUD.

9

PROJET DE RÉSILIENCE DU SAHEL — RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

CONTEXTE

La Mauritanie est régulièrement frappée par des catastrophes naturelles (inondations, sécheresses) qui détruisent les moyens de subsistance des populations rurales. L'absence d'un cadre national structuré de réduction des risques limitait la capacité de réponse de l'État. Zones : national, ville de Kaédi (63 000 habitants).

PARTENAIRES

PNUD, UNDRR (Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes), Gouvernement mauritanien, Suède (financement), Ministère de l'Intérieur de la Promotion de la Décentralisation et du Développement Local, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)

OBJECTIFS

Renforcer les capacités nationales de réduction des risques de catastrophes (RRC), élaborer une base de données nationale sur les pertes et dommages, et développer des cadres de résilience urbaine.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

- Première Stratégie Nationale RRC élaborée avec l'UNDRR, complétée par un plan opérationnel 2026–2030 conforme au Cadre de Sendai.
- Base de données nationale sur les pertes et dommages liés aux risques créée et validée collectivement.



Cadre d'Action de Résilience Urbaine de Kaédi (63 000 habitants) élaboré.

- Données intégrées dans la planification du développement et le cycle budgétaire national.
- Accompagnement de femmes ayant perdu leurs actifs suite à des catastrophes dans les régions du Guidimakha et de l'Assaba (formations, kits productifs, reconstruction d'infrastructures hydrauliques).

10

PADDELI — DÉVELOPPEMENT LOCAL, DÉCENTRALISATION ET INCLUSION ÉCONOMIQUE

CONTEXTE

Les inégalités territoriales entre Nouakchott et les régions intérieures freinent le développement inclusif de la Mauritanie. Le PADDELI (Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Économique Local Inclusif) vise à renforcer la gouvernance locale et à créer des opportunités économiques dans les territoires les plus vulnérables. Zones : régions du Guidimakha, Assaba, Gorgol et autres.

PARTENAIRES

PNUD, collectivités territoriales, Gouvernement mauritanien (Ministère de la Décentralisation), Union Européenne, partenaires techniques et financiers locaux et internationaux, société civile.

OBJECTIFS

Renforcer la décentralisation effective, améliorer la gouvernance financière locale et créer des opportunités économiques inclusives dans les territoires, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes.

RÉSULTATS & IMPACT 2025

- Approche intégrée multi-acteurs (État, régions, communes, PTF, secteur privé, société civile), multi-niveaux (local, régional, national) et multi-sectoriels (éducation, santé, agriculture, élevage, environnement, artisanat...).
- Plusieurs initiatives communautaires soutenues : mini-laiterie, boutique communautaire et deux champs d'agroécologie, améliorant les conditions de vie de plus de 600 personnes (80 % de femmes et de filles).
- Plus de 1 000 microentreprises féminines créées en milieu rural.
- 40 coopératives renforcées en capacités.
- Appui à la planification locale, la gouvernance financière des territoires et l'amélioration des services publics de proximité.



Projets



MAURITANIE
**ACCÈS UNIVERSEL
À L'ÉLECTRICITÉ À
L'HORIZON 2030**



Pacte National de l'Énergie de la Mauritanie

Vers un accès universel à une énergie durable à l'horizon 2030

Vision 2030 du pays et l'Objectif de Développement Durable (ODD) n° 7 des Nations Unies.

Ce Pacte constitue une feuille de route visant à garantir l'accès à une énergie abordable, fiable, inclusive, durable et propre pour toute la population Mauritanienne.

Le secteur de l'électricité constitue depuis des décennies un facteur central des déséquilibres budgétaires en Mauritanie. Les transferts budgétaires annuels vers la société nationale d'électricité, la SOMELEC, ont représenté en moyenne 2% du produit intérieur brut (PIB) du pays au cours de la dernière décennie.

À son apogée, en 2019, le Gouvernement a transféré plus de 250 millions de dollars à la SOMELEC, soit 3,2% du PIB, sous forme de recapitalisation directe et de prise en charge indirecte du service de la dette des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Le secteur de l'électricité en Mauritanie est en pleine phase de transition avec de nombreux projets de développement des réseaux et de nouvelles sources de production d'énergie en cours. Il se caractérise par un système électrique fragmenté de réseaux isolés, non interconnecté comprenant actuellement 250 localités dotées de réseaux électriques sur 2600 sites potentiels.

Parmi ceux-ci, vingt-et-un (21) centres sont exploités par 6 opérateurs privés dans le cadre de contrats d'affermage (DSPE) régulés par l'ARE et le restant étant sous mandat de la SOMELEC.

Le secteur de l'électricité en Mauritanie est en pleine phase de transition avec de nombreux projets de développement des réseaux et de nouvelles sources de production d'énergie en cours.



En 2023, la production électrique globale a atteint environ 1,66 TWh, pour une puissance installée de 615,1 MW pour une puissance disponible de 520,1 MW, avec une part d'EnR de l'ordre de 44,36%³ dans le bouquet énergétique.

Le réseau moyenne tension (MT) se développe principalement dans le sud du pays, où réside la majorité de la population rurale.

Dans le secteur de l'électricité et à

l'horizon 2030, la Mauritanie s'est fixée des objectifs en matière d'accès à l'électricité et de l'intégration des EnR dans le mix énergétique.

Dans le cadre de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) ces objectifs préconisent un taux d'accès à l'électricité des ménages de 98% en milieu urbain et 80% en milieu rural, ainsi qu'une part de 70% d'EnR dans le bouquet énergétique national.

Voir les tableaux ci-après:

Réf.: https://mission300africa.org/fr/compacts_files/mauritanie-pacte-national-de-lenergie/

Projets							
Production (1 522 M\$/Soit 1 463,5 M\$ (PPP/IPP) – hors centrale solaire Kiffa (PIEMM))							
Nom du projet	Chronologie	Description du projet	Financement (y compris du secteur privé) [1] (M\$)	Contribution aux objectifs du Pacte			
				Accès à l'électricité	Accès à une cuisson propre	ER installée	Cibles binaires et numériques
Centrale solaire de Kiffa		Composante Production (EPC)_PIEMM-Financement BAD/AFD	58,5	Centrale raccordée à une ligne impactant près de 2,2 millions de personnes	-	50 MWc & BESS 15 MW/30 MWh	88,5GWh/an ; 70,5 MT~CO2/an
IPP solaire de Néma	2026-2030	Composante Production (IPP)_PIEMM	48	Centrale raccordée à une ligne impactant près de 2,2 millions de personnes	-	50MWc	105GWh/an ; 83,6 MT~CO2/an
Centrale solaire et/ou éolienne 60 MW permanents à Nouakchott	2025-2030	Projet prioritaire de Production EnR dans la région de Nouakchott en cours de lancement avec DG PPP sous négociation directe	51,7	Centrale raccordée à une ligne impactant près de 2,2 millions de personnes	-	60 MW	83 GWh/an ; 67 MT~CO2/an
Extension de la centrale duale (Wartsilä)	2024-2025	Projet prioritaire en cours de lancement afin de pourvoir à la croissance de la demande Nouakchott	90	Centrale de 60 MW raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	-	
IPP- CCGT 225 MW	2026-2030	Valorisation de la quote-part gaz issue du GTA. Développement d'IPP de centrale à gaz CCGT d'une puissance de 225 MW (recrutement opérateur lancé avec DGPPP sous négociation directe)	339	Centrale de 225MW raccordée à une ligne impactant près de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	-	





IPP-CCGT 120 MW (Nouakchott)	2026-2030	Valorisation de la quote part gaz issue de GTA/BANDA	179,4	Centrale de 120 MW raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	-	
Centrale thermique Nouadhibou 60 MW	2026-2030	Renforcement de la production de Nouadhibou	90	Centrale de 60 MW raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	-	
Centrale thermique gaz 50 MW	2026-2030	Renforcement de la production de Zouerate	60,9	Centrale de 50 MW raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	-	
Projet type 25 MWc (Zouerate)- IPP	2025-2030	Déploiement de nouvelles productions solaires PV	16,7	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	25 MWc	55GWh ; 43,8 MT~CO2/an
Projet type 100 MWc (AMEA Power) - IPP solaire	2025-2030	Déploiement de nouvelles productions solaires PV	63,8	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	100MWc	200GWh/an ; 159,3 MT~CO2/an

Projets

Projet type 50 MWc (Zouerate)_IPP	2026-2030	Déploiement de nouvelles productions solaires PV	31,9	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	50MWc	110GWh/an ; 87,6 MT~CO2/an
100 MW-Eolien_Boulénouar 2_IPP	2026-2030	Déploiement de nouvelles productions éoliennes	124,2	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	100MW	570GWh/an ; 454 MT~CO2/an
Extension parc éolien Nouakchott_20 MW	2025-2030	Déploiement de nouvelles productions éoliennes	26,2	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	20MW	79,8GWh/an ; 63,5 MT~CO2/an
Projet éolien type 20 MW	2028-2030	Déploiement de nouvelles productions éoliennes	26,2	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	20MW	79,8GWh/an ; 63,5 MT~CO2/an
Projet type 50 MW	2028-2030	Déploiement de nouvelles productions éoliennes	62,1	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	50MW	199,5GWh/an ; 158,9 MT~CO2/an





Centrales biomasse_IPP	2026-2030	Valorisation des déchets solides à Nouakchott	80	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	15MW	118,8 GWh/an; 54 MT~CO2/an
		Valorisation du typha	75	Centrale raccordée à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	15MW	178,2 GWh/an ; 80 MT~CO2/an
Déploiement de BESS	2025-2027	Stabilisation du réseau et intégration accrue de la pénétration des énergies intermittentes	29,75	BESS raccordé à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	35 MW/70 MWh	
	2026-2030	Stabilisation du réseau et intégration accrue de la pénétration des énergies intermittentes	68,65	BESS raccordé à une ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes. De plus, en termes d'export, cette ligne déjà interconnectée au Sénégal est en perspective d'interconnexion au Mali et par conséquent à l'espace du WAPP	-	85 MW/170 MWh	
Total			1 522				1867 GWh (EnR)- 1385MT ~CO2/an évité
Déficit			1 463,5				A rechercher M300

Projets

Transport : 375 M\$ hors PIEMM							
Boulanouar - Choum 225kV	2026-2030	Projet de transport HT	80	Ligne impactant une population potentielle de 50 000 de personnes	-	200MW	Intégration d'au moins 2 centrales EnR
PIEMM/REMP_ Composante HT	2023-2030	Projet régional raccordant notamment les capitales régionales, les Chefs-lieux de département et les principales productions solaires et éoliennes	477,0	Ligne impactant une population potentielle de 2,2 millions de personnes	-	505MW	Raccordement de près de 15 centrales solaires et éoliennes
Mise à niveau des infrastructures	2025-2030	Amélioration de l'état des infrastructures et de leur efficacité dans plusieurs villes qui disposent aussi de productions EnR	135	Sécurisation de l'accès à une population d'au moins 500 000 personnes	-	100MW	Installation de 200 batteries de Condensateurs/2000 km de Conducteurs haute performance /Pylônes
Ligne Elghairé - Tidjikja	2025-2030	Interconnexion des capitales régionales	90	Ligne impactant une population potentielle de 30 000 de personnes	-	20MWc	Ligne de transport HT 90kV
Ligne Sélibaby-Kiffa	2025-2030	Interconnexion des capitales régionales	70	Ligne impactant une population potentielle de 50 000 de personnes	-	50MWc	Ligne de transport HT 90kV
Total			852				
Déficit			375	A rechercher M300			





Distribution : 189 M\$ hors (Best, BCL, Esp et JICA(PIEMM))

BEST	2021-2026	Accès à l'électricité via extension/distribution MT/BT à partir des postes OMVS (hydroélectricité), sur financement de la BM est en cours d'exécution	90	Population impactée de 436 691 personnes	-	x	72 782 connexions
Projet Boucle (BCL)	2023-2027	Accès à l'électricité via extension/distribution MT/BT en zones desservies par le réseau hydroélectrique (OMVS), sur financement du Fonds koweïtien, est en cours d'exécution	35	Population impactée de 247 482 personnes	-	x	41 247 connexions
Projet Espagnol (Esp)	2023-2025	Accès à l'électricité via extension/distribution MT/BT, sur financement espagnol est en cours d'exécution	5	Population impactée de 20 856 personnes	-	-	3 476 connexions
PIEMM_Distribution	2025-2030	Composante de distribution MT/BT le long du corridor de la ligne en Mauritanie du projet régional Interconnexion Mauritanie-Mali	55	479 700 personnes	-	705MW	79 950 connexions
Autre(s) projet(s) : Fonds propres MEP	2023-2030	Projet de distribution MT/BT sur fonds propres MEP	19	Population impactée de 67 500 personnes	-	-	11250 connexions
Programme d'extension des réseaux	2025-2030	Projet d'accès universel permettant de résorber une partie du gap	75	Population impactée de 341 301 individus	-	705MW	Projet procurant 56 884 connexions
Densification des réseaux	2025-2030	Projet d'accès universel	70	Population impactée de 637 057 individus	-	705MW	Projet procurant 106176 connexions
Total					349		
Déficit					189		À rechercher M300

Projets

ERD : 155M\$ hors RIMDIR/PERSEM							
RIMDIR/PERSEM	2020-2028	Projet en cours d'exécution d'accès à l'électricité par mini-réseaux verts/Premier projet structuré en PPP, sur financement AFD/UE/BM/BAD	63 M\$	Population impactée de 104 733 individus	-	2,9MWc	15 minicentrales solaires ; 2208 T~CO2/an ; Apport PPP à minima 10% du CAPEX ; 17 456 connexions
PROREV/DARES_200 mini-réseaux verts	2025-2029	Projet d'Accès à l'Électricité : Promotion de solutions vertes par le déploiement de mini-réseaux et de renforcement de la résilience des communautés rurales en 4 régions/wilayas Projet de type PPP dont les études économiques	70	Population impactée de 240 000 individus	-	20MWc	200 mini-réseaux-40.000 connexions. ; 30MT~CO2, 2MT~Méthane et 25T~Azote/an.
PHASEM	2025-2030	Projet d'hybridation des centrales isolées existantes impactant 400 000 individus assorties d'une composante de densification de réseaux. Projet de type PPP dont les études économiques, techniques et E&S sont en cours d'achèvement	15	Incidence d'accès de 37 500 individus	-	12MWc	Nouvelles connexions sont de 6250 ; 9MT~CO2
Extension du Programme des mini-réseaux verts/PERZI	2026-2030	Projet d'accès universel de généralisation des MRV de type PPP	50	Population impactée de 351 928 individus	-	x	58 655 connexions
Programme Kits solaires	2025-2029	Projet d'accès universel de type PPP	20	Population impactée de 435 428 individus	-	x	72 249 connexions
Total					224,3		
Déficit					155		À rechercher M300



Cuisson propre : 205M\$

Projet de développement d'un réseau de distribution de gaz naturel à Nouakchott	2027-2030	Gaz naturel de ville a été identifié comme option de choix pour la valorisation des ressources naturelles du pays	70	-	x	-	1 ^{ère} phase de déploiement de gaz de ville à Nouakchott
Économie du bois et du charbon de bois	2025-2030	Vulgarisation des foyers améliorés dans le milieu rural et les grands centres urbains	25	-	- Diffusion de 60000 foyers améliorés	-	- Construction de 500 foyers améliorés pour le bois par wilayas en milieu rural - Distribution de 2000 foyers améliorés pour le charbon de bois dans les villages et les grands centres urbains - Formation des artisans locaux sur la construction des foyers améliorés pour le bois et pour le charbon de bois

Projets

Transformation du thypha en charbon de bois	2025-2030	Transformation du Thypha en briquettes de charbon par carbonisation et son utilisation comme substitut du bois et du charbon de bois	55	-	Production de charbon de typha à minima de 10T/an	-	- Quantité : Coupe, séchage et carbonisation - Confection de fours de carbonisation - Quantité de briquettes - Mise en place de GIE de jeunes pour la fabrication et la commercialisation des briquettes de Charbon
Utilisation du biogaz dans les zones agropastorales	2025-2030	Transformation de la matière organique (bouses de vaches, déchets organiques, etc.) en biogaz pour satisfaire les besoins domestiques en énergie	35	-	Diffusion de 1000 biodigesteurs	-	- Formation de GIE de jeunes sur le processus de production du biogaz - Achat de 100 biodigesteurs au profit des GIE formés - Financement des GIE pour l'installation et l'encadrement des villages pour la production de Biogaz





Projet Cuiseurs et Fours solaires	2025-2030	Diffusion de solutions solaires pour le caisson propre	20	-	x	-	- Formation de GIE de jeunes sur le processus de fabrication de fours et cuiseurs solaires - Financement des GIE pour la fabrication et commercialisation de fours et cuiseurs solaires
Total					205		
Déficit					205		À rechercher M300



Mauritanie : trois années de réformes économiques au service d'une économie plus attractive et résiliente (2022-2025)

Au cours de la période 2022-2025, la Mauritanie a engagé un programme cohérent de réformes économiques et financières visant à moderniser son cadre macroéconomique, renforcer la stabilité monétaire et accélérer l'inclusion financière. Portées principalement par la Banque Centrale de Mauritanie (BCM), ces réformes traduisent une volonté affirmée d'aligner l'économie nationale sur les standards internationaux tout en soutenant une croissance durable et inclusive.

Une réforme du régime de change au cœur de la transformation

La réforme du régime de change constitue l'une des avancées majeures de cette période. L'introduction d'une plus grande flexibilité du cours de l'ouguiya a permis d'améliorer la capacité d'absorption des chocs externes et d'assurer une allocation plus efficiente des devises. Cette évolution s'est accompagnée de la mise en place d'un marché de change interbancaire, renforçant la transparence des transactions et la qualité de la formation des prix. Dans ce contexte, la position extérieure du pays s'est significativement consolidée. Les réserves de change sont passées d'environ 1,8 milliard de dollars en 2022 à plus de 2,3 milliards en 2025, atteignant un niveau couvrant plus de six mois d'importations. Cette dynamique contribue à renforcer la crédibilité du cadre macroéconomique et la confiance des partenaires et investisseurs.

Vers un marché financier plus structuré

Parallèlement, des avancées importantes ont été enregistrées dans le développement du marché des capitaux. L'introduction d'émissions souveraines à maturité pouvant atteindre dix ans a permis d'amorcer la construction d'une courbe des taux domestique, offrant à l'État des sources de financement à moyen et long terme et contribuant à la diversification des instruments financiers.



Mohamed Lemine Dhehby
Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM)

Une politique monétaire modernisée et plus efficace

Sur le plan de la politique monétaire, la BCM a adopté une approche plus active et stratégique. Le recours aux opérations d'open market, notamment à travers l'émission de titres de la banque centrale, a permis de mieux gérer la liquidité du système bancaire. Ces actions ont contribué à une maîtrise significative de l'inflation, ramenée d'environ 12 % en 2022 à près de 2 % en 2025. Par ailleurs, le resserrement du corridor des taux d'intérêt — dont la largeur a été réduite de 900 à 450 points de base — a renforcé l'efficacité du mécanisme de transmission de la politique monétaire.

Des infrastructures financières modernisées au service de l'inclusion

La modernisation des infrastructures de paiement constitue également un pilier important des réformes engagées. La mise en service d'un système de règlement brut en temps réel (RTGS), d'un dépositaire central de titres et d'un système de télécompensation automatisée (ACH) a permis d'améliorer la rapidité, la sécurité et la fiabilité des transactions financières. Ces avancées ont favorisé une progression significative de l'inclusion financière, avec un taux de bancarisation passé d'environ 10 % en 2022 à plus de 45 % en 2025.

Renforcement de la gouvernance et de la solidité du secteur financier

Les réformes ont également porté sur le renforcement du cadre de supervision et de gouvernance du secteur financier. L'introduction d'outils de supervision automatisés, le relèvement des exigences de capital minimum ainsi que l'adoption des normes comptables internationales (IFRS), accompagnée d'une obligation d'audit externe, ont contribué à améliorer la transparence et la résilience du système financier. Sur le plan institutionnel, l'adoption d'une nouvelle loi sur le statut de la BCM a consolidé son indépendance. La Banque Centrale s'est également engagée dans une modernisation interne, notamment à travers la mise en place d'un système de core banking et l'adoption des normes IFRS pour ses propres états financiers. Cette dynamique s'est traduite par des résultats financiers historiques au cours des trois derniers exercices, permettant de renforcer significativement ses fonds propres.

Une transformation structurelle au service de l'attractivité du pays

Dans leur ensemble, ces réformes traduisent une transformation profonde et cohérente du paysage financier mauritanien. En consolidant les fondamentaux macroéconomiques, en renforçant la crédibilité des institutions et en élargissant l'accès aux services financiers, elles positionnent la Mauritanie comme une économie plus moderne, résiliente et attractive, capable d'accompagner durablement ses ambitions de développement.

Certification



Financial Afrik

Financial Afrik obtient la certification

« Journalism Trust Initiative »

par l'ONG international Reporters Sans Frontières

TOURNANT DÉCISIF POUR L'ASSURANCE MAURITANIENNE

ET SI LE SECTEUR DEVENAIT UN PILIER DE L'ÉPARGNE NATIONALE ?



Géraldine MERMoux,
Directrice Générale,
FINACTU



Ghita LAMRIKI,
Directrice des Études,
FINACTU



Leyla MIKOU,
Senior Manager, FINACTU

Depuis janvier 2025, la supervision des assurances, un secteur qui connaît une accélération sans précédent portée par une forte volonté politique, est placée sous l'autorité de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM).

Si ce momentum est concrétisé par des réformes ambitieuses, le marché pourrait générer près de MRU 50 milliards d'épargne domestique supplémentaire (plus de 10% du PIB).

Mais pour mesurer pleinement la portée de cette transformation, rappelons le point de départ.



Un secteur encore marginal, au potentiel considérable

Avec MRU 1,6 milliard de primes en 2024 et un taux de pénétration de 0,37%, le marché mauritanien de l'assurance reste marginal, malgré une dynamique de croissance soutenue (+17% par an depuis 2020).

Cette situation s'explique par des déséquilibres structurels profonds : une sous-capitalisation flagrante (le capital social minimum - MRU 30 millions - reste très en deçà des standards régionaux), une fragmentation excessive (17 compagnies pour un marché de taille limitée), un déficit de capacités opérationnelles, ainsi qu'un dispositif de supervision insuffisant.

Pourtant, le potentiel du secteur est considérable : dans un scénario de transformation ambitieuse, la taille du marché pourrait être multipliée par 9, portant les primes annuelles à plus de MRU 14 milliards, simplement en alignant le secteur sur les standards internationaux comparables. En ligne avec les dynamiques observées dans les marchés les plus

Cette dynamique s'inscrit dans le sillage des leaders du continent : au Maroc comme en Tunisie, des réformes ciblées portées par des contrats-programmes ont permis de déverrouiller le potentiel de l'assurance.

structurés du continent, cette évolution pourrait se traduire par la constitution de près de MRU 50 milliards d'actifs investis dans l'économie nationale (soit 12% du PIB et plus d'un quart de la dette publique).

Un momentum de réforme inédit, impulsé par la BCM

Le transfert de la supervision à la BCM, sous la direction du

Gouverneur Mohamed Lemine OULD DHEHBY, a agi comme un véritable catalyseur, avec une séquence de réformes structurées et cohérentes.

Le diagnostic approfondi de l'écosystème a permis de définir les leviers prioritaires de développement. Ce consensus a servi de base aux États Généraux de l'Assurance qui a récemment réuni l'ensemble des parties prenantes (régulateur, compagnies d'assurance, intermédiaires, partenaires techniques et financiers), et a permis de construire une vision partagée du secteur. Ils ont abouti à la signature du Contrat-Programme à horizon 2030 entre la BCM et l'Association Professionnelle des Assurances de Mauritanie, pierre angulaire de la transformation du secteur.

Cette dynamique s'inscrit dans le sillage des leaders du continent : au Maroc comme en Tunisie, des réformes ciblées portées par des contrats-programmes ont permis de déverrouiller le potentiel de l'assurance.

Transformer l'essai : une feuille de route pour ancrer durablement cette dynamique

Le défi est désormais celui de l'exécution

La transformation du secteur repose sur une feuille de route structurée autour de trois priorités. Il s'agit d'abord de renforcer les fondamentaux du marché - supervision, solvabilité, gouvernance - afin de restaurer la crédibilité du secteur. Ensuite, d'instaurer une discipline intransigeante, condition indispensable pour rétablir la confiance des assurés. Enfin, de créer les conditions d'un développement durable, fondé sur l'innovation, la montée en compétences et l'élargissement de l'offre.

Dans ce cadre, l'élaboration en cours d'un nouveau

code des assurances constitue une étape clé pour doter le secteur d'un socle juridique modernisé et adapté, tout en permettant d'exploiter pleinement le potentiel du digital et de favoriser l'émergence de produits mieux adaptés aux besoins de la population.

La Mauritanie dispose aujourd'hui d'un alignement inédit entre volonté politique, cadre institutionnel et stratégie sectorielle. C'est dans la capacité à transformer cet élan en résultats tangibles que se jouera la place de l'assurance mauritanienne dans le financement de l'économie et la mobilisation de l'épargne nationale.

Entretien exclusif avec Dr Codioro Moussa N'Guenore, ministre des Finances

La Mauritanie a engagé des réformes importantes pour renforcer la transparence et la gouvernance des finances publiques.



Portée par une dynamique de réformes et de modernisation, la Mauritanie affiche des performances fiscales en nette amélioration. Dans cet entretien, le ministre des Finances revient sur les progrès enregistrés ces deux dernières années, marqués par une hausse des recettes, une pression fiscale en progression et une diversification des sources de revenus. Il détaille également les leviers activés pour élargir l'assiette fiscale, lutter contre la fraude et renforcer la relation de confiance avec les contribuables, tout en inscrivant ces avancées dans une stratégie plus large de transformation de l'administration et de consolidation des finances publiques.

Quels sont les principaux résultats de la performance fiscale en Mauritanie au cours des deux dernières années ? (Évolution des recettes, pression fiscale, secteurs moteurs)

Au cours des deux dernières années, la Mauritanie a enregistré une amélioration progressive de sa performance fiscale, reflétant les effets des réformes engagées ainsi que le renforcement des capacités de l'administration fiscale et douanière.

Sur la base des données d'exécution budgétaire les plus récentes, les recettes publiques ont atteint en 2025 près de 107 milliards MRU, dont environ 73 milliards MRU de recettes fis-

cales, avec un taux d'exécution proche de 99 %, traduisant une bonne maîtrise des prévisions et une mobilisation efficace des ressources intérieures.

Cette performance s'inscrit dans une tendance globalement orientée à la hausse observée ces dernières années, également confirmée par les analyses des partenaires techniques et financiers. Ainsi, la pression fiscale est estimée en progression, pour se situer autour de 15,51% du PIB en 2025, contre des niveaux plus faibles auparavant, selon les données issues des cadres macroéconomiques (notamment FMI).

L'un des éléments les plus structurants concerne la composition



des recettes. Les recettes non extractives hors dons représentent la part prépondérante des ressources budgétaires, atteignant plus de 97 milliards MRU en 2025, ce qui traduit une diversification progressive de la base fiscale et une moindre dépendance aux ressources naturelles.

L'analyse de la structure des recettes fiscales met en évidence plusieurs moteurs principaux :

- La TVA, qui constitue le premier pilier du système fiscal, avec plus de 22,64 milliards MRU, portée par la consommation intérieure et les importations ;
- Les impôts sur les bénéfices et les revenus, à hauteur d'environ 26,54 milliards MRU, reflétant une amélioration du recouvrement et de la formalisation de l'activité économique ;
- Les taxes sur le commerce international, représentant près de 13,45 milliards MRU, en lien avec le niveau des échanges extérieurs.

Par ailleurs, les recettes issues du secteur pétrolier et gazier commencent à apparaître dans les finances publiques, avec environ 4,37 milliards MRU en 2025, tout en restant à ce stade d'un poids encore limité dans la structure globale des recettes, ce qui conforte l'approche prudente adoptée en matière de gestion des ressources naturelles.

Dans l'ensemble, ces évolutions traduisent une dynamique positive, caractérisée par une amélioration du niveau des recettes, une progression graduelle de la pression fiscale et une structuration plus équilibrée des sources de revenus, contribuant ainsi au renforcement de la crédibilité de la politique fiscale.

La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale est-elle aujourd'hui suffisamment efficace

? Quels dispositifs concrets avez-vous mis en place pour la renforcer ?



Des progrès réels ont été accomplis dans la lutte contre la fraude fiscale, mais nous considérons qu'il s'agit d'un chantier permanent qui doit être continuellement renforcé.

Au cours des dernières années, les contrôles fiscaux ont été intensifiés, permettant de générer des redressements significatifs et d'améliorer le recouvrement. Par ailleurs, une meilleure coordination a été mise en place entre les différentes administrations, notamment entre les impôts, les douanes et la zone franche, afin de réduire les asymétries d'information.

L'enjeu aujourd'hui est d'aller plus loin en développant une approche fondée sur l'analyse des risques et l'exploitation des données, afin de rendre les contrôles plus ciblés et plus efficaces.

Quels leviers concrets comptez-vous activer pour élargir durablement l'assiette fiscale, notamment dans le secteur informel ?

L'élargissement durable de

L'enjeu aujourd'hui est d'aller plus loin en développant une approche fondée sur l'analyse des risques et l'exploitation des données, afin de rendre les contrôles plus ciblés et plus efficaces.

l'assiette fiscale est au cœur de notre stratégie, avec une approche fondée sur l'équité et la progressivité.

A cet effet, é plusieurs leviers structurants ont été engagés. D'abord, un effort important est consacré à l'identification et la formalisation des contribuables, à travers le renforcement des enquêtes fiscales le croisement des données et l'amélioration des dispositifs d'immatriculation. Ensuite, l'intégration progressive des opérateurs économiques en particulier ceux évoluant dans le secteur informel, est facilitée par la digitalisation des procédures fiscales, notamment via la plateforme de déclaration et de paiement en ligne (STT) qui simplifie les démarches administratives de déclaration et de paiement, tout en améliorant la traçabilité des opérations.

Nous travaillons également à l'intégration des entreprises opérant dans la zone franche dans le système fiscal national, afin d'assurer une application harmonisée de la législation fiscale, de renforcer le contrôle

et d'améliorer la conformité et d'élargir la base imposable.

Par ailleurs, la rationalisation des exonérations fiscales et l'introduction de nouvelles mesures ciblant des secteurs à forte croissance participent à cette dynamique. Il s'agit notamment de l'instauration d'une taxe sur les transactions électroniques de paiement, du relèvement du taux de la taxe sur les opérations financières appliquée aux commissions perçues sur les opérations de paiement et de transfert via les wallets, ainsi que l'introduction de droits d'accise spécifiques aux activités de fabrication ou d'importation de produits générant des externalités négatives.

L'ensemble de ces mesures vise à élargir durablement l'assiette fiscale, à renforcer la mobilisation des ressources intérieures et assurer une meilleure équité entre les différents acteurs économiques.

Comment améliorez-vous la relation entre l'administration fiscale et les contribuables afin de renforcer la confiance et le civisme fiscal ?

Nous avons pleinement conscience que la performance fiscale repose autant sur la qualité de la relation avec les contribuables que sur les mécanismes de contrôle.

C'est pourquoi nous avons engagé une transformation de l'administration fiscale vers une logique de service. Cette évolution se traduit par la simplification des procédures, le développement des téléservices, ainsi qu'un effort accru d'information et d'accompagnement.

L'objectif est de rendre le système fiscal plus lisible et plus accessible. Nous sommes convaincus que la confiance constitue un levier essentiel : un contribuable bien informé et accompagné est naturellement plus enclin à respecter ses obligations.

L'objectif est de rendre le système fiscal plus lisible et plus accessible. Nous sommes convaincus que la confiance constitue un levier essentiel : un contribuable bien informé et accompagné est naturellement plus enclin à respecter ses obligations.



Quelles sont aujourd'hui les principales réformes engagées pour moderniser l'administration fiscale et douanière ?

Les réformes engagées sont profondes et traduisent une volonté claire de moderniser en profondeur nos administrations. Nous avons notamment adopté de nouveaux organigrammes fonctionnels pour les administrations fiscales et douanières, afin d'améliorer leur efficacité. Par ailleurs, des réformes structurant en matière d'administration fiscales sont engagées en 2025 à travers l'adoption d'un plan d'action stratégique visant à transformer la DGI en une administration moderne et performante. Ce plan stratégique repose sur quatre axes principaux :

- le renforcement des fonctions essentielles et l'optimisation des procédures ;
- l'amélioration du civisme fiscal et le consentement à l'impôt ;

- le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles ;

- Le renforcement de l'équité et la bonne répartition de la charge fiscale.

Au niveau des douanes, des mesures spécifiques ont été mises en œuvre pour améliorer le contrôle et la traçabilité, notamment à travers la modernisation des procédures de dédouanement et le renforcement de la conformité.

Ces réformes s'inscrivent dans une dynamique globale visant à aligner notre système sur les meilleures pratiques internationales.

Où en est concrètement la digitalisation des services fiscaux (télédéclaration, paiement en ligne, interconnexion des systèmes) ?

La digitalisation constitue aujourd'hui un levier central de



modernisation de notre administration fiscale.

Des avancées importantes ont été réalisées, notamment avec la mise en place du système JIBAYA, ainsi que le développement de la télédéclaration et du télépaiement. Ces outils permettent de simplifier les démarches, de réduire les délais et d'améliorer la transparence.

En 2026, notre système de déclaration et de paiement en ligne a été enrichi par l'introduction du paiement de l'impôt via mobile. Il a également vocation à évoluer vers un véritable espace de services numériques, offrant aux contribuables un accès à d'autres prestations en ligne, notamment la délivrance d'attestations fiscales.

Toutefois, nous sommes encore dans une phase de consolidation. Les priorités portent désormais sur l'interconnexion complète des systèmes, la fiabilisation des données et l'extension de l'usage des services numériques à l'ensemble des contribuables.

À terme, la digitalisation permettra de renforcer significativement l'efficacité du système fiscal.

Quelles mesures ont été prises ces dernières années pour renforcer la transparence et la gestion des finances publiques ?

La Mauritanie a engagé des réformes importantes pour renforcer la transparence et la gouvernance des finances publiques.

Un élément structurant est l'adoption d'un cadre budgétaire fondé sur un ancrage clair, notamment à travers le solde primaire non extractif, qui permet de mieux encadrer la politique budgétaire. Dans ce cadre, une réforme de la loi organique relative aux lois de finances est en cours afin d'institutionnaliser cette règle budgétaire.

Par ailleurs, des progrès significatifs ont été réalisés en matière de transparence fiscale, de suivi des entreprises publiques et de

renforcement des dispositifs de contrôle.

Ces réformes contribuent à consolider la crédibilité de la gestion publique et à renforcer la confiance des partenaires.

Quelles sont vos priorités budgétaires pour les prochaines années, dans un contexte international incertain ?

Dans un contexte international incertain, notre priorité est de maintenir un équilibre entre stabilité macroéconomique et soutien à la croissance.

Nous poursuivons une politique budgétaire prudente, tout en accordant une attention particulière aux investissements structurants, notamment dans les infrastructures, l'éducation, la santé, l'eau et l'énergie. Les dépenses d'investissement devraient continuer à augmenter de manière significative dans les prochaines années.

Parallèlement, nous poursuivons les réformes visant à améliorer l'efficacité de la dépense publique et à réduire progressivement les subventions généralisées, notamment dans le secteur des carburants.

Quelle stratégie adoptez-vous pour maîtriser la dette publique tout en soutenant l'investissement et la croissance ?

Notre stratégie repose sur un équilibre entre discipline budgétaire et soutien à l'investissement.

La dette publique reste soutenable, avec un niveau stabilisé autour de 42 % du PIB à moyen terme, grâce à la mise en œuvre d'un cadre budgétaire rigoureux et à une mobilisation accrue des recettes.

Nous privilégions les financements concessionnels, nous renforçons la gestion active de la dette et nous veillons à orienter les emprunts vers des projets à fort impact économique et social.

Comment la Mauritanie compte-t-elle tirer parti de ses ressources naturelles (gaz, mines) pour renforcer durablement ses finances publiques ?

La Mauritanie aborde une phase stratégique avec l'entrée en production du gaz et le développement continu du secteur minier. Notre approche est claire : transformer ces ressources en un levier de développement durable. Cela passe par une gestion prudente des revenus, leur intégration dans un cadre budgétaire rigoureux et leur orientation vers les investissements productifs. Des réformes sont également engagées pour renforcer la conformité fiscale dans le secteur extractif et améliorer la transparence, afin de garantir une meilleure mobilisation des ressources issues de ces secteurs.

Quel message souhaitez-vous adresser aux investisseurs nationaux et internationaux concernant le climat des affaires en Mauritanie ?

La Mauritanie est aujourd'hui engagée dans une trajectoire de transformation économique, fondée sur la stabilité, les réformes et l'ouverture.

Nous avons su préserver des fondamentaux macroéconomiques solides, tout en engageant des réformes ambitieuses pour améliorer le climat des affaires, renforcer la gouvernance et moderniser l'économie.

Les perspectives sont porteuses, notamment avec le développement du gaz, le potentiel minier et les efforts de diversification. Notre ambition est de construire un environnement encore plus attractif, fondé sur la transparence, la sécurité juridique et le partenariat avec le secteur privé.

La Mauritanie se positionne ainsi comme une destination crédible pour des investissements durables et créateurs de valeur.

La dette publique reste soutenable, avec un niveau stabilisé autour de 42 % du PIB à moyen terme, grâce à la mise en œuvre d'un cadre budgétaire rigoureux et à une mobilisation accrue des recettes.

Le Nomade au Grand Livre

Comment la Mauritanie a gagné la course fintech autrement



Par Hapsa Dia

Dans une ruelle étroite de Nouakchott, une petite boutique fait ce que les banques faisaient autrefois et ce que les fintechs aiment prétendre avoir inventé. Un client entre, demande un transfert depuis Paris, donne un nom, un numéro et un signe de tête. Quelques minutes plus tard, l'argent est là. Les Mauritaniens ont toujours su faire circuler l'argent; par-delà les frontières, les tribus, les familles et les routes commerciales. Ce qui a changé, c'est le rail.

Aujourd'hui, cette même boutique est tout aussi informelle dans l'esprit avec un autocollant Bankily sur la porte. Le commerçant sait encore qui est bon pour l'argent et qui ne l'est pas mais la transaction ne disparaît plus dans le liquide. Elle se règle numériquement, s'efface instantanément et laisse une trace dans le grand livre d'une banque.

C'est le paradoxe fintech de la Mauritanie. Un pays qui n'a jamais pleinement bancarisé sa population se numérise plus vite que nombre de ses voisins. Et ce, à travers des banques domestiques qui se transforment silencieusement en infrastructures nationales de paiement.

Certainement, la Mauritanie ne ressemble pas au Kenya. Il n'y a pas de Safaricom. Elle ne ressemble pas au Nigeria. Il n'y a pas de mythe Paystack. Elle ne ressemble même pas au Sénégal, où les télécoms et les startups via Orange Money et Wave ont recablé les flux monétaires informels

avant que les régulateurs ne rattrapent leur retard.

La Mauritanie a choisi une voie différente; plus lente, plus serrée, plus contrôlée car la banque centrale a posé les règles tôt permettant aux banques de rester maîtresses des portefeuilles. Beaucoup des banques étrangères ont perdu intérêt et sont parties. Et deux institutions locales la Banque Populaire de Mauritanie et la BMCi ont émergé dans un premier temps comme les rails numériques de facto de la vie quotidienne.

Sur le papier, la Mauritanie compte dix-huit banques. En réalité, elle compte des centres de gravité numériques et une longue traîne d'institutions qui gravitent autour d'eux.

Ce fut, dès le départ, un choix politique, culturel et économique façonné par une société qui maîtrisait la mobilité bien avant les smartphones, et par un régulateur déterminé à numériser l'argent sans en perdre le contrôle.

Le résultat est un écosystème fintech qui paraît contre-intuitif aux observateurs extérieurs mais parfaitement logique de l'intérieur.

L'argent avant la fintech : la confiance comme infrastructure originelle

Bien avant que les portefeuilles aient des logos et que les transactions aient des horodatages, l'argent en Mauritanie savait déjà voyager.

Le pastoralisme, le commerce et la migration ont façonné l'économie avant que l'État ne façonne la finance. Le mouvement était le système d'exploitation. Le bétail suivait les saisons. Les commerçants suivaient les routes. Les familles suivaient les opportunités. L'argent suivait les gens...

À Nouakchott, cette histoire transparaît encore dans le quotidien. Les petites boutiques font office de points de change. Les agences de voyage font office de bureaux de transfert. Un appel depuis Abidjan, une visite chez un commerçant de confiance, un paiement en liquide immédiat qui n'a pas besoin de formulaires, tableaux de bord. La réputation, la liquidité et la mémoire sociale sont largement suffisants.

En effet, sous le prisme de la fintech, le crédit est fondé sur la réputation. Le règlement est social. Ces systèmes ont perduré non pas parce que les Mauritaniens rejetaient les banques, mais parce que les banques n'ont jamais rivalisé en termes de rapidité, de confiance ou d'accessibilité.

Pendant des décennies, la banque for-

melle en Mauritanie fut étroite et repliée sur elle-même conçue pour les fonctionnaires, les entreprises et le financement du commerce. Les agences se concentraient dans les centres urbains. L'ouverture d'un compte supposait des documents et une permanence dans une société qui valorisait la mobilité. Le résultat était prévisible : la plupart des gens contournaient simplement le système.

En 2019, le taux de bancarisation mauritanien stagnait autour de 18% l'un des plus faibles de la région. Les flux de la diaspora amplifiant cette logique. L'argent venu de France, d'Espagne ou du Golfe atterrissait rarement directement sur un compte bancaire. Il atterrissait dans un réseau. Un cousin. Un commerçant. Un boutiquier qui tenait des livres de comptes parallèles dans sa tête, des carnets et dans son téléphone. Ces réseaux étaient rapides, flexibles et culturellement fluides. Ils avaient aussi quelque chose que les présentations fintech aiment à surestimer : une distribution profonde.

Au moment où la finance numérique est arrivée, la Mauritanie disposait déjà de réseaux d'agents. Ils ne s'appelaient simplement pas ainsi.

Cela change tout à la lecture de ce qui a suivi. Les portefeuilles mobiles n'ont pas initié les Mauritaniens aux transferts sans espèces, ils ont plutôt initié l'État et les banques aux flux qui existaient déjà. Quand une boutique ajoute aujourd'hui un terminal Bankily ou Masrvi, elle ne change pas de rôle, elle change de visibilité.

Le commerçant continue d'être un intermédiaire de confiance. Le client continue de valoriser la rapidité plutôt que les relevés. La différence, c'est que le règlement passe désormais par un grand livre bancaire plutôt que par un tiroir-caisse. Le rail informel vient ainsi d'être absorbé.

C'est pourquoi la Mauritanie n'a jamais eu besoin d'un moment héroïque de télécoms. Il n'y avait pas de vide à combler. Il y avait un écosystème à formaliser.

Pour les fondateurs de fintechs habitués à penser en termes de marchés vierges, c'est un terrain inconfortable. Vous ne créez pas de comportements, vous négociez avec eux. Les produits qui ignorent les réseaux de confiance existants s'enlisent. Ceux qui les respectent se développent discrètement.

Notre pays a résolu la finance du dernier kilomètre, et quand les régulateurs l'ont enfin vue, ils ont choisi de ne pas la détruire. Ils l'ont enveloppée.

Cela change tout à la lecture de ce qui a suivi. Les portefeuilles mobiles n'ont pas initié les Mauritaniens aux transferts sans espèces, ils ont plutôt initié l'État et les banques aux flux qui existaient déjà. Quand une boutique ajoute aujourd'hui un terminal Bankily ou Masrvi, elle ne change pas de rôle, elle change de visibilité.



Le pari de la banque centrale : contrôle d'abord, innovation ensuite

Si le récit fintech de la Mauritanie paraît inhabituellement ordonné, c'est parce que le désordre n'a jamais été une option.

Contrairement aux marchés où la monnaie mobile a explosé avant que la réglementation ne tente de suivre, la Mauritanie a inversé la séquence. La Banque Centrale de Mauritanie a choisi de voir la finance informelle comme une matière première. Son pari était simple : numériser l'argent sans abandonner le périmètre.

Depuis 2007, la Mauritanie a émis ou révisé plus de 140 textes juridiques et réglementaires régissant la banque, les paiements, le risque et l'innovation financière. À la fin des années 2010, la banque centrale avait compris deux choses clairement. Premièrement : l'argent circulait déjà vite en dehors des banques. Deuxièmement : si ces flux étaient numérisés par des acteurs que le régulateur ne contrôlait pas pleinement (télécoms, fintechs offshore ou plateformes étrangères) l'État perdrait définitivement la visibilité sur sa propre économie.

La Mauritanie a donc fait ce que de nombreux régulateurs africains évoquent sans jamais l'exécuter. Elle a construit les règles en premier.

La loi n°2021-014 sur les services et moyens de paiement électronique fut le texte fondateur, un exercice de délimitation précis. Qui peut émettre de la monnaie électronique ? Comment le règlement s'effectue ? Où se trouve la liquidité ? À quoi ressemble l'interopérabilité ? Et surtout : qui répond en dernier ressort devant le régulateur ? La réponse à cette dernière question était explicite : les banques.

C'est là que la Mauritanie se démarque décisivement du courant dominant ouest-africain. Dans les pays de l'UEMOA, les directives régionales ont laissé aux télécoms la possibilité de dominer les portefeuilles. Au Kenya, Safaricom est devenu trop grand pour être discipliné. Au Nigeria, les fintechs ont crû plus vite que les régulateurs ne pouvaient les licencier, forçant un assainissement rétroactif. La Mauritanie a observé tout cela et a choisi une autre voie.

Au lieu de courtiser le chaos pour la croissance, elle a choisi la prévisibilité pour la pénétration. La banque centrale a poussé à la création d'un commutateur national, de rails interopérables et de portefeuilles émis par les banques qui se comportent comme de la monnaie mobile sans créer un univers monétaire parallèle. L'innovation était la bienvenue mais uniquement à l'intérieur d'un périmètre supervisé.

Les critiques appelleront cela conservateur. Du point de vue du capital-risque, cela tue certainement certaines fantaisies. Il n'y aura pas de portefeuille en blitzscaling qui dépasse le régulateur. Pas d'arbitrage de flottant en zone grise.

Pas de tourisme réglementaire déguisé en innovation.

D'un point de vue systémique, la logique est sans appel. L'économie mauritanienne se caractérise par son ouverture internationale et le dynamisme de ses échanges, portés par une diaspora active qui agit comme un véritable moteur d'innovation financière. Dans ce contexte, l'interopérabilité devient un impératif national : le pays ne peut plus se permettre des infrastructures fragmentées ou des flux de liquidité opaques. Ici, chaque transaction numérique dépasse la simple commodité ; elle constitue un indicateur vital dans un équilibre macroéconomique en construction. Dès lors, la régulation ne relève pas d'une posture idéologique, mais d'une stratégie de souveraineté et de résilience.

Les banques, devenues émettrices de portefeuilles et garantes du règlement, ont vu leurs incitations alignées par la Banque Centrale. La numérisation est ainsi passée de menace à opportunité pour leurs bilans, et la conformité, de coût à atout stratégique. Ce cadre permet de formaliser les flux informels sans rupture brutale.

Le résultat ? Un écosystème fintech d'un calme singulier : ni guerres de prix, ni conflits de régulation, mais une absorption fluide du cash vers le code. Pour l'investisseur, le message est limpide : ce n'est pas un marché où l'on court pour devancer la règle, mais un marché où la réglementation, structurante, vous accompagne déjà.

3. Dix-huit banques sur le papier, deux centres de gravité sur un rail partagé

Sur le papier, la Mauritanie compte dix-huit banques commerciales. En pratique, la finance numérique quotidienne est ancrée par deux institutions et cousue ensemble par un commutateur national. Résultat prévisible d'un modèle axé sur le régulateur, confronté à un petit marché et à une économie très informelle.

Les deux banques qui ont compris cela tôt agissent désormais moins comme des prêteurs que comme des nœuds lourds dans un rail numérique partagé.

Premier pôle : la Banque Populaire de Mauritanie avec Bankily

La force dominante dans la finance de détail mauritanienne est la Banque Populaire de Mauritanie. En 2024, BPM faisait état de plus de 800 000 comptes bancaires, tandis que les estimations du secteur placent Bankily à plus d'un million de portefeuilles enregistrés dans un pays comptant environ 2,4 millions d'adultes. À cette échelle, un produit bancaire cesse de se comporter comme une application et commence à se comporter comme une infrastructure publique.

Les données de la BCM le confirment avec une clarté rare : entre juin 2024 et mai 2025, 77% des transactions numériques en Mauritanie ont été réalisées via Bankily. Ses concurrents sont loin der-

rière, Sedad à 10%, Masrvi à 8,84%, le reste du marché se partageant les 4,16% restants. Sur cette période, 557,67 millions de transactions ont transité par les différentes plateformes de services financiers numériques, pour un montant total avoisinant 2 000 milliards d'ouguiyas. Les transferts d'argent ont représenté 81,89% de ces transactions, confirmation que le mouvement de valeur, héritage profond de l'économie nomade, reste le cas d'usage central de la finance numérique mauritanienne.

Fonctionnellement, Bankily se comporte comme un portefeuille national, basé sur USSD et smartphone, profondément piloté par des agents, et intégré dans le commerce quotidien. Ses plus de 900 points d'agents reflètent les réseaux informels préexistants (boutiques, kiosques, intermédiaires de quartier...) qui géraient déjà le liquide et la confiance.

Du point de vue de l'utilisateur, Bankily a légitimé une vieille habitude. Du point de vue des systèmes, il a silencieusement repositionné BPM comme infrastructure. Les transactions qui contournaient autrefois les banques transitent désormais par son grand livre. Le flottant qui reposait dans des tiroirs repose maintenant dans des bilans. Les données qui s'évaporaient persistent maintenant.

En octobre 2023, le franchissement d'un cap supplémentaire : GIMTEL a lancé une plateforme de connexion inter-applications bancaires et portefeuilles électroniques. Depuis, les utilisateurs de Bankily peuvent transférer instantanément de la valeur vers les applications et cartes d'autres banques et réciproquement. Le rail individuel est devenu un réseau.

Deuxième pôle : la BMCI avec Masrvi. Si BPM domine par le volume et l'omniprésence, la Banque Mauritanienne pour le Commerce International domine par la portée et la structure. La BMCI exploite le plus grand réseau physique du pays, environ cinquante agences réparties dans les grandes villes et les centres régionaux.

Son bras numérique, Masrvi, reflète une logique différente. Masrvi ressemble moins à de la monnaie mobile et plus à une néobanque légère ouverture de compte à distance, paiements de salaires, comptes PME, intégration étroite avec les systèmes bancaires centraux. Là où Bankily rencontre les utilisateurs là où ils sont, Masrvi les oriente vers là où les banques souhaitent qu'ils aillent.

Ensemble, les deux forment un système complémentaire. L'un numérise le bord informel. L'autre numérise le cœur formel. Au fur et à mesure que les rails numériques pilotés par les banques se sont développés, le taux de bancarisation est passé de 18% en 2019 à 22% selon la Banque Mondiale en 2022 avec un objectif national fixé à 40% dans la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière de la BCM. La progression est réelle. Elle est aussi le reflet d'un choix : inclure par absorption, pas par disruption.

**Le résultat ?
Un écosystème
fintech
d'un calme
singulier : ni
guerres de
prix, ni conflits
de régulation,
mais une
absorption
fluide du cash
vers le code.**

Le troisième nœud : BMI avec Sedad

Autour de ces deux pôles, un troisième acteur numérique a commencé à compter : Banque Mauritanienne de l'Investissement avec Sedad.

Sedad est à la fois un portefeuille électronique et une plateforme bancaire mobile stratégiquement positionné à l'intersection des paiements citoyens et des services publics. Taxe, utilités, paiements d'État, Sedad est un nœud sur le rail national, pas une parenthèse.

Concentration par conception, interopérabilité par infrastructure

Il serait tentant de voir dans cette concentration une faiblesse ; la Mauritanie démontre l'inverse. Dans une économie marquée par l'informalité et une régulation stricte, la dispersion freine l'adoption, tandis que la concentration l'accélère. Un réseau dense d'applications bancaires captant l'essentiel des flux impose des standards de fait aux agents et marchands. Sous l'impulsion du GIMTEL, ces standards se muent en interopérabilité plutôt qu'en silos fermés.

L'écosystème n'a pas créé un marché fintech ex nihilo ; il a modernisé son système bancaire, l'a interconnecté via le GIMTEL et a laissé des interfaces numériques évoluer vers des usages fintech. Désormais, chaque nouvel acteur startups, APIs ou plateformes publiques doit choisir sa stratégie : bâtir sur ce réseau existant ou tenter d'en ouvrir de nouvelles voies.

Quand les banques internationales partent discrètement, les banques locales avancent

Le signal le plus révélateur n'est pas qui est entré sur le marché, mais qui en est sorti. En 2022, Qatar National Bank fermait sa succursale, prouvant qu'un modèle à agence unique, axé sur l'entreprise, ne survit pas face à une économie informelle en pleine numérisation. En 2025, le départ de la Société Générale au profit d'Enko Capital a confirmé cette tendance : ce n'est pas l'institution qui a disparu, mais la thèse bancaire européenne qui la sous-tendait.

Ce retrait s'inscrit dans un mouvement global où les banques occidentales délaissent les marchés à échelle limitée face à la hausse des coûts de conformité. Or, ce départ coïncide avec le moment où la banque redevient une « plomberie numérique » essentielle. Historiquement centrées sur les faibles volumes et la papeterie, les banques étrangères n'ont jamais développé d'intimité avec l'économie réelle.

Une fois la valeur captée par les réseaux d'agents et les transactions USSD à haute fréquence, le centre de gravité a basculé. Le succès exige désormais une fluidité culturelle et une agilité que seules les banques domestiques possèdent. La mutation de la Société Générale sous l'égide d'Enko en est l'emblème : elle devient un bilan local pragmatique, branché sur les rails nationaux. Le message est clair : nous n'entrons pas dans un monde

post-bancaire, mais dans un monde post-banque étrangère.

L'inclusion n'est pas une application, c'est une négociation avec la réalité

L'inclusion financière en Mauritanie est un concept facile à invoquer, mais complexe à définir. Si la Stratégie Nationale de la BCM vise 40 % de bancarisation, cette progression reflète un choix précis : inclure en absorbant les comportements existants plutôt qu'en cherchant à les remplacer.

Sur le terrain, l'ambition reste ambiguë. Un compte Bankily ou Masrvi ne garantit ni richesse ni autonomie ; il redéfinit les termes de la participation. Avec des transferts représentant 81,89 % des transactions, ces nouveaux rails captent surtout le mouvement, une numérisation de l'héritage nomade, sans encore le transformer en épargne ou en crédit.

L'économie mauritanienne repose sur une mobilité structurelle : flux transfrontaliers, commerce itinérant et réseaux familiaux agiles. Cette réalité fluide se heurte souvent à la rigidité des protocoles KYC : les preuves de résidence sont complexes, les revenus sont saisonniers et la documentation reste fragmentée.

La leçon est profonde : l'inclusion ne consiste pas à forcer l'informel dans des registres rigides, mais à concevoir des registres adaptés à une culture nomade. L'avenir de la fintech mauritanienne se jouera sur cette capacité à offrir aux citoyens une circulation fluide entre visibilité et discrétion, entre rapidité et autonomie.

Le prisme du capital-risque (venture capital) : où se trouvent réellement les opportunités

Pour le capital-risque, la Mauritanie est un marché facile à mal interpréter. C'est une économie compacte, caractérisée par un secteur bancaire concentré et une réglementation stricte. On n'y trouve aucune licorne émergente, ni de fondateurs promettant une domination continentale. Si vous cherchez du blitzscaling, ce n'est pas votre marché. Mais si vous cherchez du signal, la Mauritanie est d'une lisibilité inhabituelle.

L'infrastructure avant les interfaces. Alors que les fintechs absorbent des volumes massifs de transactions à faible valeur, de nouvelles contraintes émergent : gestion des liquidités pour les agents, détection de fraude adaptée à l'informel, et un KYC « léger » capable de tolérer la mobilité sans inviter l'abus.

Ces outils n'ont pas vocation à rester exclusivement mauritaniens. S'ils font leurs preuves ici, ils sont transposables au Niger, au Tchad ou au Mali. La Mauritanie est un marché d'épreuve : construire ici, c'est gagner une crédibilité immédiate transposables à l'ensemble du Sahel, voire au-delà.

Le corridor transfrontalier comme levier d'échelle

Le marché domestique n'est pas une fin en soi. Le volume réel réside dans les corridors (France, Espagne, Sénégal, Golfe). L'argent de la diaspora circule déjà ; le numérique ne fait que formaliser et accélérer ce mouvement. Les opportunités résident dans les solutions de règlement direct vers les portefeuilles numériques, les produits de liquidité multidevises pour les agents, et l'infrastructure B2B connectée aux banques régulées plutôt que de chercher à les contourner.

La finance embarquée dans l'économie réelle

L'élevage, la pêche et le commerce restent sous-financés, non par manque de données, mais par manque de formalisation. Les portefeuilles numériques changent la donne : les historiques de transactions deviennent des proxies de solvabilité.

Cela ouvre la voie à la finance embarquée : microcrédit, assurance et financement du commerce délivrés au point de transaction. Ces produits exigent de la patience, des partenariats bancaires et une maîtrise réglementaire. Ils ne produisent pas de croissance virale, mais une croissance composée.

Ce qui ne fonctionnera pas

La Mauritanie est impitoyable avec certains réflexes classiques du capital-risque :

- Les fintechs B2C tentant de désintermédier les banques stagneront.
- Les produits traitant la réglementation comme une option mourront en silence.
- Les plateformes exigeant une identité statique s'excluront du marché.

L'enseignement majeur : les récits qui confondent inclusion et disruption alloueront mal le capital. En Mauritanie, la posture gagnante n'est pas la rébellion, c'est l'alignement.

Le nomade au grand livre : vitesse sans disparition

Au bout du compte, la boutique de Nouakchott ferme toujours de la même façon.

Le commerçant compte ce qui compte. Liquide dans le tiroir. Flottant dans le téléphone. Confiance en cours. Un grand livre mental de qui a payé tard, qui a payé tôt, et à qui il ne faut plus accorder de crédit. La seule différence maintenant, c'est qu'une partie de ce grand livre vit ailleurs reflétée dans le système d'une banque, horodatée, interrogeable.

L'argent circule toujours vite en Mauritanie. Plus vite que l'État. Plus vite que l'infrastructure. Plus vite que les récits construits ailleurs sur ce à quoi l'inclusion est censée ressembler. Ce qui a changé, ce n'est pas la vitesse, c'est la persistance. Pour la première fois, le mouvement quotidien laisse une trace.

Le parcours fintech de la Mauritanie est souvent mal compris parce qu'il refuse le spectacle. La finance numérique ici élargit l'accès, mais elle élargit aussi la lisibilité. Elle autonomise les utilisateurs mais les contraint aussi. Elle apporte de la rapidité mais réduit la disparition. Pour

Le signal le plus révélateur n'est pas qui est entré sur le marché, mais qui en est sorti. En 2022, Qatar National Bank fermait sa succursale, prouvant qu'un modèle à agence unique, axé sur l'entreprise, ne survit pas face à une économie informelle en pleine numérisation.



une société dont la logique économique fut façonnée par la mobilité, par le mouvement saisonnier, par la capacité d'être présent et absent selon les besoins, ce n'est pas un changement neutre.

Et pourtant, il n'y a pas de retour en arrière. Le liquide ne retrouvera pas son invisibilité. Les réseaux informels ne disparaîtront pas mais opèreront de plus en plus à travers des interfaces conçues par des banques et supervisées par des régulateurs. Le nomade ne disparaît pas, il acquiert un plus grand livre...

À travers une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, le récit fintech a suivi un chemin différent. Dans l'UEMOA, l'argent est devenu numérique en échappant aux banques. Les télécoms ont saisi la distribution. Les startups ont saisi la tarification. Les régulateurs se sont adaptés après coup. L'inclusion est arrivée rapidement, bruyamment et inégalement.

La Mauritanie a choisi de ne pas suivre ce scénario et a fait ce choix dans un contexte d'abondance, pas de pénurie. La pénétration mobile dépasse 150%, et l'utilisation d'internet atteint environ trois quarts de la population. Le raccourci piloté par les télécoms était disponible. Il n'a tout simplement pas été emprunté.

Au lieu de laisser les portefeuilles dépas-

ser la réglementation, elle a demandé à la réglementation de définir les rails en premier. Au lieu d'affaiblir les banques pour forcer l'inclusion, elle les a remodelées jusqu'à ce qu'elles se comportent comme de la monnaie mobile. Là où l'UEMOA a évolué par la concurrence, la Mauritanie a évolué par l'absorption. Là où d'autres ont d'abord couru après la portée puis la gouvernance, la Mauritanie a inversé l'ordre.

Alors que les États africains deviennent plus fiscalement contraints, plus avides de données et plus exposés à la volatilité financière transfrontalière, la question ne sera plus de savoir à quelle vitesse l'argent peut circuler. Ce sera de savoir qui peut encore le voir quand il le fait.

La Mauritanie offre une réponse anticipée. Elle suggère que la prochaine phase de la fintech africaine pourrait paraître plus silencieuse, rails pilotés par les banques, portefeuilles interopérables et startups qui construisent des interfaces plutôt que des devises. Innovation en couches, pas explosive.

Oui, le nomade se déplace toujours vite. Il ne disparaît plus simplement. Et c'est ça, plus que toute valorisation ou indicateur de vanité, la véritable révolution.

La Mauritanie offre une réponse anticipée. Elle suggère que la prochaine phase de la fintech africaine pourrait paraître plus silencieuse, rails pilotés par les banques, portefeuilles interopérables et startups qui construisent des interfaces plutôt que des devises. Innovation en couches, pas explosive.

Par Hapsa Dia

Hapsa Dia est Chief Revenue Officer chez Baloon Africa, insurtech panafricaine spécialisée dans l'assurance digitale, et ancienne Head of Business Development d'InTouch Group, où elle a construit la présence commerciale du groupe dans 15 pays africains. Fellow Included VC Africa (Class '25), elle est également fondatrice du Nouakchott Innovation Lab, programme d'accompagnement pour entrepreneurs en phase de démarrage en Mauritanie. Elle écrit depuis l'intérieur des marchés qu'elle analyse.

Sources

- Banque Centrale de Mauritanie, Rapport annuel et données GIMTEL (juin 2024 – mai 2025)
- BCM, Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) 2023-2028
- BCM, Loi n°2021-014 sur les services et moyens de paiement électronique
- Jeune Afrique / Brandcontent, «Bankily, le M-Pesa de la Mauritanie» (2025)
- Trustmag, «Bankily : l'application bancaire la plus téléchargée en Mauritanie en 2024»
- Banque Mondiale, Données d'inclusion financière Mauritanie (2022)
- MTNIMA, Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), document officiel

HACKATHON FINTECH MAURITANIE 2025 PORTRAIT D'UN ÉCOSYSTÈME EN MOUVEMENT

En juillet 2025, le premier Hackathon Fintech Mauritanie organisé par Financial Afrik réunissait à Nouakchott plus de 1 000 inscrits, 890 participants actifs, 150 projets soumis, 30 mentors issus de l'écosystème régional, 15 institutions partenaires et une couverture nationale incluant toutes les wilayas ainsi que la diaspora. Les chiffres racontent une chose simple : le talent mauritanien existe, il est mobilisable, et il répond quand on lui crée les conditions.

Les quatre projets lauréats sont le vrai signal.

B-PIQ a développé une interface vocale en IA pour l'accès aux services financiers dans les langues locales, une réponse précise à une réalité structurelle : dans un pays multilingue, la voix est une interface d'inclusion plus puissante que l'écrit. TAYNS a connecté l'économie artisanale féminine aux rails de paiement numérique existants. Karnet Lboutig a digitalisé les carnets de boutiquiers, le dernier kilomètre du commerce informel. Idikhar a conçu un outil d'épargne adapté aux réalités socioéconomiques locales.

Aucun de ces projets n'a cherché à réinventer le système. Tous ont travaillé avec lui, en s'appuyant sur les rails GIMTEL, les réseaux d'agents Bankily, et la confiance que les banques locales ont patiemment construite. C'est exactement la posture que l'écosystème appelle.

Ce que le Hackathon révèle sur les structures de support, c'est leur complémentarité croissante. La BCM fournit le cadre réglementaire et le signal institutionnel via le PAFIID. UNIPOD, initiative PNUD à l'Université de Nouakchott fournit l'espace d'idéation et de prototypage. Ibtikar Technologies fournit la crédibilité terrain et le mentorat opérationnel. Les banques partenaires dont Banque El Amana ont ouvert des comptes professionnels aux lauréats et proposé des formations en éducation financière.

Ce n'est pas encore un écosystème complet. Mais c'est un écosystème en train de se constituer avec ses propres acteurs, ses propres logiques, et des fondateurs qui n'attendent plus d'être découverts de l'extérieur. Le talent mauritanien est là. Il construit aujourd'hui.

Mauritania's trusted international bank for over 20 years

La banque internationale de référence en Mauritanie depuis plus de 20 ans



Banque Internationale d'Investissement - Siège Social : Boite A - N°952 - BP 3085, Avenue El Hadj Oumar Tall - Nouakchott - Mauritanie
Société Anonyme au capital de 1 000 000 000 d'Ouguiyas - Registre de commerce Chronologique N° 1146
Analysique N° 48 038 - Agrément BCM N° 012 - Numéro Identification Fiscale 31001134

BI BANQUE INTERNATIONALE
D'INVESTISSEMENT
البنك الدولي للاستثمار

20 ANS
DEPUIS 2006

Nicolas ROCA, directeur général de la Banque Internationale d'Investissement (BII)

«De Société Générale Mauritanie à BII : une nouvelle étape pour accompagner une économie en accélération»

« À l'occasion des 20 ans de la Banque Internationale d'Investissement et de la transition de marque avec le Groupe Société Générale, Nicolas Roca revient sur la dynamique de la Mauritanie et la manière dont la banque se positionne pour accompagner cette nouvelle phase de développement. »

Quelle est la vision stratégique derrière le rebranding de Société Générale Mauritanie (SGM) en Banque Internationale d'Investissement (BII) ?

La Banque Internationale d'Investissement (BII) marque aujourd'hui une nouvelle étape de son développement, à l'occasion de ses vingt ans de présence en Mauritanie.

Dès sa création en 2006, avec le soutien d'acteurs internationaux comme la Banque Européenne d'Investissement et la Banque néerlandaise ING, la banque s'est positionnée comme un acteur pionnier, en introduisant de nouveaux standards notamment dans le commerce international et en contribuant à structurer le marché bancaire local.

L'entrée du Groupe Société Générale (51%) en 2007 a permis d'accélérer cette dynamique et de renforcer encore le niveau d'exigence et de structuration de la banque, en poursuivant cette logique d'innovation sur le marché (démocratisation du crédit aux particuliers, émission des 1^{ère} carte Visa, 1^{ère} offre de gestion patrimoniale...).

Aujourd'hui, avec l'évolution de l'actionnariat autour du consortium Oronte-Enko, nous ouvrons un nouveau chapitre, dans la continuité de cette trajectoire.

Ce rebranding s'inscrit dans la volonté de poursuivre cette dynamique pionnière, en restant fidèles à ce qui fait notre force depuis l'origine, à savoir la solidité, l'exigence et la capacité d'innovation, pour être au rendez-vous des opportunités de l'économie mauritanienne.



Quelles sont vos priorités stratégiques dans un contexte économique en mutation ?

La Mauritanie a aujourd'hui « du vent dans le dos », avec une croissance soutenue et un cap clair porté par les autorités pour structurer et diversifier l'économie. Les réformes engagées et les investissements en cours créent un environnement de plus en plus attractif, notamment dans les secteurs miniers, énergétiques, mais aussi dans l'agriculture, la pêche et les infrastructures, et profite à la population.

Dans ce contexte, notre priorité est claire, s'organiser en ligne métier pour accompagner concrètement les projets qui structurent l'économie

mauritanienne, en intervenant dès leur conception pour en sécuriser le financement et l'exécution, en lien avec les attentes de toutes les parties prenantes (investisseurs, salariés, sous-traitants, autorités, etc...), notamment sur les infrastructures et les projets portés par l'État.

Nous nous inscrivons également dans une logique d'accompagnement direct des acteurs économiques, en finançant les entreprises, en facilitant leurs opérations de commerce international et en répondant aux besoins liés à l'émergence de nouvelles chaînes de valeur locales. En parallèle, nous renforçons notre rôle de conseil auprès de nos clients particuliers, notamment à tra-



vers le développement d'une offre d'épargne plus diversifiée, afin de mieux les accompagner dans la gestion et la valorisation de leurs actifs. Enfin, nous poursuivons la modernisation de notre offre, notamment digitale, pour améliorer l'expérience client et accompagner l'évolution des usages.

Où en est justement votre transformation digitale ?

Nous menons une transformation progressive et pragmatique, centrée sur les usages et les attentes de nos clients. L'évolution de notre actionnariat nous permet aujourd'hui d'accélérer le développement de solutions adaptées au marché mauritanien, avec davantage d'agilité et de rapidité dans leur mise en œuvre. Cette dynamique s'inscrit dans une continuité, la banque ayant historiquement joué un rôle pionnier sur ces sujets, notamment avec le lancement dès 2011 des premiers services de banque en ligne et de SMS banking en Mauritanie.

Concrètement, nous proposons déjà à nos clients Corporate une nouvelle solution de Cash Management « My BIISINESS » depuis le début d'année.

Côté Particulier, notre application connaîtra une évolution significative à l'été 2026 avec de nouvelles fonctionnalités, notamment le suivi des produits d'épargne et de crédit, la mise en place de virements permanents ou encore une interface multilingue. Cette évolution s'inscrit dans la continuité de notre positionnement historique sur ces sujets et avec l'ambition de proposer à terme une application alignée avec les meilleurs standards internationaux. En parallèle, nous sommes en train d'achever notre réflexion stratégique qui définira le rôle que nous allons jouer dans le secteur très dynamique du mobile money (wallet). L'objectif est de proposer des services simples, accessibles, fiables et différenciants, en complément de notre réseau d'ici la fin d'année 2026.

Quel rôle entendez-vous jouer dans le financement de l'économie, notamment auprès des PME et des particuliers ?

Notre rôle est d'abord d'être un partenaire fiable et structurant dans la durée, et d'assumer pleinement le rôle pionnier que la banque a toujours joué dans le développement

du secteur bancaire mauritanien.

Sur les PME, nous avons une conviction forte : le développement du pays passe par le dynamisme du secteur privé. La Mauritanie dispose d'un tissu entrepreneurial riche et de talents reconnus, et nous le constatons chaque jour sur le terrain, avec des initiatives locales qui se développent fortement, y compris dans des secteurs exigeants où des acteurs internationaux font aujourd'hui confiance à des entreprises mauritaniennes. Dans ce contexte, nous avons engagé un travail concret avec le Ministère de l'Autonomisation des Jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service Civique (MAJESSC), à travers un accord de collaboration visant à structurer un dispositif de financement adapté. Ce travail porte notamment sur la formation des entrepreneurs, la sélection et la labellisation des projets, ainsi que la mise en place de mécanismes de réduction du risque pour permettre un accès au crédit plus durable.

En parallèle, nous assumons pleinement notre rôle d'acteur de référence sur le financement des particuliers, dans la continuité d'un positionnement historique qui a contribué à démocratiser le crédit en Mauritanie. C'est un sujet central pour nous, car il touche directement au quotidien et aux projets de vie de nos clients. Être présent à leurs côtés dans les moments importants de l'année (rentrée scolaire, fêtes...) fait pleinement partie de notre responsabilité. Nous avons ainsi décaissé 1 900 251 024,25 de MRU de crédits au second semestre 2025, illustrant la confiance durable que nous accordons nos clients depuis vingt ans. Nous poursuivons également le développement d'initiatives complémentaires, dans des conditions de risque maîtrisées, pour accompagner les secteurs clés de l'économie et soutenir cette dynamique de croissance. Nous vous réservons d'ailleurs quelques surprises dans les prochains mois...

Comment positionnez-vous la banque à moyen terme et quel message souhaitez-vous adresser à vos partenaires ?

Notre ambition est d'asseoir durablement notre position de banque de référence en Mauritanie, en nous appuyant sur trois fondamentaux qui structurent notre trajectoire. D'abord, la solidité et la confiance,

qui reposent sur une gouvernance

rigoureuse, des standards internationaux maintenus et des décisions prises localement. Nous considérons que les réformes engagées par la Banque Centrale de Mauritanie vont dans le bon sens, en renforçant la résilience du secteur bancaire et sa capacité à accompagner une économie en forte croissance. Notre exigence de rigueur et de discipline se traduit notamment en maintenant un niveau de capital élevé, avec un ratio de solvabilité de 17.48% en 2025, parmi les plus élevés de la place.

Ensuite, la performance et l'ouverture, avec une ambition simple, proposer à nos clients des solutions toujours plus adaptées à leurs besoins, tant en matière de gestion patrimoniale que d'accompagnement sur des opérations financières complexes.

Enfin, la continuité et l'engagement, avec la volonté affirmée d'être une banque de talents, dans une industrie de service portée avant tout par les femmes et les hommes qui la composent. Notre dynamique repose sur des équipes engagées et expérimentées, capables d'apporter à nos clients un accompagnement et un conseil à forte valeur ajoutée, dans la durée, avec une exigence constante de qualité de service. Nous portons également un engagement concret en faveur du développement social et culturel du pays à travers de nombreuses actions RSE.

Notre positionnement repose sur cette combinaison d'ancrage local et de standards internationaux, qui fait partie de notre ADN depuis plus de vingt ans. Dans un pays qui change d'échelle et qui offre aujourd'hui des perspectives d'investissement particulièrement attractives, elle nous permet d'offrir à nos clients une exécution rapide et sécurisée de leurs opérations, avec une grande fluidité dans l'accès aux financements.

Nous accompagnons cette transformation avec une approche pragmatique et un engagement constant aux côtés de nos clients, de partenaires et plus largement de la société mauritanienne.

La Mauritanie change d'échelle et les opportunités sont là. Notre rôle est d'accompagner cette dynamique avec exigence et capacité d'exécution, aux côtés de ceux qui veulent en être acteurs.

« En tant que banque internationale de référence, notre rôle est cette dynamique avec exigence et capacité d'exécution »

préparer par **B.Dia**

LES 10

OPPORTUNITÉS QUE PERSONNE N'A ENCORE SAISIES

1

Remittance diaspora directe vers les wallets

Les corridors Mauritanie–France, Espagne, Golfe pèsent des centaines de millions de dollars par an. Des acteurs existent mais l'expérience reste fragmentée pas de transfert direct wallet-to-wallet, des frictions réglementaires côté BCM et des partenariats bancaires locaux encore incomplets. L'opportunité : le premier produit qui résout ces trois couches ensemble. Ailleurs : LemFi (Nigeria–UK) et Send Wave ont montré que la fluidité, une fois atteinte, crée une adoption très rapide.

2

Scoring crédit sur données transactionnelles

557 millions de transactions digitales par an et pourtant, aucun produit de crédit accessible directement depuis un wallet. Les banques sont déjà dans la boucle. Ce qui manque : un moteur de scoring qui exploite l'historique transactionnel pour déclencher une ligne de crédit ou un découvert instantané, sans procédure d'agence. Modèle : M-Shwari et Fuliza (Kenya) ont prouvé que le crédit dans le wallet, scoré sur l'usage, change radicalement l'accès au financement.

3

Micro-assurance agricole indicielle

L'agriculture et l'élevage représentent 28% du PIB mauritanien. Les producteurs gèrent des risques climatiques réels, sans filet financier. Le cadre institutionnel vient d'être posé (étude PAM–FIDA, décembre 2025). Ce qui manque : un distributeur privé qui délivre ce produit directement via wallet, déclenché sur données climatiques, sans paperasse. Modèle : Pula (Kenya, Nigeria) distribue l'assurance agricole indicielle via mobile à des millions de producteurs.

4

Financement numérique du secteur pêche

L'agriculture et l'élevage représentent 28% du PIB mauritanien. Les producteurs gèrent des risques climatiques réels, sans filet financier. Le cadre institutionnel vient d'être posé (étude PAM–FIDA, décembre 2025). Ce qui manque : un distributeur privé qui délivre ce produit directement via wallet, déclenché sur données climatiques, sans paperasse. Modèle : Pula (Kenya, Nigeria) distribue l'assurance agricole indicielle via mobile à des millions de producteurs.

5

Interface voix en langues nationales

Pulaar, Soninké, Hassaniya, Wolof... : des millions d'utilisateurs mobiles avec un wallet et une barrière d'interface texte. Une solution de paiement vocal dans les langues nationales n'existe pas encore en Mauritanie. La barrière linguistique est aussi une barrière d'entrée pour les concurrents. Modèle : Orange Money Sénégal vient de lancer la commande vocale, premier signal fort dans la sous-région.



L'infrastructure est posée. Les wallets (Bankily, Masrvi, Sedad...) couvrent des millions d'utilisateurs. GIMTEL connecte les banques. Ce qui manque : les produits qui s'y branchent. Voici dix endroits où construire.

par Hapsa Dia

6

Agrégateur d'encaissement multi-wallet pour marchands

Les commerçants mauritaniens jonglent entre plusieurs wallets et le cash sans tableau de bord unifié. Un agrégateur simple, sans hardware, avec récapitulatif journalier, manque sur ce marché. Modèle : Yoco (Afrique du Sud), Dunia Pay (Guinée) ont résolu ce problème localement.

7

Crédit saisonnier pour l'élevage

L'élevage représente 23% du PIB. Les éleveurs ont des cycles prévisibles et des données transactionnelles croissantes via wallet. Un produit de crédit saisonnier décaissé via wallet et remboursé à la vente du cheptel est techniquement faisable aujourd'hui. Modèle : Liwwa (Jordanie) et Apollo Agriculture (Kenya) ont prouvé le scoring alternatif sur populations rurales.

8

KYC adaptatif pour populations mobiles

Le KYC classique exclut mécaniquement nomades, saisonniers et populations sans adresse fixe. Un KYC à paliers, léger pour les petits montants et progressif, vendu aux banques comme service de conformité, répond à la fois au régulateur et au terrain. L'enjeu : débloquer les 18 points d'inclusion qui séparent la Mauritanie de son objectif BCM de 40%.

9

Règlement B2B transfrontalier Mauritanie-Sénégal-Mali

Des milliers de transactions commerciales aux frontières se règlent encore en cash ou par transfert informel. Un outil de facturation et règlement B2B branché sur les wallets existants formaliserait ces flux sans les rigidifier. Modèle : Nala (Tanzanie) et Chipper Cash ont montré la valeur des corridors B2B en Afrique de l'Est.

10

Produit d'épargne et d'investissement pour la diaspora

La diaspora envoie. Elle n'a aucun produit pour épargner, financer un bien ou investir au pays depuis l'extérieur. Pas de compte épargne, pas de véhicule d'investissement immobilier à distance. Le flux existe, le produit non. Modèle : Afrikrea (Côte d'Ivoire) et Grey (Nigeria) ont commencé à construire ce pont financier diaspora.

Ces dix opportunités partagent une logique commune : les fondations existent, le régulateur a tracé les règles, les utilisateurs sont connectés. Ce qui manque, c'est la couche produit qui les rend accessibles. En lisant les signaux faibles de ce marché, vous pouvez peut-être donner vie à la prochaine fintech mauritanienne à succès et prouver qu'en Afrique, la technologie la plus rentable est souvent celle qui résout les problèmes de tous les jours.



Papa Amadou Néné M'Baye, directeur SUNU Assurances Mauritanie

Le secteur des assurances en Mauritanie est à un tournant important

À mesure que l'économie mauritanienne se structure et se diversifie, la question de la gestion des risques et de la protection des personnes s'impose comme un enjeu central. Longtemps perçu comme secondaire, le secteur des assurances connaît aujourd'hui une évolution progressive, portée par les ambitions de modernisation du pays et par une prise de conscience croissante de son rôle dans la sécurisation des investissements et le renforcement de la résilience économique et sociale. Dans ce contexte, SUNU Assurances Mauritanie s'affirme comme un acteur clé, alliant l'expertise d'un groupe panafricain à une connaissance fine des réalités locales. Entre développement de solutions innovantes, efforts d'accessibilité et transformation digitale, l'entreprise entend contribuer activement à l'émergence d'une véritable culture de l'assurance en Mauritanie. Dans cet entretien, son directeur général revient sur leur parcours, leur positionnement

sur le marché, ainsi que sur les défis et perspectives d'un secteur en pleine mutation.

Pouvez-vous nous présenter SUNU Assurances Mauritanie et nous rappeler ses principales missions sur le marché mauritanien ?

SUNU Assurances Mauritanie est un acteur de référence du marché mauritanien de l'assurance. Il est une filiale du Groupe SUNU qui est présent dans 17 pays en Afrique. Notre ambition est de contribuer de manière significative à l'approfondissement de la culture d'assurance en Mauritanie et au développement du marché, en présentant des solutions d'assurance innovantes et adaptées aux besoins des particuliers, des entreprises et des grands projets structurants du pays.

Notre mission est double. D'une part, sécuriser durablement l'activité économique, en accompagnant les entreprises, les investisseurs et les institutions dans la gestion de leurs risques. D'autre part, contribuer à la protection

sociale des populations, en développant une assurance plus proche, plus compréhensible et mieux adaptée aux réalités locales.

Quel bilan faites-vous de SUNU Assurances Mauritanie depuis sa création en termes de croissance, d'impact et de positionnement ?

Le bilan est globalement très positif. SUNU Assurances Mauritanie a connu une progression continue, tant en volume d'activité qu'en crédibilité sur le marché. Nous avons progressivement renforcé notre positionnement comme partenaire de confiance des entreprises, des grands comptes et des institutions, tout en consolidant notre présence auprès des particuliers.

Au-delà des chiffres, notre impact se mesure surtout par notre ancrage local, la qualité de notre portefeuille clients

Quels sont aujourd'hui les principaux produits d'assurance que vous



proposez, et à quels besoins spécifiques répondent-ils ?

Nous proposons une offre complète et équilibrée, couvrant aussi bien l'assurance NonVie que l'assurance Vie.

En NonVie, nos solutions répondent aux besoins essentiels des entreprises et des particuliers : : assurances automobiles, risques industriels, multirisques professionnelles, Transport, Santé et responsabilités civiles diverses.

En Vie, nous accompagnons nos clients dans la protection familiale, l'épargne et la prévoyance, avec des produits conçus pour sécuriser les parcours de vie et préparer l'avenir, les études supérieures des enfants notamment.

Notre approche n'est pas uniquement produit : nous partons des réalités économiques et sociales du client, pour proposer des couvertures personnalisées, évolutives et compréhensibles.

Comment décririez-vous l'état actuel du secteur des assurances en Mauritanie, ainsi que ses perspectives d'évolution ?

Le secteur des assurances en Mauritanie est à un tournant important. Il reste encore faiblement pénétré, mais les perspectives sont réelles, portées par la croissance économique, les investissements structurants et la volonté affichée des Pouvoirs publics de restructurer et de développer l'industrie de l'assurance.

Nous menons également des actions de sensibilisation et de pédagogie, car l'accès à l'assurance passe d'abord par la compréhension. Notre priorité est d'instaurer une relation de confiance durable, en expliquant clairement l'utilité et les bénéfices concrets de l'assurance au quotidien.

Si les décisions prises lors des états généraux de l'assurance tenus en décembre dernier se concrétisent, le secteur connaîtra un essor important qui lui donnera la place de référence qu'il peut occuper dans l'économie

Quelles actions menez-vous pour rendre l'assurance plus accessible aux populations encore peu couvertes, notamment dans les zones rurales ou informelles ?

L'accessibilité est un axe stratégique pour SUNU Assurances Mauritanie. Nous travaillons sur des produits simplifiés, des tarifs adaptés et des canaux de distribution de proximité, notamment à travers nos partenariats et nos équipes terrain.

Nous menons également des actions de sensibilisation et de pédagogie, car l'accès à l'assurance passe d'abord par la compréhension. Notre priorité est d'instaurer une relation de confiance durable, en expliquant clairement l'utilité et les bénéfices concrets de l'assurance au quotidien.

Comment travaillez-vous à renforcer la confiance des Mauritaniens envers les assurances ?

La confiance se construit dans la durée. Chez SUNU Assurances Mauritanie, elle repose sur trois piliers : le respect de nos engagements en cas de sinistre la transparence, la qualité de service et la réactivité et d'autre part, la simplification des contrats.

Quelles innovations ou solutions digitales comptez-vous mettre en place pour améliorer vos services et l'expérience client ?

Le digital est au cœur de notre stratégie. Nous développons progressivement des solutions digitales orientées simplicité, rapidité et proximité, aussi bien pour la souscription que pour la gestion des contrats et des sinistres. Il y'a 1 an, au mois d'avril 2025, nous avons lancé sur le marché la 1ère attestation automobile full digital.

Notre orientation est claire : faciliter et améliorer l'expérience client, réduire les délais de traitement et offrir des canaux modernes de communication et de suivi. Le processus se poursuivra dans les prochaines semaines pour renforcer notre efficacité opérationnelle.

Dans un environnement concurrentiel et un écosystème en mutation, qu'est-ce qui différencie SUNU Assurances Mauritanie de ses concurrents ?

Notre principale force réside dans notre double identité : la solidité d'un grand Groupe panafricain et la proximité d'un acteur profondément ancré local.

Nous nous différencions par notre capacité d'écoute, notre agilité, notre culture du partenariat, le respect de nos engagements. SUNU Assurances Mauritanie ne se positionne pas comme un simple assureur, mais comme un véritable partenaire de développement pour ses clients.



№10

COMMENT ATTIRER D'AVANTAGE LA DIASPORA MAURITANIENNE ET EN FAIRE UN VÉRITABLE MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- 1 CRÉER UNE STRATÉGIE NATIONALE DÉDIÉE À LA DIASPORA PAR LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE PUBLIQUE CLAIRE ET COORDONNÉE AVEC :**
 - ✓ Une vision à long terme
 - ✓ Des objectifs mesurables
 - ✓ Un pilotage institutionnel fort
- 2 LANCER UNE CARTOGRAPHIE DIGITALE DE LA DIASPORA À TRAVERS UNE PLATEFORME NATIONALE COUVRANT**
 - ✓ Compétences
 - ✓ Secteurs d'activité
 - ✓ Localisation
 - ✓ Capacités d'investissement
- 3 METTRE EN PLACE UN "GUICHET UNIQUE DIASPORA" AVEC UNE STRUCTURE DÉDIÉE POUR :**
 - ✓ Faciliter les démarches administratives
 - ✓ Accompagner les projets d'investissement
 - ✓ Offrir un suivi personnalisé
- 4 CRÉER DES INCITATIONS FISCALES ATTRACTIVES EN PROPOSANT :**
 - ✓ Des exonérations fiscales temporaires
 - ✓ Une réduction d'impôts pour investissements productifs
 - ✓ Des avantages douaniers
- 5 LANCER DES "DIASPORA BONDS" (OBLIGATIONS DIASPORA) POUR PERMETTRE AUX MAURITANIENS DE L'ÉTRANGER D'INVESTIR DANS DES PROJETS NATIONAUX :**
 - ✓ Infrastructures
 - ✓ Agriculture
 - ✓ Énergie
 - ✓ Mines
- 6 DÉVELOPPER DES ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES POUR LA DIASPORA EN OFFRANT :**
 - ✓ Des procédures simplifiées
 - ✓ Une fiscalité avantageuse
 - ✓ Des accès au foncier
- 7 FACILITER LE TRANSFERT DE FONDS ET L'INVESTISSEMENT EN RÉDUISANT LES COÛTS DE TRANSFERT ET EN INTÉGRANT DES SOLUTIONS FINTECH SÉCURISÉES**
- 8 METTRE EN PLACE DES PROGRAMMES DE RETOUR TEMPORAIRE ET INVITER LES COMPÉTENCES DE LA DIASPORA À CONTRIBUER :**
 - ✓ Aux missions d'expertise
 - ✓ À l'enseignement universitaire
 - ✓ À l'accompagnement de réformes
- 9 RENFORCER LA CONFIANCE ET LA TRANSPARENCE EN DIGITALISANT LES PROCÉDURES ET EN GARANTISSANT LA SÉCURITÉ JURIDIQUE DES INVESTISSEMENTS**
- 10 CRÉER UN RÉSEAU INTERNATIONAL D'AMBASSADEURS ÉCONOMIQUES EN NOMMANT DES MEMBRES INFLUENTS DE LA DIASPORA COMME :**
 - ✓ Ambassadeurs économiques
 - ✓ Relais d'investissement
 - ✓ Promoteurs du pays



SUNU Assurances Mauritanie,

Un Partenaire de confiance pour L'Economie Nationale.

Des produits d'assurances adaptés à tous types de besoins

IARD

ASSURANCE AUTOMOBILES :

Protégez votre véhicule contre les imprévus de la route. Roulez l'esprit tranquille, nous veillons sur vous.



ASSURANCES INCENDIE & MULTIRISQUES PROFESSIONNELLES :

Préservez vos locaux et vos outils de travail. Garantisiez la pérennité de votre entreprise face aux risques.



ASSURANCES MULTIRISQUE HABITATION :

Couvrez votre maison contre les sinistres. Protégez vos biens et ceux que vous aimez.



ASSURANCES SANTE :

Accédez à des soins de qualité à tout moment. Offrez à votre famille la sécurité d'une couverture santé fiable.



ASSURANCES RESPONSABILITES CIVILES :

Faites-vous accompagner dans la protection de la responsabilité civile de vos enfants et contre les dommages pouvant



ASSURANCES CONSTRUCTION :

Sécurisez vos chantiers contre les imprévus. Construisez l'avenir avec confiance et sérénité.



ASSURANCES TRANSPORT (Corps, facultés et responsabilités) :

Couvrez vos marchandises et vos moyens de transport. Voyagez et commercez en toute sécurité.



VIE

ASSURANCES PREVOYANCE :

Protégez financièrement votre famille face aux accidents de la vie (décès, invalidité, incapacité). En cas de coup dur, un capital ou une rente est versé pour préserver leur niveau de vie.



ASSURANCES EPARGNE :

Constituez une épargne progressive pour réaliser vos projets personnels ou professionnels. Votre argent est sécurisé et valorisé sur la durée, selon vos objectifs.



CRÉDIT EMPRUNTEUR :

Protégez votre crédit en cas de décès, d'invalidité ou d'incapacité de remboursement. L'assurance prend en charge le paiement du prêt pour éviter toute charge à vos proches.



INDEMNITE DE FIN CARRIERE (IFC) :

Anticipez le paiement des indemnités dues aux salariés à la fin de leur carrière. Cette solution permet à l'entreprise de lisser ses charges et de sécuriser ses engagements sociaux.



ASSURANCES RETRAITE COMPLEMENTAIRE :

Préparez un revenu complémentaire pour maintenir votre niveau de vie à la retraite. Vous épargnez pendant votre vie active pour bénéficier d'une rente ou d'un capital.



ASSURANCES MIXTES (Rente Éducation & Futuris) :

Préparez un revenu complémentaire pour maintenir votre niveau de vie à la retraite. Vous épargnez pendant votre vie active pour bénéficier d'une rente ou d'un capital.



Adresses & Contacts

NOUAKCHOTT

SIÈGE SOCIAL

Immeuble SUNU - Avenue Al Quds, Secteur N 144
Tevragh Zeina, Nouakchott.
Tel. : +222 45 24 34 36
Email : servicesclient.mauritanie@sunu-group.com

BUREAU DIRECT TEVRAGH ZEINA

Carrefour Société Générale - Ave. du Général De Gaulle, Tevragh Zeina, Nouakchott.
Tel. : +222 36 30 27 25
Email : harouneabdellattah@gmail.com

AGENCE GENERALE -

Carrefour Société Générale - Ave. du Général De Gaulle, Tevragh Zeina, Nouakchott.

NOUADHIBOU

AGENCE GENERALE - NOUADHIBOU 1

Avenue principale DUBAI à côté de la station Jeylan
Dubai, Nouadhibou.
Tel. : +222 46 40 57 57
Email : servicesclient.mauritanie@sunu-group.com

ROSSO

AGENCE GENERALE - ESCALE

Marché du quartier Escala
Rosso Mauritanie, Rosso.
Tel. : +222 27 18 18 28
Email : servicesclient.mauritanie@sunu-group.com

Interview de l'ambassadeur de France SEM. Emmanuel Besnier

« Mauritanie—France : un partenariat économique en accélération, entre ambitions renouvelées et opportunités stratégiques »

À la faveur de la visite d'État du président Mohamed Ould Ghazouani à Paris, la coopération économique entre la Mauritanie et la France entre dans une nouvelle phase, plus structurée et résolument tournée vers l'investissement privé, les infrastructures durables et les secteurs d'avenir. Dans cet entretien accordé à Financial Afrik, l'ambassadeur de France revient sur les acquis récents, les marges de progression et les leviers concrets pour faire de cette relation un moteur de croissance partagée, dans un contexte de concurrence internationale accrue et de diversification des partenaires de Nouakchott.

À la suite de la récente visite du président Mohamed Ould Ghazouani en France et de ses échanges avec Emmanuel Macron, quelles orientations concrètes ont été fixées pour renforcer la coopération économique bilatérale, et quels résultats tangibles peut-on en attendre à court terme ?

Je tiens tout d'abord à remercier Financial Afrik, non seulement de m'offrir la possibilité de revenir sur les derniers développements de la relation franco-mauritanienne, mais aussi de mettre en avant les opportunités économiques offertes par la Mauritanie. La visite d'État historique du président Ghazouani a en effet permis de mettre en lumière toute l'étendue de la dimension économique de notre partenariat bilatéral.

Comme l'a clairement dit le président Macron à cette occasion : « La Mauritanie est aujourd'hui un pays d'opportunités. Et la France est au rendez-vous. »



Mais comme le sont convenus aussi bien le président Ghazouani que le président Macron, nous devons aller plus loin, plus vite, et de manière plus structurée.

J'en veux pour preuve le niveau de présence de nos entreprises en Mauritanie. Elles créent de l'emploi, investissent en faveur d'une croissance durable et inclusive qui participe à la prospérité de nos deux pays, à l'image de Meridiam qui a investi 155 millions dans la construction du terminal à conteneurs du port de Nouakchott et emploie près de 350 Mauritanien(ne)s et Français(e)s. C'est ce que font également près de 40 entreprises françaises qui emploient plus de 2000 personnes en Mauritanie.

La coopération entre nos deux pays, c'est aussi notre action résolue en matière de formation professionnelle, d'entrepreneuriat des jeunes, d'agriculture et de sécurité alimentaire, de construction d'infrastructures durables dans les domaines ô combien stratégiques de l'eau et de l'électricité. Nous avons plus de quarante projets aujourd'hui en cours dans le pays, en particulier à travers l'Agence française de développement (AFD). Je ne pourrai pas tous les citer mais je pense par exemple à l'approvisionnement

en eau de Nouakchott avec le projet Aftout Saheli, à notre soutien continu au Parc National du Banc d'Arguin depuis sa création il y a cinquante ans, à l'ouverture prochaine du nouveau Centre national de transfusion sanguine à Nouakchott, ou encore au soutien à la mise en culture de milliers d'hectares de terres agricoles dans le sud et l'est du pays.

Mais comme le sont convenus aussi bien le président Ghazouani que le président Macron, nous devons aller plus loin, plus vite, et de manière plus structurée.

Plusieurs moments forts de la visite d'État sont venus incarner cette volonté commune. Je pense en premier lieu au déplacement du président Ghazouani à Brest consacré en grande partie aux enjeux relatifs à l'économie bleue. Alors que la Mauritanie met en œuvre une politique ambitieuse et volontariste pour réaliser le potentiel économique de sa façade Atlantique, la France a une expertise qu'elle souhaite mettre au service du renforcement des liens économiques



dans ce secteur d'avenir pour nos deux pays.

Le forum d'affaires ouvert par le président Ghazouani a aussi constitué un moment charnière. Près d'une centaine d'entrepreneurs mauritaniens et français ont pu prendre le temps de faire connaissance, d'échanger sur les défis communs et surtout de tracer les contours de collaborations et investissements futurs.

Enfin, j'ajouterai que la dynamique très positive de notre partenariat bilatéral s'inscrit dans une ambition plus large : celle du renouveau de la relation entre la France et le continent africain. A cet égard, le sommet Africa Forward qui s'est tenu à Nairobi les 11 et 12 mai dernier, près de 10 ans après le discours fondateur du président Macron à Ouagadougou, a permis d'approfondir et d'élargir les perspectives prometteuses ouvertes à l'occasion de la visite d'Etat du président Ghazouani en France.

Comment qualifieriez-vous aujourd'hui la relation économique franco-mauritanienne : s'agit-il d'un partenariat pleinement exploité ou encore sous-dimensionné, et où se situent précisément les principales marges de progression ?

La relation économique est bonne, oscillant entre 300 et 400 millions d'Euros au niveau du commerce bilatéral depuis 5 ans. La France était en 2025 le 4ème fournisseur de la Mauritanie, mais seulement son 9ème client. La dynamique est certes très bonne mais le partenariat peut être renforcé notamment par l'augmentation des exportations mauritaniennes vers la France. Les investissements français dans le secteur agricole des dernières années pourraient poser les bases d'une croissance des exportations de produits issus de ce secteur clé pour la Mauritanie (Fourrages de Mauritanie, GDM Agriconcept). De même, une coopération accrue dans le secteur halieutique pourrait constituer un autre vecteur de croissance. A cet égard le déplacement du président Ghazouani à Brest dans le cadre de la visite d'Etat a permis précisément d'explorer les voies d'un renforcement de notre coopération en matière d'économie bleue. Comme je

Dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, je constate une volonté des groupes français -Vinci/ Cegelec/ Actemium, Eiffage, John Cockerill-Hamon, Razel-Bec- de développer leurs activités.

Dans les infrastructures, je pense à l'importance de la structuration urbaine à laquelle contribuera la société conjointe franco-mauritanienne « Société de développement du littoral de Nouakchott » qui est, pour la partie française de la structure, une filiale de Meridiam.

le disais plus haut, nous avons aussi d'importantes marges de progrès en matière d'investissement français en Mauritanie.

Toutes ces observations nous font converger vers un constat clair : la Mauritanie s'est imposée comme une terre d'opportunités économiques. Dans ce contexte, notre objectif l'est tout autant : faire de la relation économique le moteur d'une relation nouvelle entre la France et la Mauritanie. Nous visons ainsi une croissance de près 20% de nos exportations au cours des trois prochaines années. Les signaux positifs envoyés à l'occasion de la visite d'Etat sur les sujets économiques m'incitent à l'optimisme en la matière.

Les investissements français restent présents mais relativement discrets : dans quels secteurs stratégiques énergie, mines, infrastructures, numérique la France entend-elle intensifier significativement sa présence dans les prochaines années ?

Tout d'abord n'oublions pas qu'en économie de marché, ce n'est pas à l'Etat d'intensifier le flux des entreprises vers la Mauritanie. Il s'agit de décisions des entreprises. Si les entreprises s'intéressent de plus en plus à la Mauritanie cela est dû à l'amélioration du cadre des affaires et aux conséquences positives en termes de croissance de la politique économique menée sous la direction du Président Ghazouani. Je crois précisément que la France et la Mauritanie se rejoignent sur cette conviction commune : le moteur de notre partenariat de demain passera par une implication accrue du secteur privé.

Mais vous avez raison, nous avons l'ambition d'intensifier la dynamique à l'œuvre dans nos investissements. Il y a eu ces dernières années une belle dynamique des investissements français en Mauritanie, qui j'espère va s'accélérer dans un avenir proche : Meridiam est présent via sa participation dans la société TCN, CMA-CGM est un autre acteur important du port de Nouakchott, dans le secteur bancaire BII est un acteur connu et apprécié dans la communauté bancaire, dans l'industrie agro-alimentaire il y

a Grands Moulins de Mauritanie et Olvéa à Nouadhibou, Vicat a mis sur pied la cimenterie Mauricim. D'après le décompte de l'ambassade on recense une trentaine d'autres investissements significatifs dans les secteurs de la restauration (Paul, Kayser), de l'ingénierie, des assurances, de l'informatique et de la numérisation etc.

Dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, je constate une volonté des groupes français -Vinci/ Cegelec/Actemium, Eiffage, John Cockerill-Hamon, Razel-Bec- de développer leurs activités. Dans les infrastructures, je pense à l'importance de la structuration urbaine à laquelle contribuera la société conjointe franco-mauritanienne « Société de développement du littoral de Nouakchott » qui est, pour la partie française de la structure, une filiale de Meridiam.

En matière minière, nous espérons que la déclaration d'intention bilatérale minière signée à l'occasion de la visite du ministre délégué chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, Nicolas Forissier, lors de sa visite à Nouakchott en novembre dernier, portera ses fruits prochainement. D'ores et déjà le ministère des mines et de l'industrie a accordé en mars 2026 à Imerys un permis de recherche, le BRGM participe à des appels d'offres et d'autres acteurs pourraient venir prochainement notamment dans la foulée d'une mission d'entreprises organisée par Business France en novembre dernier.

Tous ces secteurs que vous citez seront d'ailleurs au cœur du sommet Africa Forward de Nairobi. Je me réjouis à ce titre de noter que la Mauritanie y participera de manière très active, témoignant de la nouvelle dimension prise par notre partenariat sur ces sujets.

La Mauritanie ambitionne de devenir un acteur majeur des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert : comment la France peut-elle s'inscrire dans cette dynamique tout en garantissant des retombées économiques concrètes pour le pays ?

Dans le secteur de l'énergie renouvelable, la filiale française Hamon de

la société John Cockerill va prochainement installer une infrastructure de panneaux solaires pour décarboner dix centrales électriques dans le pays qui fonctionnent actuellement aux fiouls lourds, un investissement appuyé par le Trésor français à hauteur de 42 millions d'euros.

Dans le domaine de l'hydrogène vert, la société Total-Eren, en coopération avec le britannique Chariot ont effectué une étude de faisabilité concernant le « projet Nour » qui pourrait s'avérer rentable si le niveau du prix du gaz devait rester durablement au niveau actuel. Il convient par ailleurs de noter que le financement de projets dans les énergies renouvelables constitue un axe fort de l'action de l'AFD.

Face aux besoins massifs en infrastructures et à la concurrence accrue d'acteurs comme la Chine ou la Turquie, quels atouts spécifiques les entreprises françaises peuvent-elles faire valoir pour rester compétitives et attractives en Mauritanie ?

Le premier atout de nos sociétés en Mauritanie réside dans la langue française et notre proximité historique qui se traduit notamment par un cadre administratif et légal comparable à celui de la France. Cette proximité entraîne une bonne adhésion des acteurs économiques à notre offre qui est parfois plus chère que celle de nos concurrents. Elle permet aux entreprises mauritaniennes de pouvoir mieux coopérer comme sous-traitantes avec les entreprises françaises que certains de nos concurrents.

Par ailleurs, dans les secteurs industriels et sécuritaires en particulier, les offres françaises se distinguent par la fiabilité des équipements fournis et par un accompagnement en maintenance tout au long de leur cycle de vie qui permet ainsi d'optimiser l'amortissement de ces investissements. Ce sont des investissements qui laissent une trace durable sur l'économie mauritanienne, en matière de compétences et de croissance.

Enfin, il convient aussi de noter que, nos entreprises accordent un grand rôle à la RSE (responsabilité sociale des entreprises) notamment en matière de formation liée aux projets



Le premier atout de nos sociétés en Mauritanie réside dans la langue française et notre proximité historique qui se traduit notamment par un cadre administratif et légal comparable à celui de la France.

développés, ce qui permet aux investissements français en Mauritanie de contribuer directement à l'emploi des jeunes mauritaniens.

Les échanges commerciaux entre la France et la Mauritanie restent encore modestes : quelles mesures concrètes pourraient permettre de changer d'échelle ?

Je ne dirai pas qu'ils sont modestes, les chiffres que je présentais plus haut l'illustrent. Néanmoins, je partage le constat que nous pouvons faire davantage. Je répondrai en deux points à cette question d'importance.

Côté français, je dirai que nos entreprises doivent accroître leur agilité en passant en partie par des financements non-français (Banque mondiale ou SFI, Banque Africaine de Développement, Banque islamique de développement) et en utilisant les relais de sous-traitance pour rendre notre offre la plus compétitive possible. C'est tout le sens de l'appel du président de la République aux acteurs français à réinvestir les marchés africains. Je crois en ce sens que les derniers développements au niveau de la relation bilatérale sont très prometteurs.

Côté mauritanien, j'ai grand espoir que la déclaration d'intention entre les établissements publics Business France et l'APIM soit rapidement porteuse d'effets dans la connaissance mutuelle entre les entreprises mauri-

taniennes et françaises. Par ailleurs, notre objectif est de faire en sorte que la dynamique d'investissement ne soit pas à sens unique et que certains grands groupes mauritaniens puissent à leur tour investir en France. Cela entraînera certainement un regain des exportations mauritaniennes en France. Dans ce contexte, la localisation de la direction internationale de la SNIM à Paris est certainement un atout précieux.

Quel rôle joue aujourd'hui l'agence française de développement dans le financement de projets structurants en Mauritanie, et comment ses interventions pourraient-elles être amplifiées ou mieux ciblées ?

Le financement des projets structurants est un axe essentiel de la stratégie d'investissement solidaire et durable de la France en Mauritanie. Cette stratégie vient en appui à la SCAPP (stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée) du gouvernement mauritanien et l'Agence française de développement (AFD) la décline en finançant en particulier les besoins d'investissements de la Mauritanie dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement.

A ce jour, ce sont près de 140 M€ de financements de l'AFD qui sont affectés aux projets de ces secteurs dans



son portefeuille de projets en cours d'exécution en Mauritanie. A titre d'exemple, je voudrais citer le financement de 64 M€ accordé par l'AFD à l'Etat mauritanien pour financer le projet de ligne à haute tension pour le transport d'électricité entre Nouakchott et Nema. Ce projet inclut la construction d'une centrale photovoltaïque de 50 MW à Kiffa ainsi qu'un système de batteries associé ; lesquels devraient permettre le branchement à l'électricité de près de 80 000 nouveaux ménages.

Là où certains acteurs internationaux ont fait le choix de réduire leur niveau d'intervention, les interventions de l'AFD à ces secteurs structurants ont pris une nouvelle dimension depuis la reprise de ses prêts souverains à la Mauritanie en 2023. Elles sont appelées à croître, avec aussi une volonté de mobiliser l'expertise française en accompagnement de ces financements pour en amplifier les effets.

Comment encourager davantage de partenariats durables entre PME françaises et mauritaniennes afin de favoriser le transfert de compétences, l'innovation locale et la création d'emplois qualifiés ?

Tout d'abord, la condition première de possibilité d'un partenariat durable entre entreprises françaises et mauritaniennes réside dans la capacité à se connaître mutuellement. C'est tout l'objet du forum appelé « Rencontres Africa », coorganisé par « Classe Export » et « le Club des Entrepreneurs de Mauritanie » qui s'est tenu pour la première fois le 4 novembre dernier. Cet événement pionnier a réuni des PME françaises et mauritaniennes qui ont pu tracer des perspectives de collaboration encourageantes.

Il faut par ailleurs accompagner au niveau financier le développement des PME (ou plus exactement les grosses PME mauritaniennes, le type d'entreprises que nous appelons en France des Entreprises de taille intermédiaire). « BPI-France » est de ce point de vue l'un des accompagnateurs de ce développement. Je note par ailleurs que Proparco, la filiale de l'AFD dédiée au financement du secteur privé, a soutenu à plusieurs reprises le développement des PME mauri-

taniennes en mettant en place des systèmes de soutien ou de garanties de portefeuille de financement ou directement de financement des PME avec des banques mauritaniennes. C'est typiquement à travers ce type de mécanismes que nous serons en mesure de sécuriser le transfert de compétences et de promouvoir une innovation locale intensive en emplois qualifiés.

Dans un contexte de diversification des partenaires de la Mauritanie, comment la France adapte-t-elle son modèle de coopération pour rester un partenaire économique crédible, différencié et durable ?

Comme je l'indiquais précédemment, en évoquant le sommet Africa Forward de Nairobi, l'environnement économique en Mauritanie et sur le continent africain a profondément évolué. Le temps où un acteur étatique étranger dominait les marchés africains est révolu, l'heure est désormais à la concurrence et c'est une bonne chose. Nous encourageons précisément la Mauritanie à ouvrir ses marchés et à poursuivre cette diversification, car elle est bénéfique pour tout le monde et nous incite en particulier à améliorer notre offre pour répondre au plus près des besoins locaux.

C'est ce que nous tâchons d'ailleurs de faire en travaillant davantage en mode « Equipe France », c'est-à-dire en mettant en cohérence tous nos acteurs et outils – AFD, Conseillers du commerce extérieur, Medef international, chambres de commerce et industrie, Proparco, BPI France. Etc. – au service d'un modèle de coopération économique ciblé sur les secteurs porteurs d'une croissance durable et inclusive.

Cela se traduit concrètement par une attention accrue aux enjeux de formation professionnelle, aux questions de maintenance et de transferts de compétence. L'idée est que nos investissements ne se limitent pas à fournir un service ou des équipements une fois et à se retirer une fois le profit engrangé. Nos investissements s'inscrivent au contraire dans une logique de temps long avec la conviction qu'un partenariat n'est vraiment mu-

tuellement bénéfique que s'il contribue à offrir au partenaire les outils qui lui permettront de générer par lui-même sa croissance de long-terme.

Dans quelle mesure la coopération économique franco-mauritanienne passe-t-elle par un investissement accru dans la formation professionnelle et technique, afin d'accompagner les besoins des secteurs en croissance ?

C'est précisément, comme je viens de le développer, un axe fondamental d'effort de notre part. Sans un investissement fort dans la formation technique et professionnelle, la Mauritanie ne pourra pas tirer tout le profit qu'elle peut générer de son potentiel de création de richesse et d'emplois. C'est pourquoi ce secteur, en particulier dans ses implications pour la jeunesse, est une priorité dans la stratégie d'investissement solidaire et durable de la France en Mauritanie.

Comme je l'ai déjà indiqué, notre offre est parfois plus chère que celle de nos concurrents mais elle se caractérise par une plus forte implication en matière de formation professionnelle et technique. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous incitons les acheteurs mauritaniens à prendre en compte cette dimension dans leurs appels d'offre.

J'ajouterai enfin que l'AFD est d'ores et déjà active dans la formation technique et professionnelle à travers des soutiens à plusieurs lycées d'enseignement technique et professionnel du pays dont ceux de Nouakchott et Nouadhibou. L'enjeu me semble être non seulement de financer des bâtiments et des équipements, mais aussi et surtout de promouvoir un modèle de formation qui favorise le rapprochement entre les établissements publics et les entreprises privées. C'est à ce prix que l'insertion professionnels en particulier des jeunes pourra être améliorée. La France possède une expertise et pourra la mobiliser dans les projets financés par l'AFD.

Là encore, tous ces enjeux seront au cœur des échanges qui auront lieu à Nairobi en marge du sommet Africa Forward.

Propos recueillis par
Dia El Hadj Ibrahima

Là où certains acteurs internationaux ont fait le choix de réduire leur niveau d'intervention, les interventions de l'AFD à ces secteurs structurants ont pris une nouvelle dimension depuis la reprise de ses prêts souverains à la Mauritanie en 2023.

Finance inclusive en Mauritanie

L'invisible du système financier



Binta Baba Sy

CEO de Debbo Consulting
Experte en genre et Inclusion
Financière

En Mauritanie, la finance inclusive s'impose progressivement comme un levier central de développement économique, portée à la fois par les politiques publiques, les institutions financières et les partenaires internationaux. Stratégie Nationale d'Inclusion Financière 2023–2028, Fonds de Garantie de Mauritanie, programmes d'accompagnement comme le PAFIID, initiative AFAWA : les instruments se sont multipliés, tout comme les acteurs, avec un secteur bancaire en expansion et 27 institutions de microfinance formellement reconnues. Pourtant, moins d'un quart de la population adulte dispose d'un compte formel, alors que l'essentiel de l'activité et de l'emploi demeure informel.

Le cœur du paradoxe est là : les avancées sont réelles, les dispositifs existent, les engagements sont affirmés, mais une grande partie de l'économie notamment portée par les femmes entrepreneures –

reste en marge des circuits de financement. Le problème ne réside plus uniquement dans la disponibilité des instruments, mais dans leur capacité à capter la réalité économique. Les grilles classiques d'analyse du risque, fondées sur les garanties, l'historique bancaire ou le degré de formalisation, appréhendent mal des activités hybrides, partiellement informelles mais économiquement viables, structurées autour de flux réguliers, de réseaux et de pratiques de gestion robustes.

Ces modèles d'affaires ne sont pas nécessairement plus risqués ; ils sont moins lisibles. Une partie de la valeur créée échappe ainsi aux radars du système financier non parce qu'elle serait marginale, mais parce qu'elle est insuffisamment documentée et peu traduite dans les langages habituels du crédit et du risque. Les instruments se sont renforcés – mécanismes de garantie, lignes de crédit dédiées, assistance technique, programmes ciblant les femmes et les jeunes – mais un décalage persiste entre les engagements affichés et leur traduction opérationnelle dans les procédures de décision, de tarification et de gestion du risque. L'inclusion est engagée ; elle n'est pas encore pleinement intégrée.

Au cœur de cette tension, des biais silencieux continuent de structurer les pratiques : assimilation quasi automatique de l'informel à un risque élevé, prise en compte insuffisante des contraintes spécifiques pesant sur les femmes (accès aux garanties, temps, mobilité, besoins d'accompagnement non financier). Dans le

même temps, le genre reste souvent traité comme un projet périphérique, plutôt que comme un levier de développement de marché et de diversification des portefeuilles. Or, la finance inclusive ne constitue pas seulement un impératif social ; elle représente un marché encore largement sous-exploité. Les femmes entrepreneures forment un segment dynamique, en croissance, fréquemment caractérisé par une gestion prudente et des comportements financiers solides, dans un contexte où les PME pèsent significativement et où plus de 80% des emplois relèvent de l'informel. Ne pas capter ce segment, c'est limiter l'expansion du portefeuille client, freiner l'innovation produite et laisser en friche des marchés en construction.

L'enjeu, pour les institutions financières, n'est donc plus seulement d'élargir l'accès, mais d'affiner la lecture du risque et de la valeur : adapter les outils d'évaluation en intégrant les flux réels (mobile money, mouvements de stock, historique de paiements), mieux prendre en compte les réalités locales et les chaînes de valeur, renforcer les capacités internes sur l'analyse des segments informels, inscrire le genre au cœur des stratégies, des indicateurs de performance et de la gouvernance. En Mauritanie comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, la prochaine étape consistera moins à inventer de nouveaux instruments qu'à transformer le regard porté sur l'économie réelle. Car, au fond, dans la finance comme dans la statistique, ce qui n'est pas vu n'est pas financé

Ces modèles d'affaires ne sont pas nécessairement plus risqués ; ils sont moins lisibles. Une partie de la valeur créée échappe ainsi aux radars du système financier non parce qu'elle serait marginale, mais parce qu'elle est insuffisamment documentée et peu traduite dans les langages habituels du crédit et du risque.



Spécial **Femmes** *Top* 36



**ELLES FONT LA
MAURITANIE
D'AUJOURD'HUI**



LE MENUEL DES AFFAIRES
Financial Afrik
Toute la finance africaine

En partenariat avec



CONCEPT ÉDITORIAL

Le classement repose sur une structuration en quatre ensembles : Pionnières, Icônes, Génération montante et Nouvelles forces du leadership féminin.

Cette méthode éditoriale s'appuie sur plusieurs critères :

- **l'impact économique et sectoriel,**
- **l'innovation, le leadership féminin,**
- **l'influence et, lorsque cela s'applique, la portée régionale ou panafricaine.**

L'ambition de ce panorama est de montrer que le leadership féminin mauritanien ne se limite plus à quelques figures isolées, mais constitue désormais un vivier structuré de dirigeantes, d'expertes et d'entrepreneures capables d'influencer durablement l'économie et la société.

NOTRE MÉTHODE

Pour ce dossier spécial consacré aux femmes influentes de Mauritanie, Financial Afrik, en partenariat avec Debbo Consulting, a élaboré une sélection de 36 profils à partir de critères explicites et transparents. Ce classement ne récompense pas seulement l'accès à des postes élevés, mais surtout la capacité à transformer l'économie et la société mauritaniennes.

Les personnalités retenues occupent des fonctions de responsabilité dans des secteurs clés (banque, assurance, industrie, énergie, sécurité, santé, tourisme, numérique, politiques publiques, société civile) et justifient de réalisations concrètes : projets structurants, réformes, initiatives d'inclusion, programmes d'autonomisation économique ou sociale. Cinq grands critères ont guidé l'évaluation :

- **l'impact économique et sectoriel (poids de l'institution, contribution à l'activité et à l'emploi) ;**
- **l'innovation et la transformation (réformes, digitalisation, nouveaux modèles, secteurs émergents) ;**
- **le leadership féminin et l'inclusion (rôle de pionnière, engagement en faveur des femmes et des groupes marginalisés) ;**
- **l'influence et la visibilité (capacité à peser dans les décisions, présence dans le débat public et professionnel) ;**
- **la dimension régionale ou panafricaine (rayonnement au-delà des frontières, participation à des réseaux et initiatives continentales).**

Sur cette base, les 36 femmes sélectionnées sont réparties en quatre rubriques complémentaires : les « Pionnières », qui ont ouvert la voie dans leurs domaines et marqué durablement les politiques publiques, les droits et la société ; les « Icônes », dont la carrière et l'impact sont déjà pleinement installés au sommet des secteurs économiques et institutionnels ; et la « Génération montante », constituée de dirigeantes et d'entrepreneures qui incarnent la relève, l'innovation et les transformations à venir. Et une dernière catégorie de nouvelles forces du leadership féminin qui regroupe des nouvelles figures mauritaniennes qui émergent.

L'ensemble compose un panorama pluriel et évolutif du leadership féminin mauritanien, à la croisée de l'économie, des politiques publiques et de l'innovation sociale, répondent histoire, pouvoir installé et nouvelle vague.



Figure d'ouverture

Avant même le déroulé du classement, une figure s'impose comme fil conducteur de ce numéro spécial : la Première dame, Dr Mariem Dah.

À la croisée de la santé, de l'inclusion sociale et de la diplomatie d'influence, elle incarne une manière renouvelée d'occuper l'espace public en articulant action sociale, plaidoyer et rayonnement international de la Mauritanie. Sans être intégrée au classement, sa trajectoire éclaire le contexte dans lequel émergent les femmes mises à l'honneur et donne la mesure des ambitions portées par ce panorama du leadership féminin mauritanien.

Les Pionnières

Elles ont avancé dans des environnements où la présence des femmes dans les sphères de décision relevait encore de l'exception.

Leur héritage est à la fois concret et symbolique : elles ont ouvert des brèches dans les institutions, les secteurs économiques et les représentations du leadership féminin



Dr Leila Bouamatou

Administratrice Directrice Générale de la Générale de Banque de Mauritanie (GBM), figure de la transformation financière et du rayonnement continental



Sarah Boïde

Directrice générale de Mauritanian Security Services (MSS), pionnière du leadership féminin dans la sécurité privée



Aminata Kane

gouverneure adjointe de la Banque centrale de Mauritanie (BCM).



Aziza Ismael

Présidente Directrice Générale de la Clinique Chiva



Dr Fatma Bnejara

Directrice générale de Nouakchott Business School (NBS)



Ezza Môme

Executive director of Iman assurance | Présidente de l'Association Promotionnelle des Assureurs Mauritaniens

Les Icônes

Les Icônes incarnent une puissance féminine installée au coeur des organisations stratégiques de l'économie mauritanienne .

Elles dirigent des institutions, des entreprises ou des structures à fort impact, avec une influence qui dépasse leurs seules fonctions pour toucher à l'inclusion, à la modernisation et à l'ouverture régionale



Marien Zein

Directrice générale de MAFCI, associée aux enjeux de finance, d'investissement et de structuration économique



Hawa Diallo

Directrice générale de l'Office national du tourisme (ONT), identifiée comme une figure du renouveau touristique et de l'attractivité du secteur



Dr Allama Elmehdi

Fondatrice et Directrice générale, Prophamedis



Fatimetou Bellamech

Directrice du guichet unique, reconnue pour son action sur le climat des affaires et la facilitation des investissements



Khadijetou Leffad

Directrice générale de MAR Assurances, figure du leadership dans l'assurance et la réassurance



Assia Kamara

Présidente ONG ENSEMBLE | Membre du Conseil Économique Social et Environnemental | SG de la Plateforme des Femmes de la Grande Muraille Verte



Takiya Abeïd Rahman

Directrice de l'hydrogène à faible teneur en carbone au ministère de l'Énergie et du Pétrole,



Oumou Kane

fondatrice et présidente de l'Association Multiculturelle pour un Avenir Meilleur (AMAM)



Berdis Mohamed

Cheffe d'entreprise rizicole (Trarza) et fondatrice de Berdis Rice



Vatimetou DAHHY,

Secrétaire générale de l'Autorité de protection des données personnelles (APDP).

Génération montante : la relève en mouvement

La Génération montante rassemble dirigeantes et entrepreneures qui, souvent à la croisée du numérique, de l'innovation sociale et des nouvelles chaînes de valeur, réinventent les règles du jeu. Qu'elles évoluent dans la régulation financière, la tech, l'agri-transformation, la société civile ou la production de savoirs, elles expérimentent d'autres manières de créer de la valeur et d'influencer la décision. Leur point commun : une capacité à faire bouger les lignes, à connecter la Mauritanie à des réseaux régionaux et internationaux, et à porter un leadership plus jeune, plus collaboratif et résolument tourné vers l'avenir.



Imane Ismail Babah
Manager, Kosmos Innovation Center.



Lalla Elghoth
Coordinatrice du PAFFID à la Banque centrale



Amal Cheikh Abdallahi
Directrice Générale de la Caisse Nationale de Solidarité en Santé



Nene Kane
Business Director, SEPCO Industries



Sokhna Barro
Entrepreneure de la transformation locale et fondatrice ANDI-AGRO



Fatimetou Ennahwi
Directrice de l'habitat (ministère de l'habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire)



Maimouna Ahmed Salem
Directrice générale de l'Agence Nationale d'Exécution et de Suivi des Projets (ANESP)



Seta Traoré
Coach professionnelle et formatrice en art oratoire.



Data Al-Tayeb
Influenceuse et joaillière et Présidente Nouakchott Expo Gol



Amina HABIBOULLAH
Master of Engineering; CEO at InsightEx.



Nouvelles forces du leadership féminin

Au-delà de ce cœur de classement, une nouvelle génération de professionnelles, d'expertes et d'entrepreneures confirme la profondeur du vivier mauritanien. En santé, en finance, dans la recherche, le conseil ou les droits humains, ces femmes imposent leur signature par la qualité de leur expertise et la solidité de leurs engagements. Elles ne sont pas encore toujours sous les projecteurs, mais leurs décisions, leurs entreprises et leurs innovations pèsent déjà sur la transformation économique et sociale du pays. Réunies ici, elles incarnent ces nouvelles forces du leadership au féminin, appelées à compter dans les prochains classements.



Mariem Mint El Mouvid

Directrice Générale de la Société de Transport Public (STP) en Mauritanie



Amy Sow

rattachée aux questions de culture, de plaidoyer, de droits et d'imaginaire social



Dr Rim Mohamed Khaled

Médecin Cardiologue fondatrice de Cardio plus



Mariem Kane

Directrice Générale de l'Artisanat, des Métiers et de l'Economie Sociale et Solidaire



Dr. Nata Dieng

Médecin Nutritionniste et cmCoach Sportif



Esma Kane

Influenceuse immobilier de luxe



Mariem KHYAR

Directrice Marketing et Réseau Digital (Bankily)



Coumba Betty Diallo

Responsable de la communication, du marketing et du développement organisationnel à EXCO GHA Mauritanie et Première VP du Club des Entrepreneurs de Mauritanie



Amina Habib

fondatrice de Habib Holding



Zahra Bouna Moctar

Directrice des ressources et opérations, Banque El Amana

Entretien exclusif avec Latifa El Bouabdellaoui directrice générale du Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC)

L'accélération du financement de l'entrepreneuriat féminin suppose une mobilisation collective

Dans un contexte économique mondial en pleine mutation, la place des femmes dans l'entrepreneuriat s'impose comme un levier incontournable de croissance et d'innovation, notamment dans les pays du monde islamique. Entre défis structurels, accès limité aux financements et nécessité d'adapter les modèles économiques aux réalités locales, les initiatives se multiplient pour libérer le potentiel entrepreneurial féminin. Le financement innovant, en particulier, apparaît comme une réponse prometteuse pour accompagner ces dynamiques et renforcer l'inclusion économique. Dans cette interview exclusive, Latifa El Bouabdellaoui, directrice du Centre islamique pour le développement du commerce nous éclaire sur les stratégies mises en œuvre, les obstacles à surmonter et les perspectives d'avenir pour les femmes entrepreneures.

Quelles sont les priorités actuelles du Centre pour renforcer l'entrepreneuriat féminin dans les pays africains et, plus largement, dans le monde islamique ?

Le soutien à l'entrepreneuriat féminin constitue aujourd'hui un axe stratégique majeur de notre action, car il se situe au croisement de plusieurs priorités fondamentales : l'inclusion économique, la transformation productive, la création d'emplois et la cohésion sociale. Dans les pays africains membres



de l'OCI comme dans l'ensemble des pays de l'OCI, notre ambition est de contribuer à l'émergence d'écosystèmes plus favorables à l'initiative féminine, en agissant à la fois sur les capacités, sur l'accès aux opportunités et sur les conditions structurelles de développement.

Notre priorité est d'aider les femmes entrepreneures, en particulier celles à la tête de PME, à mieux s'insérer dans les circuits de production, de commerce et d'investissement, en particulier dans les secteurs à fort potentiel de valeur ajoutée. Il s'agit non seulement de soutenir la création d'activités, mais surtout de favoriser leur structuration, leur formalisation, leur montée en gamme, leur accès au financement et à des marchés plus larges, régionaux et internationaux.

Quels mécanismes concrets recommandez-vous pour améliorer l'accès des femmes entrepreneures aux financements, notamment dans des contextes où les garanties restent un obstacle majeur ?

La question de l'accès au financement appelle des réponses à la fois innovantes, pragmatiques et adaptées aux réalités du terrain. Dans de nombreux contextes, l'obstacle principal ne réside pas dans l'absence d'initiative ou de viabilité économique des projets, mais dans l'inadéquation des instruments financiers classiques aux profils de nombreuses femmes entrepreneures mais également au fait que ces femmes cheffes d'entreprise ne sont pas suffisamment outillées pour accéder aux financements existants.

C'est pourquoi il nous paraît essentiel de promouvoir des mécanismes tels que les fonds de garantie, les dispositifs de partage des risques, les lignes de financement dédiées, ainsi que des mécanismes fondés davantage sur l'accompagnement de ces femmes pour leur permettre de présenter des projets bancaables et disposer des d'outils managériaux et technique leur permettant de les porter et dé-risquer les mécanismes de financement mise à leur disposition. L'accès au financement doit donc être envisagé dans le cadre d'une approche globale, associant accompagnement technique, renforcement des capacités et renforcement de la bancabilité des projets.

Comment le Centre contribue-t-il à réduire les inégalités d'accès aux

La question de l'accès au financement appelle des réponses à la fois innovantes, pragmatiques et adaptées aux réalités du terrain.



services financiers pour les femmes, en particulier pour les femmes cheffes de PME ?

Le Centre entend contribuer à réduire les inégalités d'accès aux services financiers à travers un projet qui sera lancé très prochainement, et qui visera spécifiquement à accompagner les femmes, en particulier les cheffes de PME, afin de les rendre plus éligibles aux financements existants. L'objectif sera de les appuyer dans la structuration de leurs projets, le renforcement de leurs capacités de gestion et une meilleure compréhension des attentes des institutions financières.

En parallèle, ce projet prévoit également d'engager un travail étroit avec les partenaires financiers afin d'identifier et de promouvoir des solutions plus adaptées aux besoins de ces entrepreneures. L'ambition est de faire émerger, dans le cadre de ce programme, des mécanismes susceptibles de réduire davantage le risque perçu par les financeurs et, par conséquent, de faciliter un accès plus inclusif et plus efficace au financement.

Dans quelle mesure les instruments de la finance islamique peuvent-ils être un levier efficace pour soutenir les projets portés par des femmes ?

La finance islamique offre, à cet égard, des perspectives particulièrement prometteuses. Par ses principes de partage des risques, d'adossement à l'économie réelle et de recherche d'équité dans la relation financière, elle peut constituer un levier pertinent pour accompagner des projets entrepreneuriaux portés par des femmes, notamment là où les modèles conventionnels montrent leurs limites.

Des instruments tels que la moucharaka, la moudaraba, ou encore la microfinance islamique peuvent contribuer à élargir le champ des solutions disponibles, à condition qu'ils soient conçus dans une logique d'accessibilité, de simplicité et d'adéquation avec les besoins réels des bénéficiaires. Le potentiel est considérable, mais il suppose



un effort accru en matière d'ingénierie financière, de sensibilisation, de structuration des produits et de coopération entre les acteurs concernés.

Quels types de partenariats sont essentiels pour accélérer le financement et l'accompagnement des entrepreneures ?

L'accélération du financement de l'entrepreneuriat féminin suppose une mobilisation collective. Il ne s'agit pas d'un chantier sectoriel, mais d'une responsabilité partagée entre les pouvoirs publics, les institutions financières, le secteur privé, les organisations internationales et les structures d'accompagnement. Les pouvoirs publics ont un rôle décisif dans la mise en place d'environnements réglementaires incitatifs et de mécanismes de soutien adaptés. Les institutions financières doivent développer des produits plus inclusifs et innovants. Le secteur privé peut jouer un rôle central en matière de mentorat, d'intégration dans les chaînes de valeur, d'accès au marché et d'appui à la professionnalisation. Quant aux partenaires internationaux, ils apportent des ressources, de l'expertise et une capacité utile de mise à l'échelle. Ce dont nous avons besoin, ce sont de partenariats cohérents, orientés vers des résultats concrets et inscrits dans la durée.

Quels indicateurs utilisez-vous pour mesurer l'impact des initiatives en faveur des femmes entrepreneures, et quelles sont vos ambitions pour les prochaines années ?

L'évaluation de l'impact doit être à la fois rigoureuse et multidimensionnelle. Bien entendu, nous attachons de l'importance à des indicateurs tangibles tels que le nombre de femmes accompagnées, les financements mobilisés, les entreprises créées ou consolidées, le taux de formalisation, la croissance de l'activité ou encore les emplois générés. Mais ces éléments, à eux seuls, ne suffisent pas.

Nous observons également des dimensions plus qualitatives, telles que le renforcement de l'autonomie économique, la capacité de résilience, l'accès à de nouveaux marchés, l'amélioration de la gouvernance des entreprises et la durabilité des trajectoires entrepreneuriales. Pour les prochaines années, notre ambition est claire : contribuer à faire de l'entrepreneuriat féminin non plus un sujet périphérique, mais un pilier pleinement reconnu des stratégies de développement, de financement et d'intégration économique dans les pays membres de l'OCI et particulièrement en Afrique.

L'accélération du financement de l'entrepreneuriat féminin suppose une mobilisation collective. Il ne s'agit pas d'un chantier sectoriel, mais d'une responsabilité partagée entre les pouvoirs publics, les institutions financières, le secteur privé, les organisations internationales et les structures d'accompagnement.

Edy Zeine, ministre des mines et de l'industrie Pour les investisseurs internationaux, ce que nous offrons, c'est d'abord la stabilité contractuelle

La Mauritanie est souvent présentée comme un géant minier en devenir. Quelle est aujourd'hui votre évaluation réaliste du potentiel minier national ?

Vous savez, le terme « géant en devenir » me plaît parce qu'il dit quelque chose de vrai — mais il dit aussi quelque chose d'exigeant. On ne peut pas se contenter de proclamer le potentiel. Il faut le construire, le concrétiser.

La richesse de notre sous-sol, elle est là, elle est réelle. On parle de gisements de fer parmi les plus importants au monde — la SNIM, à Zouerate, c'est une réalité depuis des décennies. On a de l'or, du cuivre, du phosphate, du gypse, du sel. Et on a des indices sur des terres rares et des minéraux critiques. Notre domaine géologique — une grande partie n'a pas encore été explorée sérieusement. C'est une chance, mais c'est aussi une responsabilité.

Ce que je dis toujours, c'est qu'un potentiel géologique ne nourrit pas un peuple par lui-même. Il nous reste du travail — sur les infrastructures de transport, sur l'énergie, sur la formation de nos cadres, sur notre capacité à transformer ici même ce qu'on extrait. C'est précisément ce à quoi s'est engagé Son Excellence le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani : transformer ces atouts géologiques en richesse tangible pour les Mauritaniens. C'est un programme, c'est une vision, et nous y travaillons avec méthode.

Quels sont les minerais stratégiques prioritaires et aujourd'hui, comment comptez-vous accélérer leur valorisation ?



On a mené un travail pour identifier ce qui est vraiment stratégique — pas seulement au regard de ce qu'on a dans le sol, mais au regard de ce que le monde va chercher dans les prochaines décennies. Le fer, d'abord. C'est notre colonne vertébrale et ça le restera. La SNIM produit des dizaines de millions de tonnes par an. Ce n'est pas acquis pour toujours — on travaille à moderniser les équipements, à explorer des gisements satellites, à prolonger et renouveler nos réserves prouvées.

L'or, ensuite. Kinross à Tasiast a montré que la Mauritanie peut attirer et accueillir des projets de classe mondiale. Nous voulons accélérer les campagnes d'exploration dans le Tiris, l'Inchiri, au Ghidimagha. Il y a là un potentiel qui n'a pas encore livré tout ce qu'il a.

Et puis il y a ce que j'appelle la priorité nouvelle, celle qui conditionne en partie notre avenir : les minéraux critiques. Le lithium, le cobalt, les terres rares, le manganèse. La transition énergétique mondiale crée une demande que personne n'avait vraiment anticipée à cette échelle. Des travaux de cartographie géologique ont déjà démarré, mais je ne vais pas vous mentir — on en est au début. Notre ambition, c'est de lancer un programme national exhaustif, et on cherche activement les financements internationaux pour le faire. C'est l'un de nos objectifs les plus urgents. Déjà certaines des entreprises minières ont pris le devant en participant au financement des premières phases de notre ambitieux programme de cartographie géologique et l'État consacre désormais annuellement un budget conséquent pour la réalisation d'un nombre de feuillets afin d'aboutir à terme à une meilleure connaissance de notre sol.

Pour accélérer concrètement : on réforme le cadre légal pour le rendre plus lisible et plus sécurisant pour les investisseurs. On renforce les capacités de notre administration minière pour que les délais d'octroi de permis ne soient plus un frein. Et on cible des infrastructures essentielles — des routes minières, des lignes électriques — pour désenclaver les zones à fort potentiel qui, aujourd'hui, sont inaccessibles à tout opérateur sérieux.

Comment l'État équilibre-t-il exploitation minière et préservation de l'environnement dans un contexte de pression internationale accrue ?

Je vais d'abord rejeter la fausse opposition. On nous présente souvent



cela comme un dilemme — soit on exploite, soit on protège. Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne, et ce n'est pas comme ça que nous travaillons.

Tout projet minier en Mauritanie passe obligatoirement par une étude d'impact environnemental et social, validée par le ministère de l'Environnement. Ce n'est pas une formalité — c'est un engagement suivi tout au long du cycle de vie de la mine. Nous avons aussi introduit dans les conventions minières des clauses de réhabilitation avec consignation financière : un opérateur qui exploite doit garantir qu'il remettra le site en état. Pas de promesse vague — une garantie contractuelle, financée.

Sur la pression internationale — je veux être clair là-dessus. Ce n'est pas parce que la communauté internationale regarde que nous protégeons notre environnement. C'est parce que ce sont nos terres, nos communautés, nos écosystèmes. C'est notre devoir envers les générations qui viennent après nous. Cela relève de notre souveraineté et de notre éthique, pas d'une injonction extérieure.

Cela dit, les exigences internationales, on les voit aussi comme une opportunité. Les marchés européens et nord-américains veulent des minerais produits de manière responsable. La certification ESG devient un avantage concurrentiel réel. Nous travaillons à aligner nos standards sur les meilleures pratiques — les Principes de l'Équateur, les directives de l'IFC. La Mauritanie veut être un fournisseur de minerais propres. C'est un choix stratégique assumé.

L'orpaillage artisanal connaît un essor important. Comment encadrer ce secteur pour le rendre plus sûr, plus productif et mieux intégré à l'économie formelle ?

Des dizaines de milliers de nos compatriotes vivent de l'orpaillage artisanal. On ne peut pas faire comme si ce secteur n'existait pas — ni le réprimer sans proposer d'alternative. Ce serait une erreur grave, humainement et économiquement.

Notre approche, c'est l'intégration par la structuration. Concrètement, on a mis en place un programme de délimitation de zones d'orpaillage artisanal légalement reconnues, où les orpailleurs peuvent travailler dans un cadre sécurisé, avec l'appui de l'État.

C'est dans ce cadre qu'intervient l'agence Maaden Mauritanie — créée précisément pour développer ce sous-secteur artisanal et semi-industriel. C'est la concrétisation d'un engagement fort du Président de la république dans son programme électoral. Cette agence déploie un plan de formalisation qui inclut l'adoption de techniques éliminant ou réduisant drastiquement le mercure. C'est à la fois une question de santé publique — le mercure détruit des vies — et une condition pour que ce secteur soit durable.

On travaille aussi sur des formes simplifiées d'autorisations d'exploitation. L'idée, c'est de rendre la formalisation plus attractive que l'informalité. Si les démarches sont simples, si le cadre légal offre des avantages concrets, les gens ont une raison de rejoindre le circuit formel. Maaden Mauritanie assure également une assistance technique continue pour accompagner cette transition dans la durée.

Quelles mesures concrètes sont prévues pour lutter contre les circuits informels et la contrebande d'or ?

La contrebande d'or, c'est un manque à gagner fiscal considérable — et c'est aussi un affaiblissement de notre souveraineté sur nos propres ressources. Nous l'avons pris à bras-le-corps.

La première réponse, c'est économique. Nous travaillons à ouvrir des comptoirs d'achat d'or officiels, proches des zones de production, qui proposent des prix compétitifs et un paiement immédiat. Si l'État ou ses partenaires agréés offrent un prix juste, l'attrait des circuits clandestins disparaît mécaniquement. On ne combat pas l'informel seulement par la répression — on le combat en rendant le formel plus intéressant.

La deuxième réponse, c'est le contrôle coordonné. On renforce la coopération entre les services des mines, la douane, la gendarmerie et les services financiers. L'idée, c'est une action cohérente aux frontières et dans les zones de transit — pas des interventions isolées qui ne changent rien durablement.

Peut-on envisager des coopératives ou des modèles industriels hybrides pour moderniser l'exploitation artisanale ?

Absolument — et c'est d'ailleurs l'une des pistes sur lesquelles nous misons le plus. L'agence Maaden Mauritanie a justement pour mission de structurer ce sous-secteur, et la création de coopératives d'orpailleurs est au cœur de sa stratégie. Ces structures permettent de mutualiser les équipements, de négocier collectivement les prix de vente, d'accéder au financement, et d'assurer une vraie gouvernance interne.

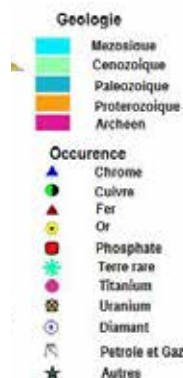
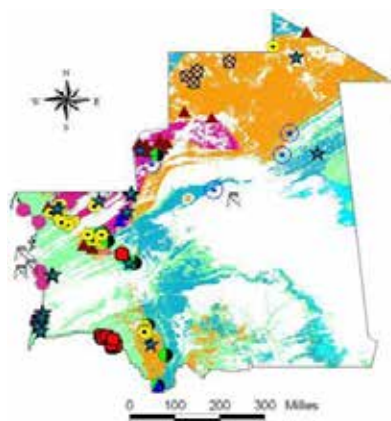
Nous voulons créer un cadre juridique adapté à ces coopératives minières artisanales. Ce n'est pas encore en place partout, mais on avance dans la réforme qui verra le jour très prochainement.

Le modèle qui m'enthousiasme le plus, c'est celui de la semi-mécanisation progressive. Des coopératives d'orpailleurs qui, étape par étape, acquièrent du matériel de prospection et de traitement plus performant, avec l'appui technique d'entreprises minières formelles, dans un schéma de partenariat structuré. C'est une transition graduelle vers l'exploitation à petite échelle industrielle. On préserve les emplois, on augmente la productivité, on améliore la sécurité. C'est une direction concrète et non pas une vision utopique.

Comment garantir que les revenus miniers bénéficient davantage aux populations locales, notamment dans les zones d'exploitation ?

Je vais être direct : un projet minier qui n'apporte rien de tangible aux populations riveraines n'est pas acceptable. Pas moralement, pas politiquement, et franchement, pas non plus sur le long terme pour l'opéra-

Notre approche, c'est l'intégration par la structuration. Concrètement, on a mis en place un programme de délimitation de zones d'orpaillage artisanal légalement reconnues, où les orpailleurs peuvent travailler dans un cadre sécurisé, avec l'appui de l'État.



teur lui-même.

Nous avons révisé notre code minier pour y renforcer les obligations de contenu local, et une nouvelle loi sur le Contenu Local a été promulguée. Les conventions minières incluent désormais des quotas d'emploi local, des obligations de sous-traitance aux entreprises mauritaniennes et des contributions aux fonds de développement communautaire. Ce sont des engagements contractuels, vérifiables, pas des vœux pieux.

Au-delà des obligations légales, nous encourageons les opérateurs à investir dans les infrastructures locales — routes, eau, électricité, écoles, centres de santé — dans le cadre de programmes de responsabilité sociétale négociés avec les communautés elles-mêmes. Parce que quand les populations voient concrètement ce que l'activité minière leur apporte, elles deviennent des partenaires du développement plutôt que des spectateurs méfiants.

La transparence dans la gestion des ressources reste un enjeu majeur. Quelles avancées institutionnelles à ce jour la Mauritanie a engagé ?

La transparence, c'est non négociable. Ce n'est pas une posture pour les bailleurs de fonds — c'est un contrat de confiance avec notre propre peuple.

La Mauritanie est membre de l'ITIE — l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives — depuis plusieurs années. Nos rapports de réconciliation des flux financiers sont publiés régulièrement. C'est

un acquis important que nous entendons consolider, pas fragiliser.

Au niveau du ministère, nous travaillons à la dématérialisation complète du cadastre minier. L'objectif, c'est que n'importe quel opérateur, n'importe quel citoyen, puisse consulter en temps réel l'état des permis et titres miniers sur l'ensemble du territoire national. C'est de la transparence concrète, pas une déclaration d'intention.

Nous travaillons aussi à la publication systématique des conventions minières dans leurs grandes lignes — pour que les engagements des opérateurs en matière fiscale, environnementale et sociale soient connus et puissent faire l'objet d'un suivi citoyen. La transparence, on ne la perçoit pas comme une obligation vis-à-vis de nos partenaires internationaux. C'est d'abord ce qu'on doit à nos propres concitoyens.

La Mauritanie exporte encore majoritairement des matières premières brutes. Quelle est votre stratégie pour développer la transformation locale ?

Exporter des matières premières brutes, c'est laisser partir la valeur ajoutée que nous pourrions créer ici, avec nos propres emplois, nos propres entreprises. C'est l'un des grands paradoxes du développement africain — et on n'y échappe pas encore. Mais on a une stratégie claire pour changer progressivement ce paradigme.

Pour le fer, avec la SNIM, on explore la production de boulettes de haute qualité — des pellets —

qui se vendent avec une meilleure marge sur les marchés asiatiques et européens. Une unité de pelletisation supplémentaire est à l'étude. Ce serait un saut qualitatif significatif.

Pour l'or, on veut développer une capacité nationale de raffinage. Aujourd'hui, l'or extrait en Mauritanie est raffiné à l'étranger. Avoir une raffinerie certifiée sur notre territoire nous permettrait de capter cette valeur et de positionner la Mauritanie comme un hub régional. C'est faisable, ce n'est pas une utopie.

Pour les minéraux critiques, on veut être présents dans les premières étapes de transformation — purification, concentration — avant l'export. L'idée, c'est de s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales à un niveau plus élevé que le simple minerai brut.

Je veux aussi souligner l'importance du projet Tiris, l'un des gisements d'uranium les plus prometteurs de notre région. L'uranium connaît un regain d'intérêt mondial dans le cadre de la transition énergétique. Nous entendons valoriser ce potentiel de manière responsable, en veillant à ce que son exploitation génère des retombées réelles pour notre économie et nos populations.

Quels secteurs industriels souhaitez-vous prioriser pour accompagner le développement minier (sidérurgie, raffinage, chimie, etc.) ?

Le développement minier ne peut pas être une fin en soi — c'est le point de départ d'une industrialisation plus large. Nous l'avons clairement identifié.

La sidérurgie est en tête. Avec nos réserves de fer et notre potentiel exceptionnel en énergies renouvelables — éolien, solaire — nous pouvons envisager la production d'acier vert. C'est exactement ce que cherchent les marchés européens dans le cadre de leur politique de décarbonation. C'est une convergence d'opportunités qu'on ne peut pas laisser passer.

La chimie minière ensuite : transformer le phosphate et d'autres minéraux en engrais, en produits chimiques industriels. Une filière

Pour les investisseurs internationaux, ce que nous offrons, c'est d'abord la stabilité contractuelle. Les conventions minières sont protégées contre les modifications unilatérales. Le cadre juridique s'aligne sur les meilleures pratiques internationales. Et ils ont en face d'eux un interlocuteur gouvernemental fiable et compétent. Nous participons activement aux grands forums miniers — Mining Indaba, PDAC, Future Forum — pour faire connaître la Mauritanie comme destination d'investissement sérieuse.



qui peut aussi contribuer à la sécurité alimentaire régionale — c'est une dimension qu'on ne doit pas négliger.

La mécanique et la maintenance industrielle : on importe massivement des pièces pour l'industrie minière. Développer des ateliers locaux de réparation et de fabrication, c'est un gisement d'emplois qualifiés. La SNIM dispose déjà, via COMECA, d'une capacité dans ce domaine — mais c'est un secteur qui peut être étendu bien au-delà de ce qui existe aujourd'hui. Enfin, les industries de services aux mines — logistique, géophysique, traitement de données — sont des secteurs à haute valeur ajoutée. Ce sont ces métiers que nous voulons voir émerger avec des entreprises mauritaniennes.

Comment attirer des investisseurs internationaux tout en favorisant l'émergence d'un tissu industriel local compétitif ?

C'est effectivement l'équilibre le

plus délicat à trouver. Et je ne veux pas choisir — entre investisseurs étrangers et opérateurs locaux. Ce n'est pas une opposition, c'est une complémentarité à construire intelligemment.

Pour les investisseurs internationaux, ce que nous offrons, c'est d'abord la stabilité contractuelle. Les conventions minières sont protégées contre les modifications unilatérales. Le cadre juridique s'aligne sur les meilleures pratiques internationales. Et ils ont en face d'eux un interlocuteur gouvernemental fiable et compétent. Nous participons activement aux grands forums miniers — Mining Indaba, PDAC, Future Forum — pour faire connaître la Mauritanie comme destination d'investissement sérieuse.

Pour le tissu local, nous imposons aux grands opérateurs des obligations croissantes de sous-traitance locale et de transfert de compétences. Et nous travaillons avec les banques et les fonds d'investisse-

ment pour que les entreprises mauritaniennes qui veulent se positionner comme fournisseurs de l'industrie minière aient accès au financement dont elles ont besoin.

Ma conviction, et je la partage avec les investisseurs sérieux que je rencontre : ces obligations, ils ne les fuient pas. Ils les accueillent favorablement — parce qu'un projet minier qui crée de la richesse locale, c'est un projet qui bénéficie de l'adhésion des communautés, qui réduit les risques opérationnels, qui dure. C'est exactement ce que nous voulons bâtir ici.

Pour un dernier mot, je vous remercie pour ces questions. Les mines et l'industrie sont au cœur de notre ambition de développement. Notre gouvernement a la responsabilité de transformer ce potentiel géologique en prospérité durable pour tous les Mauritaniens — et c'est un engagement que nous prenons très concrètement, au quotidien.

I.Dia

bimbank, Banque Islamique de Mauritanie

Une offre de solutions bancaires modernes. Un réseau de **24 agences**. Une application souple et efficace pour un service de proximité.



Gérez vos finances en toute sérénité et profitez d'un accompagnement personnalisé où que vous soyez.

LES 8

FONDEMENTS DE L'AMBITION DE DEVELOPPEMENT DE LA SNIM

1 Un pionnier africain dans l'exploitation du minerai de fer

La SNIM exploite, depuis plus de 60 ans, d'importants gisements situés dans la région du Tiris Zemmour, notamment à Zouérate et F'Derick.

Elle s'est imposée comme le deuxième producteur africain de minerai de fer et elle constitue l'une des principales locomotives des exportations mauritaniennes et de l'économie du pays. Sur le plan commercial, la SNIM a su tisser des relations solides avec les principaux sidérurgistes à travers le monde.

2 Le train minéralier : un atout logistique sous-régional incomparable

La SNIM dispose d'une ligne ferroviaire stratégique de plus de 700 km reliant les mines de Zouerate au port minéralier de Nouadhibou.

Elle assure le transport du minerai de fer vers la côte atlantique pour son exportation, constituant une infrastructure essentielle pour le développement de l'activité minière dans le Nord de la Mauritanie.

3 Le port minéralier de Nouadhibou

La SNIM exploite son propre port de chargement sur la façade atlantique à Nouadhibou.

Grâce aux opérations de dragage et aux investissements techniques, les capacités de chargement et la performance logistique du port ont considérablement été renforcées. Il peut charger des navires de 230 000 tonnes.

4 Des installations industrielles adaptées

La SNIM a engagé d'importants investissements industriels visant à accroître la capacité de production et à améliorer la qualité de ses produits :

- Deux usines d'enrichissements du minerai (Guelb 1 et Guelb 2) pour la production du concentré à partir du magnétite pauvre ;
- Plusieurs manutentions de traitement du minerai hématite;
- La Société peut ainsi produire actuellement près de 15 millions de tonnes par an.



5 Un opérateur minier solide

- un chiffre d'affaires de 1, 172 milliard de dollars;
- 27% des exportations du pays ;
- plus de 6700 emplois directs;
- 6% du PIB ;
- 10% des recettes fiscales de l'État mauritanien.

6 Un groupe fortement intégré à l'économie nationale

A côté de son core-business, la SNIM est un groupe de plusieurs filiales opérant dans des secteurs stratégiques tels que :

- Les travaux publics ;
- L'énergie ;
- L'immobilier ;
- La mécanique industrielle ;
- La manutention portuaire ;
- Le tourisme.

7 Un engagement résolu en faveur de la durabilité

- Un solide système de management environnemental
- Développement des énergies renouvelables
- Une Fondation de bienfaisance
- Hydrogène vert et décarbonation
- Promotion du contenu local
- Transition énergétique

8 Une entreprise au diapason des standards

- La certification ISO 9001 ;
- La certification ISO 14001 ;
- Le label engagé RSE ;
- La certification ISO 45001
- Le label Responsibility Europe
- Evaluation Ecovadis.

SE 7

CRENEAUX D'INVESTISSEMENT PRIORITAIRES

1 Augmentation de la capacité de production minière

La SNIM a mis en place un programme stratégique d'entreprise (PSE) avec l'ambition affichée d'augmenter fortement sa production de minerai de fer, avec un premier pic de 45 millions de tonnes par an à l'horizon 2030.

Cette stratégie repose sur plusieurs leviers:

- L'ouverture de nouveaux gisements et l'optimisation des gisements existants;
- Le développement de la mine de Fderick;
- Le renforcement des capacités de production des usines d'enrichissement;
- Le développement des partenariats stratégiques;
- Le développement de la mine de Tizerghaf

2 Renforcement des capacités logistiques

- Acquisition de nouvelles locomotives ;
- Augmentation du nombre de wagons ;
- Développement et modernisation des installations portuaires;

3 Développement de produits à forte valeur ajoutée

- Pelletisation (bouletage)
- DRI (direct reduced iron)
- HBI (Hot-briquetted iron)



DE LA SNIM À L'HORIZON 2030



4 Transition énergétique

- Promotion des énergies renouvelables (solaire et éolienne)
- Intégration de l'hydrogène vert dans la chaîne de valeur

5 Développement des infrastructures hydrauliques

- Des nouvelles unités de dessalement ;
- Des infrastructures de stockage et de distribution ;
- La sécurisation de l'alimentation des villes minières.

6 Création d'un hub industriel à Nouadhibou

- Des activités de transformation ;
- Des infrastructures industrielles ;
- Des services logistiques à forte valeur ajoutée.
- Transformation numérique

7 Développement du capital humain et de l'écosystème local

- La formation technique des jeunes Mauritaniens ;
- Renforcement des compétences nationales ;
- Soutien des entreprises locales ;
- La création d'emplois durables dans les régions minières.





par Dia El Hadj Ibrahima

VISION

NOUAKCHOTT ACCÉLÈRE SA TRANSFORMATION URBAINE

La capitale mauritanienne Nouakchott entre dans une phase décisive de sa modernisation. Après une première étape jugée largement avancée, avec un taux d'exécution supérieur à 93 %, le programme d'urgence de développement urbain franchit un nouveau palier stratégique. Il s'agit désormais d'engager une transformation plus profonde, structurée et durable de la ville, à travers une deuxième phase dotée de plus de 100 milliards d'ouguiyas (MRO), soit environ 255 millions de dollars.

Cette nouvelle étape a été officiellement présentée, jeudi 7 mai, au président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Elle s'inscrit dans le cadre du suivi des grands projets structurants de l'État, traduisant une volonté politique de consolider les acquis de la première phase tout en accélérant la modernisation des infrastructures urbaines.

Une première phase fondatrice, axée sur l'urgence et les priorités essentielles:

Lancée en janvier 2025, la première phase du programme, financée à hauteur de 57 milliards d'ouguiyas (MRO), soit environ 145 millions de dollars, a constitué une réponse rapide aux défis les plus pressants de la capitale. Elle a permis d'engager une série de chantiers prioritaires ciblant les infrastructures de base, les services essentiels et l'amélioration du cadre de vie.

Avec un niveau d'exécution dépassant les 93 %, cette phase a joué un rôle structurant. Elle a notamment permis de renforcer la capacité d'intervention publique dans des secteurs clés souvent marqués par des insuffisances chroniques : voirie, accès aux services, et amélioration de certains équipements urbains. Plus qu'une simple phase de travaux, elle a servi de socle opérationnel pour une transformation urbaine plus ambitieuse.

Une deuxième phase orientée vers la modernisation structurelle:

La deuxième phase marque un changement d'échelle et d'approche. Elle ne se limite plus à des interventions d'urgence, mais vise une restructuration plus profonde de l'organisation urbaine de Nouakchott.

Les investissements prévus s'articulent autour de plusieurs axes stratégiques :

- * Renforcement du réseau routier afin de fluidifier la circulation dans une capitale confrontée à une croissance rapide du parc automobile et à des congestions récurrentes.

La dynamique démographique de Nouakchott constitue l'un des principaux défis auxquels les pouvoirs publics doivent faire face. L'exode rural, la concentration des activités économiques et administratives, ainsi que l'urbanisation rapide ont profondément transformé la structure de la ville.

- * Modernisation des systèmes d'assainissement et de drainage, un enjeu crucial dans une ville exposée à des problèmes d'évacuation des eaux et à des risques d'inondation saisonnière.

- * Extension des réseaux d'eau potable et d'électricité, indispensable pour accompagner l'expansion urbaine et garantir un accès plus équitable aux services de base.

- * Développement d'équipements publics de proximité, visant à réduire les déséquilibres territoriaux entre quartiers et à renforcer la cohésion urbaine. Cette approche traduit une volonté de passer d'une logique de rattrapage à une logique de planification urbaine intégrée.

Une réponse aux défis d'une capitale en forte pression démographique:

La dynamique démographique de Nouakchott constitue l'un des principaux défis auxquels les pouvoirs publics doivent faire face. L'exode rural, la concentration des activités économiques et administratives, ainsi que l'urbanisation rapide ont profondément transformé la structure de la ville.

Cette croissance exerce une pression constante sur les infrastructures existantes, souvent insuffisantes pour absorber la demande. Elle accentue également les disparités entre quartiers, notamment en matière d'accès aux services essentiels et d'aménagement urbain.

Dans ce contexte, le programme vise à corriger les déséquilibres structurels tout en anticipant les besoins futurs. L'objectif est de rendre la capitale plus fonctionnelle, mieux connectée et plus résiliente face aux contraintes climatiques et urbaines.

Un chantier stratégique pour la modernisation du pays:

Au-delà de son impact local, ce programme s'inscrit dans une vision nationale de modernisation urbaine. Il reflète une volonté de transformer Nouakchott en un véritable pôle urbain structuré, capable de soutenir le développement économique et d'améliorer durablement les conditions de vie des populations.

Par son ampleur financière, la diversité de ses composantes et son ambition territoriale, ce chantier figure parmi les programmes d'investissement urbain les plus importants engagés en Mauritanie ces dernières années. Il illustre une orientation claire : faire de la capitale un espace urbain mieux organisé, plus équitable et tourné vers l'avenir.

Package Abonnement Entreprise

- 1 Envoie du PDF par numéro pendant une année
2. Livraison de 5 exemplaires du journal en format physique par numéro pendant une année

20.000 MRU/AN

Bon de souscription

Nom:

Prenom

Adresse:

Téléphone

Email:

Fonction/ Entreprise

Je m'engage à recevoir pendant 12 mois le Pack abonnement ENTREPRISE s'élevant à 20.000 (vingt milles MRU) payable en: ☐ espèces, ☐ chèques ☐ virement

Signature:

Contact : +222 37 02 78 28 / 46 82 00 37
mayo.sow@financialafrik.com
diallorysow@gmail.com

Mansour NDIAYE Représentant Résident du PNUD en Mauritanie

«La conjoncture actuelle inédite est une opportunité pour accélérer la transformation et la souveraineté économique»

À l'heure où la Mauritanie accélère sa transformation économique et sociale, le PNUD réaffirme son engagement aux côtés des autorités nationales pour promouvoir un développement plus inclusif, résilient et durable. Gouvernance, jeunesse, innovation, transformation digitale, développement local, transition énergétique, égalité des genres et résilience climatique : dans cet entretien, Mansour NDIAYE, Représentant résident du PNUD en Mauritanie, revient sur les grandes priorités stratégiques qui façonnent l'avenir du pays à l'horizon 2030 et au-delà.

Comment le PNUD définit-il aujourd'hui ses priorités d'intervention en Mauritanie à l'horizon 2030, en cohérence avec les ODD et la SCAPP (2016-2030), notamment dans le cadre du 3^e plan d'action 2026-2030, et quelle vision portez-vous au-delà de 2030 en termes de transformation structurelle du pays ?

Nos priorités jusqu'en 2030 s'alignent parfaitement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) et ceux de la SCAPP, dont le troisième plan d'action (2026-2030) offre l'opportunité de réimaginer la trajectoire de développement de l'économie mauritanienne, en sublimant ses potentialités pour un saut qualitatif visant à accélérer la dynamique de prospérité au bénéfice des populations.

Dans le cadre de notre Document de Programme de Pays (CPD) 2024-2027, nos interventions clés se concentrent sur trois piliers fondamentaux : (i) la promotion d'une croissance créatrice d'emplois, avec un accent sur l'employabilité et l'entrepreneuriat des jeunes, (ii) l'enracinement d'une gouvernance transparente, la lutte contre la corruption, l'accès à la justice et la modernisation de l'administration, (iii) la résilience



climatique et la gestion durable des ressources naturelles avec la promotion de filières vertes telles que l'utilisation productive de l'énergie renouvelable et de l'agriculture intelligente. Ces leviers d'action intègrent des catalyseurs essentiels en particulier le financement du développement, l'égalité de genre à l'accès équitable aux opportunités entre hommes et femmes, la transformation numérique et l'innovation.

Au-delà de 2030, notre vision de la transformation structurelle de la Mauritanie repose sur un véritable changement paradigmatique. Il s'agira de se concentrer sur un nombre limité de priorités à fort impact, capables de générer une croissance créatrice d'emplois et de soutenir la transformation des filières à fort potentiel, afin de promouvoir une économie diversifiée assise sur des pôles de développement territoriaux compétitifs et résilients. Il faut souligner que le rôle du secteur privé sera déterminant pour construire une économie plus souveraine, plus verte et pleinement intégrée aux dynamiques régionales et mondiales.

Au-delà des approches classiques, quels leviers innovants et structurants le PNUD mobilise-t-il pour contribuer à l'éradication de la pauvreté et à la réduction durable des inégalités dans le pays ?

Pour éradiquer la pauvreté et réduire durablement les inégalités, il est aujourd'hui impératif de dépasser les modèles fragmentés. Au PNUD Mauritanie, notre stratégie s'appuie sur des leviers d'action systémiques et profondément innovants.

Le premier d'entre eux est notre transition vers une approche portefeuille qui privilégie des interventions interconnectées. Cette démarche est guidée par des analyses de pauvreté multidimensionnelle et des outils de simulation macroéconomiques. Ils nous permettent d'affiner notre



ciblage et d'éclairer les décisions publiques avec précision.

Pour soutenir cette ambition, nous mobilisons activement des financements innovants et verts. L'exploration de ces nouveaux mécanismes financiers est cruciale pour catalyser les investissements, soutenir la transition énergétique et démultiplier les ressources allouées au développement.

Ces investissements s'accompagnent d'un engagement transversal absolu pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes. En couplant l'accélération du numérique pour l'inclusion avec une formation professionnelle adaptée aux mutations économiques, nous renforçons leur pouvoir d'action et leurs capacités économiques. Ils sont les véritables moteurs de notre agenda pour la création d'emplois décents et la transformation sociale.

C'est en ancrant nos solutions au plus près des communautés, en travaillant avec les acteurs institutionnels locaux, les organisations de la société civile et le secteur privé, que nous renforçons durablement la résilience des populations, l'appropriation des interventions et leur impact à long terme, afin de garantir un développement où personne n'est laissé de côté.

Dans un contexte mondial instable, marqué par des tensions géopolitiques, des pressions économiques et une baisse de l'aide publique au développement, comment le PNUD accompagne-t-il la Mauritanie pour renforcer sa souveraineté économique face aux chocs externes ?

Face à cette conjoncture mondiale inédite, la réponse ne peut plus reposer sur Aide Publique au Développement (APD). Notre approche consiste à aider la Mauritanie à transformer cette contrainte en opportunité, en bâtissant une résilience structurelle qui consolide sa souveraineté économique.

Premièrement, pour pallier la baisse de l'APD, nous accompagnons le pays dans l'optimisation de la mobilisation des ressources intérieures et l'amélioration du climat des affaires pour attirer le secteur privé. Nous structurons également des cadres propices aux financements innovants et verts afin de diversifier les sources de capitaux.

Deuxièmement, la souveraineté exige de réduire la dépendance aux impor-

tations et aux chocs extérieurs. C'est pourquoi nous appuyons la diversification économique à travers la valorisation des chaînes de valeur locales, notamment agropastorales et industrielles. L'accompagnement du secteur énergétique – avec l'intégration des revenus gaziers et le développement de l'hydrogène vert – est au cœur de notre stratégie pour garantir à la fois la souveraineté énergétique et une nouvelle dynamique de croissance.

Troisièmement, la souveraineté financière. Nous soutenons les réflexions et les efforts engagés par le gouvernement autour de l'obtention d'une notation souveraine. Il s'agit d'un levier majeur pour renforcer la crédibilité du pays sur la scène internationale, rassurer et attirer les investissements directs étrangers (IDE), et diversifier les sources de financement du développement au-delà des canaux traditionnels.

Enfin, la souveraineté par le capital humain. La promotion d'une formation professionnelle moderne et rigoureusement adaptée aux besoins du marché est au cœur de notre action. En dotant les jeunes et les femmes de compétences techniques dans les secteurs porteurs – comme l'énergie, les mines ou l'agrobusiness – nous renforçons la productivité nationale et réduisons la dépendance à l'expertise extérieure.

Dans quelle mesure l'innovation, en particulier les solutions numériques et l'intelligence artificielle, constitue-t-elle un levier de transformation pour accélérer le développement et soutenir la modernisation et l'efficacité des services publics ?

L'innovation, en particulier les solutions numériques et l'intelligence artificielle, représente aujourd'hui une véritable opportunité d'accélération du développement pour la Mauritanie. Le PNUD accompagne cette dynamique en appuyant la modernisation de l'administration, le développement d'outils numériques intelligents pour le suivi de la SCAPP et des politiques publiques, ainsi que le renforcement de l'aide à la décision, de l'exploitation des données et de l'anticipation des risques, notamment climatiques. Nous explorons également des technologies émergentes comme la blockchain pour renforcer la traçabilité, la transparence et la fiabilité de certains systèmes et processus publics.

Ces investissements s'accompagnent d'un engagement transversal absolu pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des jeunes. En couplant l'accélération du numérique pour l'inclusion avec une formation professionnelle adaptée aux mutations économiques, nous renforçons leur pouvoir d'action et leurs capacités économiques.

L'innovation constitue aussi un levier important pour stimuler l'entrepreneuriat, les compétences et l'économie de la connaissance. À travers UNIP-OD, hub d'innovation et d'entrepreneuriat, le PNUD soutient un véritable écosystème d'innovation réunissant jeunes, startups, secteur privé et acteurs publics autour de solutions adaptées aux défis du pays, avec une forte orientation vers l'employabilité, et les technologies.

Mais cette transition numérique doit rester inclusive. L'enjeu est de faire en sorte que l'innovation contribue à réduire les inégalités plutôt qu'à créer de nouvelles fractures. C'est pourquoi le PNUD accorde une attention particulière au renforcement des capacités nationales, à la gouvernance des données et à l'appropriation locale des outils numériques. Ces efforts ont contribué à rapprocher les services publics des citoyens grâce au numérique, mais également un accès simplifié et une administration plus proche.

Notre ambition est d'accompagner la Mauritanie dans la construction de cet écosystème d'innovation, capable de soutenir durablement une administration plus performante, une économie plus compétitive et une croissance plus inclusive et résiliente.

L'une des grandes richesses de la Mauritanie réside dans sa jeunesse.

Comment le PNUD accompagne-t-il le développement de l'employabilité des jeunes et la promotion de l'entrepreneuriat, en particulier féminin, à travers les territoires, afin de créer des opportunités économiques inclusives et durables ?

Le PNUD soutient activement la Stratégie Nationale de la Jeunesse (SNJ) 2024-2030 de la Mauritanie. Son objectif est de positionner les jeunes comme les véritables moteurs de la transformation socio-économique du pays, en misant sur leur employabilité, leur esprit d'entreprise et l'inclusion des populations vulnérables et isolées. Pour y parvenir, le PNUD déploie plusieurs initiatives stratégiques :

En matière d'engagement citoyen et en partenariat avec le Programme national de volontariat, une base de données géoréférencée a été créée. Elle a permis de mobiliser plus de 10 600 jeunes (dont 50 % de filles) dans des projets de développement liés à l'éducation, la santé ou l'environne-

ment.

Au titre de l'employabilité et de la formation professionnelle, la facilitation de l'accès au premier emploi des jeunes diplômés a été promue avec le programme MOURAVAGHA qui offre encadrement et stages. En parallèle, les centres de formation professionnelle ont été modernisés grâce à des équipements de pointe, accompagnés d'une mise à niveau du corps enseignant.

S'agissant de l'innovation, le PNUD a lancé avec l'Université de Nouakchott l'UNIPOD, un laboratoire d'innovation qui aide les jeunes à transformer leurs idées en solutions concrètes dans des filières adaptées au marché. Ces jeunes innovateurs bénéficient également d'une intégration aux réseaux panafricains comme Timbuktoo.

L'entrepreneuriat féminin n'a pas été en reste. L'autonomisation économique des femmes est une priorité transversale. Ainsi, 1 500 entrepreneures ont été formées à la gestion d'entreprise, tandis que des actions ciblées améliorent l'accès des jeunes et des femmes à l'éducation financière et à la microfinance pour soutenir leurs projets.

Face à l'intensification des effets du changement climatique, quelles initiatives concrètes mettez-vous en œuvre pour renforcer la résilience, notamment celle des communautés rurales et pastorales, particulièrement exposées, et soutenir des modèles de développement plus durables ?

La Mauritanie figure parmi les pays d'Afrique subsaharienne les plus vulnérables aux chocs climatiques. Les pertes annuelles moyennes liées aux aléas hydrométéorologiques s'élèvent à 17,4 millions de dollars, avec des risques de dommages exceptionnels par inondation pouvant dépasser 355 millions de dollars (soit 5,2 % du PIB). Cette situation précaire frappe durement les communautés rurales pastorales, exacerbant leur vulnérabilité et les poussant vers une pauvreté extrême.

Pour contrer cette dynamique, le PNUD et le gouvernement mauritanien renforcent la gouvernance climatique à travers un cadre stratégique global. Celui-ci s'appuie notamment sur la Contribution Déterminée au niveau National - CDN 3.0, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre de près de 76 % d'ici 2035, ainsi que sur l'actualisation des stratégies liées à la biodiversité et au développement durable. Le financement

de ces ambitions est soutenu par des mécanismes innovants, comme les obligations vertes en cours de développement. En parallèle, la Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (2026-2030) place la résilience des populations au cœur de l'action, avec des initiatives de résilience urbaine déjà déployées à Kaédi.

Dans le secteur pastoral, en collaboration avec les institutions nationales, l'objectif est de structurer les filières animales (lait, viande, cuir) pour en exploiter le potentiel économique et créer des emplois durables. Concrètement, il s'agit de rendre les communautés rurales pastorales plus résilientes aux effets des changements climatiques à travers la réorganisation des coopératives et la création de valeur ajoutée locale en stimulant la transformation des produits. Cet accompagnement, incluant la certification, permet aux éleveurs d'accéder à des marchés plus lucratifs et de mieux résister aux crises.

Quel rôle le PNUD joue-t-il pour accompagner la Mauritanie dans la valorisation de son potentiel énergétique, notamment comme levier de transformation économique et de création d'opportunités ?

Notre organisation accompagne la Mauritanie dans sa politique centrée sur un accès universel, équitable et durable à l'énergie. Il s'agit de la transition énergétique durable qui renforce le soutien à l'élaboration de politiques de développement d'énergies renouvelables (solaire, éolien, hydrogène vert) pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles. Le Programme d'Électrification Rurale en Zones Isolées (PERZI) réalisé entre le PNUD et le Gouvernement mauritanien est une réponse concrète au besoin de mettre l'énergie solaire au cœur de la transformation économique et sociale du pays. C'est un programme qui vise à électrifier 300 localités des zones isolées de la Mauritanie. Au-delà de l'accès, le PNUD promeut l'utilisation productive de l'énergie comme levier de transformation durable des économies locales. De même, la Mauritanie se positionne actuellement comme championne dans le domaine de l'Hydrogène vert. En cela nous soutenons des initiatives de pilotage stratégique du domaine et de capacités des techniciens (comité interministériel), une stratégie

nationale, des évaluations environnementales pour fournir aux autorités des outils d'aide à la décision, mais également la formation professionnelle. Par ailleurs, la révision du Code de l'électricité, qui intègre pour la première fois les énergies renouvelables dans le cadre légal national, constitue une avancée majeure pour sécuriser les investissements et accélérer la transition.

Comment le PNUD appuie-t-il le renforcement de la gouvernance démocratique, la transparence et l'efficacité de l'action publique en Mauritanie ?

La gouvernance démocratique est la clé de voûte de tout développement durable. Sans institutions fortes, transparentes et proches des citoyens, aucune transformation structurelle ne peut aboutir. Au PNUD, nous abordons cette question sous trois angles complémentaires.

Premièrement, nous misons sur la modernisation de l'administration publique, notamment par le numérique, en collaboration avec nos partenaires nationaux. La digitalisation est un formidable levier pour accroître l'efficacité de l'État. Elle permet de simplifier les procédures, de rapprocher les services publics des citoyens – y compris dans les zones reculées – et de garantir une meilleure traçabilité des ressources, renforçant ainsi la transparence et la redevabilité. À titre d'illustration, ces interventions sont menées en étroite collaboration avec les organes de contrôle de la redevabilité.

Deuxièmement, nous accompagnons le renforcement de l'État de droit et l'accès à la justice. Nous travaillons par exemple avec les institutions nationales pour la digitalisation de la chaîne pénale et la protection des droits humains. Nous investissons du reste dans la prévention, la médiation locale, la lutte contre l'extrémisme violent et l'emploi des jeunes en appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention et de cohésion sociale. C'est une condition essentielle pour préserver la paix.

Enfin, nous soutenons la participation citoyenne inclusive. Une action publique n'est véritablement efficace que si elle est comprise et portée par la population. Nous appuyons les espaces de dialogue et l'implication des jeunes, des femmes, des médias et de la société civile ainsi que dans la prise de décision, en appui au cycle

La gouvernance démocratique est la clé de voûte de tout développement durable. Sans institutions fortes, transparentes et proches des citoyens, aucune transformation structurelle ne peut aboutir. Au PNUD, nous abordons cette question sous trois angles complémentaires.



électoral et au titre du contrôle de l'action publique. En consolidant ces institutions et en favorisant la transparence, notre objectif ultime est de renforcer la confiance et le contrat social entre l'État mauritanien et ses citoyens.

Quels rôles jouent les partenariats avec l'État, le secteur privé, les partenaires techniques et financiers ainsi que la société civile dans la conception, la mise en œuvre et la durabilité des programmes du PNUD en Mauritanie ?

Face à la complexité des défis de développement, la réalisation de l'Agenda 2030 exige une synergie totale. Les partenariats solides sont d'ailleurs le thème de notre rapport 2025. A cet égard, je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie pour son leadership et la confiance qu'elle nous accorde, ainsi qu'à l'ensemble de nos partenaires pour leur confiance renouvelée et leur engagement constant sans lesquels nous n'aurions pas pu atteindre nos résultats.

Au PNUD, nous agissons comme un véritable intégrateur, fédérant les forces de chaque acteur. Au cœur de cette dynamique, nous privilégions l'approche intégrée au sein du Système des Nations Unies (SNU). En travaillant en étroite synergie avec les autres agences onusiennes, nous mutualisons nos expertises pour offrir au pays des réponses conjointes, cohérentes et à fort impact, évitant ainsi la fragmentation de l'aide.

Avec l'État, notre partenariat garantit l'alignement stratégique sur la SCAPP. Le gouvernement fixe le cap, et nous apportons notre appui pour renforcer les capacités institutionnelles et assurer l'appropriation nationale.

Le secteur privé est, quant à lui, le moteur de la transformation structurelle. Il s'affirme comme un co-investisseur stratégique, un pôle d'innovation et le principal levier de création d'emplois décents.

Pour leur part, nos partenaires techniques et financiers (PTF) jouent un rôle clé dans le passage à l'échelle en mobilisant les ressources indispensables pour démultiplier nos résultats. Enfin, la société civile est notre boussole sur le terrain. Elle garantit l'inclusion, la redevabilité et l'ancrage local de nos interventions. C'est cette coa-

lition d'acteurs qui renforce la viabilité et la pérennité de notre action en Mauritanie.

Dans quelle mesure l'égalité des genres constitue-t-elle un levier stratégique de développement en Mauritanie, et comment le PNUD intègre-t-il concrètement cette dimension dans ses programmes pour produire un impact mesurable et durable ?

L'égalité des genres constitue en Mauritanie un levier stratégique de développement, de résilience et de cohésion sociale. Le PNUD veille ainsi à en faire une dimension pleinement intégrée à l'ensemble de ses interventions, de l'appui aux politiques publiques jusqu'aux actions menées sur le terrain, avec l'objectif d'ancrer durablement cette approche dans le fonctionnement des institutions, les mécanismes de gouvernance et les dynamiques de développement.

Cela se traduit notamment par l'appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre (SNIG), le renforcement des capacités des institutions et acteurs, ainsi que le soutien à des réformes favorisant une participation accrue des femmes dans les espaces de décision et un accès plus équitable à la justice. Par ailleurs, le PNUD considère que l'autonomisation des femmes ne relève pas uniquement d'un enjeu d'équité, mais qu'elle constitue un moteur essentiel de transformation économique et sociale. Cette conviction se traduit concrètement par des actions visant à renforcer durablement l'accès des femmes aux opportunités économiques, à travers le soutien à l'entrepreneuriat féminin, à l'accès au financement, à la formation et à l'employabilité, avec une attention particulière portée aux zones les plus vulnérables et aux communautés affectées par les fragilités économiques, climatiques ou les dynamiques de mobilité humaine.

Le PNUD veille également à ce que les femmes soient pleinement intégrées aux stratégies de résilience, aux opportunités liées à l'économie verte et aux transformations numériques, à travers le développement d'outils innovants et de solutions basées sur les données et l'intelligence artificielle pour renforcer les capacités d'anticipation, d'adaptation et de réponse face aux risques climatiques. Au-delà de ces interventions, notre ambition est d'ancrer durablement

l'égalité des genres dans les institutions et les pratiques, afin qu'elle devienne un moteur de développement inclusif. Cet engagement a été reconnu par l'obtention du "Gender Equality Seal" niveau or par le PNUD Mauritanie, attestant de l'intégration effective de l'égalité des genres dans l'ensemble de nos programmes et modes de fonctionnement.

Monsieur le Représentant Résident, avez-vous un dernier mot après ce bilan positif et les perspectives prometteuses que le PNUD met sur la table pour accélérer le développement durable et inclusif en Mauritanie ?

Le PNUD est résolument engagé à accélérer et amplifier sa contribution au développement durable, résilient et inclusif de la Mauritanie. L'objectif ultime est d'accélérer la dynamique de progrès pour une prospérité solidement ancrée sur un capital humain fort pour toutes les Mauritaniennes et tous les Mauritaniens avec des investissements dans les métiers du futur. La question de la jeunesse doit être au cœur de ces investissements. Avec une proportion importante de jeunes, il est essentiel de développer des réponses concrètes en matière d'emploi, de formation et d'insertion professionnelle, en lien avec les besoins de l'économie. Une attention particulière devra être portée à l'égalité des genres, en allant au-delà de l'approche transversale pour mettre en place des actions délibérées, concrètes et mesurables en faveur de l'autonomisation et de la représentation des femmes et des filles, notamment dans les zones les plus vulnérables.

A cet égard, Il sera important d'intégrer une dimension prospective forte dans l'action publique afin d'ajuster les interventions au contexte international qui est incertain et de saisir les nouvelles opportunités qui se présenteront notamment dans le domaine énergétique.

Au-delà de l'horizon 2030, il est nécessaire d'anticiper les trajectoires de développement possibles, d'identifier les opportunités et les risques, et de préparer dès aujourd'hui les bases d'une transformation durable à long terme.

Adama Wade

L'égalité des genres constitue en Mauritanie un levier stratégique de développement, de résilience et de cohésion sociale. Le PNUD veille ainsi à en faire une dimension pleinement intégrée à l'ensemble de ses interventions, de l'appui aux politiques publiques jusqu'aux actions menées sur le terrain, avec l'objectif d'ancrer durablement cette approche dans le fonctionnement des institutions, les mécanismes de gouvernance et les dynamiques de développement.

LES 10

PRINCIPAUX FACTEURS DE BLOCAGE DE L'ÉCONOMIE MAURITANIENNE

1

DÉPENDANCE AUX RESSOURCES NATURELLES

L'économie repose principalement sur l'exploitation minière (fer, or) et la pêche, ce qui la rend vulnérable aux variations des prix internationaux.

2

FAIBLE DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Le manque de développement des secteurs industriel et manufacturier limite la création de valeur ajoutée et réduit les opportunités d'emploi.

3

CHÔMAGE ÉLEVÉ, NOTAMMENT CHEZ LES JEUNES

L'inadéquation entre la formation et les besoins du marché du travail entraîne un chômage structurel important.

4

FAIBLESSES DU SYSTÈME ÉDUCATIF

La qualité et l'accessibilité de l'éducation restent limitées, ce qui freine la formation d'un capital humain qualifié.

5

INSUFFISANCE DES INFRASTRUCTURES

Les réseaux de transport, d'énergie et de logistique sont encore peu développés, notamment en dehors de Nouakchott.



6

ACCÈS LIMITÉ AU FINANCEMENT

Les entreprises, en particulier les PME, rencontrent des difficultés d'accès au crédit en raison d'un système bancaire peu développé.

8

PAUVRETÉ ET INÉGALITÉS SOCIALES

Une grande partie de la population vit dans la précarité, ce qui limite la consommation intérieure et freine la croissance.

7

PROBLÈMES DE GOUVERNANCE ET DE CORRUPTION

Le manque de transparence et l'inefficacité administrative peuvent décourager les investissements étrangers.

9

VULNÉRABILITÉ CLIMATIQUE

La désertification et les sécheresses récurrentes affectent fortement l'agriculture et l'élevage.

10

FAIBLE INTÉGRATION RÉGIONALE ET COMMERCIALE

Les échanges avec les pays voisins restent limités, en raison de contraintes structurelles et de barrières commerciales.

Entretien exclusif, S.E. M. Joaquín Tasso Vilallonga, ambassadeur, chef de délégation de l'Union européenne en Mauritanie

« La stabilité de la Mauritanie est stratégique pour l'UE, le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest »

Dans cet entretien exclusif, S.E. M. Joaquín Tasso Vilallonga, ambassadeur de l'Union européenne en Mauritanie, revient en détail sur les priorités stratégiques du partenariat entre l'Union européenne et la Mauritanie. Il aborde les enjeux de stabilité et de sécurité dans la région sahélo-saharienne, l'évolution des relations économiques et commerciales, ainsi que les perspectives d'investissement et de développement. À travers ses réponses, il met en lumière une coopération en pleine évolution, centrée sur la sécurité, la croissance inclusive et la transformation économique durable du pays:

Quelles sont les priorités stratégiques de l'Union européenne en Mauritanie ?

La Mauritanie est un pays stratégique qui a su contenir la menace terroriste et préserver une stabilité relative dans un environnement régional particulièrement instable, à la croisée du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Cette stabilité constitue un bien précieux : elle ne bénéficie pas uniquement à la Mauritanie, mais représente également un facteur de sécurité pour l'ensemble du continent africain et pour l'Europe.

Elle repose sur deux piliers fondamentaux.

D'une part, un pilier interne : le renforcement continu de la démocratie, de l'État de droit et de la cohésion nationale.

D'autre part, un pilier externe : la sécurité, notamment face aux menaces persistantes provenant du sud et des zones frontalières avec



La Mauritanie est un pays stratégique qui a su contenir la menace terroriste et préserver une stabilité relative dans un environnement régional particulièrement instable, à la croisée du Maghreb, du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

le Mali.

C'est pourquoi le soutien de la communauté internationale est essentiel. Toutes les autres priorités économiques, sociales ou humanitaires dépendent directement de cette stabilité. Sans elle, elles perdent leur sens et leur portée.

Par ailleurs, la gestion des migrations constitue un enjeu majeur qui nécessite clarté et discernement. Il est indispensable de distinguer deux réalités souvent confondues. La première concerne les réfugiés. La Mauritanie accueille aujourd'hui environ 320 000 réfugiés, en grande majorité originaires du Mali. Installées principalement dans le sud-est du pays, ces populations sont composées à près de 86 % de femmes et d'enfants. Il s'agit de personnes vulnérables fuyant des situations de violence et d'insécurité, et recherchant

avant tout protection et assistance. Face à cette réalité, la Mauritanie assume pleinement ses responsabilités humanitaires, malgré des ressources limitées. Il est donc important de reconnaître les efforts engagés, d'éviter les amalgames et de corriger certaines perceptions inexactes.

Aujourd'hui, comment évaluez-vous l'évolution des échanges commerciaux et des investissements entre l'Union européenne et la Mauritanie ?

Pour compléter mon propos, je souhaite revenir brièvement sur la question migratoire. Au-delà des réfugiés, il existe un autre phénomène distinct : la migration irrégulière, qui obéit à des dynamiques et des enjeux spécifiques.

L'objectif est de travailler étroitement avec la Mauritanie afin que



cette migration soit gérée conformément aux obligations internationales, tant de la Mauritanie que de l'Union européenne, et dans le plein respect des droits humains des migrants. Il est essentiel d'adopter une approche fondée sur la protection, l'accueil et la dignité humaine.

Un point particulièrement important est la nécessité de déterminer la situation individuelle de chaque personne. Lorsqu'une embarcation arrive, elle peut contenir des profils très différents : mineurs, femmes victimes de traite, migrants irréguliers, mais aussi parfois des trafiquants. Une évaluation individuelle rigoureuse est donc indispensable.

C'est dans ce cadre que le gouvernement mauritanien, avec le soutien de l'Union européenne, a mis en place un centre d'accueil pour les migrants débarqués, permettant une prise en charge adaptée et conforme aux standards internationaux.

Concernant les échanges commerciaux, la relation entre l'Union européenne et la Mauritanie est dense et stratégique. L'Union européenne demeure le principal partenaire commercial du pays, représentant environ 30 % de ses échanges extérieurs.

Cependant, cette relation reste déséquilibrée : la Mauritanie exporte principalement des matières premières, tandis qu'elle importe des produits transformés à forte valeur ajoutée. L'enjeu est donc de favoriser la transformation locale afin de créer davantage de valeur et d'emplois.

Des progrès importants ont été réalisés depuis 2018, avec un accès au marché européen en franchise de droits de douane et sans quotas pour la quasi-totalité des produits mauritaniens. La seule exception concerne les armes.

Malgré ces avancées, des efforts restent nécessaires pour rendre la relation commerciale plus équilibrée, notamment en soutenant l'industrialisation et la diversification économique.

Quels sont les secteurs priori-

Notre approche s'inscrit clairement dans une logique de partenariat. L'objectif est de contribuer au développement des infrastructures et de l'économie mauritaniennes tout en favorisant l'implication du secteur privé européen.

taires pour les investissements européens en Mauritanie ?

Notre approche s'inscrit clairement dans une logique de partenariat. L'objectif est de contribuer au développement des infrastructures et de l'économie mauritaniennes tout en favorisant l'implication du secteur privé européen.

Nous souhaitons encourager les entreprises européennes à investir en Mauritanie, à créer des emplois et à participer à la croissance du pays. Cette dynamique répond à un intérêt commun : la stabilité et la prospérité de la Mauritanie bénéficient à tous.

Plusieurs secteurs prioritaires se dégagent :

* Les énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien, grâce à un potentiel exceptionnel.

* L'hydrogène vert, où la Mauritanie dispose d'un avantage compétitif important, notamment grâce à sa proximité avec l'Europe.

* La transformation locale des ressources minières, en particulier le fer, avec la perspective de développer une production d'acier vert.

* Le numérique, levier d'innovation et de modernisation.

* Les agro-industries, encore peu développées mais à fort potentiel.

L'objectif est de construire un partenariat économique plus équilibré, fondé sur l'investissement productif, la création de valeur locale et un développement durable.

Quels sont les principaux défis rencontrés par les investisseurs européens en Mauritanie ?

Il n'existe pas, à proprement parler, de difficultés spécifiques aux investisseurs européens. Ils font face aux mêmes défis que l'ensemble des investisseurs en Mauritanie.

Plusieurs enjeux reviennent régulièrement :

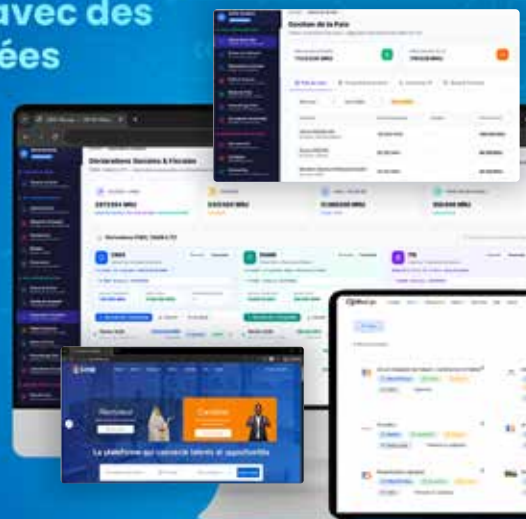
Le premier concerne le climat des affaires et la sécurité juridique. Des progrès importants ont été réalisés avec un nouveau code des investissements, un cadre pour les partenariats public-privé et une réglementation sur l'hydrogène vert. Ces réformes améliorent la lisibilité et l'attractivité du pays.

Cependant, des défis persistent, notamment l'accès au financement, qui reste une contrainte structurelle. Des efforts sont en cours, notamment avec la Banque européenne d'investissement, mais les progrès restent insuffi-

Nous accompagnons les organisations dans leur transformation avec des solutions concrètes adaptées à leurs contextes

- Transformation numérique
- Système d'information - GRH360
- Plateforme de recrutement

Avec Efficasy, la transformation numérique prend vie...



+222 24 00 55 56

contact@efficasys.net
www.efficasys.net

501, NOT MOD, Av Nelson Mandela,
Tevragh Zeina, Nouakchott- MR

sants.

Deux autres obstacles majeurs doivent être soulignés :

- * Les infrastructures, encore insuffisantes malgré les efforts en cours (électricité, ferroviaire, ports, routes).

- * Le capital humain, avec un déficit de formation et de compétences adaptées au marché du travail.

L'enjeu est donc de renforcer la formation professionnelle afin d'améliorer l'employabilité des jeunes et de répondre aux besoins des entreprises.

Dans le cadre de l'assistance et de la coopération au développement, quels sont les principaux axes de l'aide européenne en Mauritanie (éducation, énergie, gouvernance, migration, sécurité, etc.) ?

Aujourd'hui, on ne parle plus vraiment de « coopération au développement » au sens traditionnel du terme, souvent perçu comme paternaliste. Il s'agit désormais d'un partenariat stratégique, fondé sur des intérêts mutuels : l'Union européenne et la Mauritanie travaillent ensemble là où leurs priorités convergent.

Dans ce cadre, l'action de l'Union européenne en Mauritanie s'articule autour de plusieurs axes majeurs :

1/Les infrastructures stratégiques (initiative Global Gateway)

À travers la stratégie Global Gateway, l'Union européenne soutient le développement d'infrastructures essentielles pour la croissance économique. Cela inclut :

- * Les réseaux de transport, avec notamment la construction d'un pont majeur sur le fleuve Sénégal, facilitant les échanges régionaux ;

- * Les infrastructures énergétiques, comme des lignes électriques structurantes qui améliorent l'accès à l'électricité et soutiennent le développement économique ;

- * La modernisation des ports, essentiels pour un pays tourné vers l'exportation ;

- * Le numérique, avec des investissements dans des data centers et des câbles sous-marins pour amé-



Aujourd'hui, on ne parle plus vraiment de « coopération au développement » au sens traditionnel du terme, souvent perçu comme paternaliste. Il s'agit désormais d'un partenariat stratégique, fondé sur des intérêts mutuels : l'Union européenne et la Mauritanie travaillent ensemble là où leurs priorités convergent.

liorer la connectivité internet.

2/Le capital humain et la formation professionnelle

Un accent particulier est mis sur l'emploi et les compétences. À travers une initiative « Équipe Europe » (Union européenne, France, Allemagne), un programme ambitieux de plus de 40 millions d'euros vise à moderniser la formation professionnelle.

La démarche repose sur une logique innovante : aligner l'offre de formation avec les besoins réels du secteur privé. Cela a permis d'identifier de nouveaux métiers et de créer plusieurs filières de formation adaptées au marché du travail, afin de favoriser l'insertion des jeunes.

3/Gouvernance, stabilité et sécurité

L'Union européenne appuie également la Mauritanie dans le renforcement de la gouvernance, de l'État de droit et de la sécurité. Cela inclut la gestion des frontières, la lutte contre les trafics et le soutien à la stabilité régionale, dans un contexte sahélien sensible.

4/Migration et mobilité

La coopération porte aussi sur la gestion des flux migratoires, avec une approche équilibrée entre contrôle, protection des migrants et promotion de voies de migration légales.

5/Transition énergétique et développement durable

Enfin, l'Union européenne accompagne la Mauritanie dans la transition énergétique, notamment à travers le développement des énergies renouvelables, avec un fort potentiel dans l'hydrogène vert.

L'économie Mauritanie dépend fortement des ressources

extractives, comment l'Union européenne pourra-t-elle accompagner la diversification de cette économie afin de la rendre plus inclusive ?

L'économie mauritanienne reste fortement dépendante des ressources extractives, ce qui la rend vulnérable aux fluctuations des prix internationaux. Par exemple, une baisse du prix du fer peut entraîner une diminution significative des recettes publiques, même si cette volatilité peut parfois être compensée par la hausse d'autres ressources comme l'or. Cette dépendance limite la capacité du pays à planifier et à stabiliser sa croissance.

Pour rendre l'économie plus inclusive et durable, la diversification est essentielle. L'expérience internationale montre que les pays qui ont réussi leur développement sont ceux qui ont su transformer localement leurs matières premières, plutôt que de les exporter à l'état brut. Cette transformation permet de créer de la valeur ajoutée, de générer des emplois et de renforcer la résilience économique.

Dans ce cadre, l'Union européenne peut jouer un rôle clé en accompagnant la Mauritanie à travers des investissements, des transferts de compétences et un appui technique ciblé. Trois secteurs présentent un fort potentiel de diversification :

- * L'énergie, notamment avec le développement de l'hydrogène vert, qui constitue une opportunité stratégique majeure ;

- * La pêche, où la transformation locale des produits reste très limitée malgré l'abondance des ressources ;

- * L'agriculture et l'élevage, encore peu valorisés, avec des chaînes de transformation insuffisamment (viande, lait et produits dérivés).

En soutenant le développement de ces filières, l'Union européenne pourrait contribuer à créer des emplois, à renforcer les capacités locales et à favoriser une croissance plus inclusive.



المنتدى الوطني للطاقة
NATIONAL ENERGY
FORUM - NEF

POURQUOI PARTICIPER AU **NEF** ?



1

2

DES OPPORTUNITÉS VOUS **ATTENDENT**

Investissez, développez votre réseau et bénéficiez des analyses d'experts de premier plan dans les domaines du pétrole, du gaz et des énergies renouvelables, à travers les stands, les conférences et les sessions B2B du NEF.



CHIFFRES **CLÉS**

+2500

Participants attendus

+40

Conférenciers & Experts

+100

EXPOSANTS & PARTENAIRES

+30

MÉDIAS NATIONAUX &
INTERNATIONAUX



3

The Countdown Continues...

REGISTER NOW



www.nef.mr

Le 21ème siècle

Enjeux & Défis pour la Mauritanie



Par Hassana Mbeirick
Expert en Stratégies de Développement des Energies et des Infrastructures

CONTEXTE INTERNATIONAL

Le contexte international est marqué par la guerre en Europe (Russie-Ukraine) qui tire en longueur ainsi que la guerre au Moyen-Orient qui a provoqué le blocage du détroit d'Ormuz et par là la rupture des chaînes d'approvisionnement pour au moins quatre matières stratégiques: Pétrole, Gaz, Pétrochimie/Fertilisants et Hélium conduisant à un triple choc: 1)- Choc énergétique : 20-25% du pétrole et du gaz y transitait, 2)- Crise alimentaire (1/3 des Fertilisants hors du marché mondial) et 3)- Crise des Semi-conducteurs/IA (1/3 de la production de l'Hélium provenant du Golfe persique).

La pression économique et financière est telle que le spectre d'une récession et possiblement d'une dépression pointe déjà à l'horizon avec des places boursières internationales qui s'enflamment et s'emballent dans un ballet incessant, une volatilité des cours des matières premières qui s'envolent dans une spéculation effrénée et des indices boursiers qui plongent ; le tout avec l'amorce d'une dé-dollarisation que personne n'avait vu venir...

Nous assistons déjà à une redéfinition des alliances géopolitiques et géostratégiques mondiales et l'émergence d'une nouvelle cartographie sur fond

de goulots d'étranglement, de perturbation des chaînes d'approvisionnement, de mesures d'interdiction d'exportation de certaines matières stratégiques et d'exacerbation des tensions nationalistes.

CONTEXTE NATIONAL

Aperçu du potentiel socioéconomique de la Mauritanie (données brutes):

- **Population : environ 5 millions (2024)**
- **Jeunesse : 70 % de moins de 25 ans**
- **Ratio hommes/femmes : Femmes = 2,56 / Hommes = 2,46**
- **Superficie : 1 030 700 km²**
- **Façade atlantique : 750 km**

Nos faiblesses : Forte dépendance des importations, Forte dépendance des exportations des industries extractives (Minerai de fer, gaz, pêche), Vulnérabilité aux chocs exogènes, Erosion du pouvoir d'achat, Déficit en infrastructures de base (Maritimes et portuaires, routières, stockage des hydrocarbures raffinés, etc.), Déficit dans la production de l'électricité, Faiblesse du tissu industriel de transformation, Déficit dans la valorisation des secteurs productifs (Agriculture, Pêche et Elevage) qui sont à haute intensité de main-d'œuvre, à haute valeur ajoutée, à faible exigence capitalistique et au fort potentiel d'exportation.

Nos forces : Fort potentiel en ressources énergétiques (Gaz, EnR, Hydrogène vert), sort potentiel en ressources minières et minérales, potentiel agropastoral et halieutique très significatif. En outre, la Mauritanie bénéficie d'une position géographique assez enviable avec une longue façade atlantique, une proximité des marchés européens et nord-américains ainsi qu'un positionnement stratégique entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne.

Tout cela avec une population jeune, instruite et dynamique.

Défis & Enjeux : Développement des infrastructures de base (Infrastructures routières, portuaires et maritimes, Interconnexion électrique, etc.), Mise en place de mécanismes d'absorption des chocs exogènes à cours

et moyen termes, Elaboration de politiques publiques innovantes en vue d'un développement structurel réel intégrant les nouvelles technologies et fondé sur des plans de mise en œuvre réalistes, mesurables et durables.

Focus : Optimisation de l'exploitation des ressources naturelles conduite sur la base d'objectifs multisectoriels clairement définis, avec des investissements ciblés et servie par des outils et mécanismes de suivi réels loin de la rhétorique démagogique administrative habituelle.

Dans cette optique, la priorité devra être donnée aux secteurs suivants :

1. Agriculture : Avec plus de 500 000 hectares de terres arables dont environ 365 000 ha de cultures sous pluie et 135 000 ha de cultures irriguées, la Mauritanie est bénie d'une telle richesse naturelle.

Dans le but d'en optimiser l'exploitation, il va falloir mettre en place un programme pluriannuel d'accroissement du taux de mécanisation agricole avec pour objectif d'atteindre 30% dans les deux prochaines années et 60% d'ici à 2030. Encourager les investissements dans l'agro-industrie à travers l'éclosion d'unités industrielles de transformation, le développement des chaînes de froid ainsi que les chaînes logistiques dans le but d'optimiser les chaînes de valeur des produits agricoles tant pour assurer une souveraineté alimentaire que pour développer un significatif marché à l'export.

2. Pêche : La Mauritanie est réputée pour ses ressources halieutiques abondantes et diversifiées. Près de 600 espèces de poissons ont été recensées, dont plus de 200 sont exploitables commercialement.

Entre autres mesures et toujours en matière de souveraineté alimentaire, il serait louable d'établir et d'imposer un quota significatif et prioritaire des captures qui soit destiné à approvisionner le marché national ; en plus d'inciter à la transformation industrielle des produits halieutiques.

3. Elevage : Avec plus de 30 millions de têtes de bétails (bovins, camelins, ovins et caprins), la Mauritanie gagnerait énormément à soutenir le développement d'une filière laitière mo-

Nous assistons déjà à une redéfinition des alliances géopolitiques et géostratégiques mondiales et l'émergence d'une nouvelle cartographie sur fond de goulots d'étranglement, de perturbation des chaînes d'approvisionnement, de mesures d'interdiction d'exportation de certaines matières stratégiques et d'exacerbation des tensions nationalistes.



derne ainsi que la filière des viandes rouges. Ce sont là deux socles de la souveraineté alimentaire, en plus de leur potentiel à l'export. En outre, le développement de la filière Cuirs & Peaux est une manne économique significative au regard du potentiel d'abattage. Avec des abattoirs modernes satisfaisant aux normes et exigences phytosanitaires requises, le secteur de l'élevage pourrait jouer un rôle moteur dans l'économie du pays.

Couplée à l'agriculture, la filière agropastorale offre des opportunités d'essor socioéconomique substantiel par le développement de fermes d'embouche, maillon essentiel qui viendra compléter la chaîne de valeur.

4. Mines et minéraux: La Mauritanie est le deuxième exportateur de minerai de fer en Afrique, et dispose d'importantes réserves prouvées d'or, de cuivre, d'uranium, de phosphates, etc. Cependant, à ce jour, nous ne disposons guère encore de structure industrielle moderne de valorisation de ces minerais!

5. Gaz et Énergie : Avec des réserves de gaz prouvées de plus de 100 Tcf GIIP, la Mauritanie est déjà en retard dans la mise en œuvre de sa stratégie de monétisation du gaz (Gas-to-power, Pipelines virtuels, CNG, GPL, SsLNG, etc.). Ceci – avec les énergies renouvelables – constituera le socle de notre souveraineté énergétique pour un avenir prospère et durable.

6. Énergie Renouvelable et Hydrogène vert : Avec notre potentiel solaire de plus de 450 GW et notre potentiel éolien d'aux environs 47 GW couplés avec une significative disponibilité foncière et un littoral atlantique long de 750 km, notre souveraineté énergétique est à portée de main. D'autant plus que notre gouvernement s'est résolument engagé dans une politique de transition énergétique pour accroître notre mix énergétique (aujourd'hui à 42%) à hauteur de 60% à l'horizon 2030 ; et l'introduction du système de stockage par batteries (BESS) en est un élément encourageant.

7. Pétrochimie et Fertilisants : Ainsi que je l'ai mentionné plus haut, le véritable gage de la souveraineté alimentaire réside dans le développement d'une agriculture moderne et résiliente soutenue par le développement de chaînes de valeur fiables. Cependant, ceci n'est possible qu'avec une

maîtrise des intrants agricoles tels que les engrais (Urée, Acide sulfurique, etc.), les pesticides et autres fertilisants.

La Mauritanie produit maintenant du gaz naturel et dispose de réserves très significatives de phosphates : ce sont là deux ingrédients de base pour la production de fertilisants au grand bénéfice de notre propre développement agricole tout autant que pour l'export.

Le point de rupture

Depuis l'avènement du 21^{ème} siècle, le monde a commencé à vivre de profondes mutations tant technologiques qu'économiques auxquelles l'on s'adaptait tant bien que mal. Mais depuis le 28 février 2026, le monde a soudainement basculé dans un changement tectonique majeur provoquant des chocs et des crises multiformes aux conséquences et implications encore à subir pour longtemps et redessinant en l'occurrence les contours d'une nouvelle carte géopolitique à l'échelle planétaire.

On retrouve les ingrédients et autres prémisses dans le sabotage du multilatéralisme suivi du mépris flagrant du droit international ainsi que des institutions qui le représentent, dans l'affaiblissement économique de l'Europe, dans la sape des équilibres géopolitiques existants, ainsi que dans l'émergence à marche forcée d'une multipolarité conduite par de nouvelles puissances économiques (et militaires) qui s'imposent par le Soft Power, la non-belligérance, la poursuite de la prospérité économique et le bien-être social pour tous les peuples du monde.

L'ancien ordre mondial hégémonique s'est effondré sur lui-même et un nouvel ordre est en train de voir le jour impliquant de nouveaux paradigmes. Entre cet ordre aujourd'hui révolu et le nouveau en pleine gestation, la Mauritanie devra sortir des sentiers battus et s'adapter très vite à cette fulgurante mutation déjà à l'œuvre.

Conclusion

En Mauritanie, nous ne subissons la véritable onde de choc de ce « désordre » en cours que dans deux à trois mois et c'est à ce moment-là que les contrecoups se feront réellement sentir à plusieurs niveaux. Les secteurs qui seront le plus durement touchés sont principalement la consommation des ménages, le secteur agricole, le secteur manufacturier et industriel (revue et/ou report des plans d'investissement de certains

projets structurels et industriels) ainsi que le secteur des transports.

En outre, une contraction des flux entrants des IDE est à prévoir au regard de la menace d'une possible récession mondiale ainsi que de la réorientation des investissements internationaux vers d'autres horizons suite à cette crise mondiale. Ainsi, le tarissement des investissements étrangers ainsi que des financements institutionnels sont à considérer dans une perspective à moyen-long terme.

Nous sommes ici dans le meilleur des scénarios. Car, la situation pourrait empirer selon l'évolution géopolitique internationale et dans ce cas, le choc systémique pourrait engendrer des risques structurels auxquels la Mauritanie est particulièrement vulnérable.

Loin des discours lénifiants et à haute teneur politicienne qui ont guidés nos politiques publiques durant les quarante dernières années, la Mauritanie n'a pas d'autres choix que de s'imposer à elle-même un agenda stratégique de développement et de prospérité économiques, garant d'une souveraineté réelle. Cela passera – entre autres – par des investissements massifs ciblés et bien structurés, par l'établissement de partenariats régionaux et internationaux vitaux, pragmatiques et mutuellement avantageux ; ainsi que par l'application d'une justice sociale sans équivoque, garante de la stabilité nationale.

Afin d'avancer dans la bonne direction, nous aurons besoin d'une refonte en profondeur de notre modèle de gouvernance en nous appuyant sur une véritable vision de développement et d'essor économique et social dont les premiers socles devront être de solides structures d'enseignement de qualité à tous les échelons, une significative participation du secteur privé, une forte implication de notre jeunesse et un encadrement institutionnel fiable et pérenne.

En bref, il s'agit de nous projeter dans l'avenir et bâtir une société viable, pérenne et générationnelle capable de tenir face aux secousses du temps, aux aléas de la géopolitique ainsi qu'à l'adversité.

Sans vouloir être alarmiste outre mesure, je dirai que nous vivons des temps incertains avec des bouleversements mondiaux qui constituent autant de menaces que d'opportunités, et la Mauritanie devra se prémunir par anticipation, au risque d'être prise dans la nasse d'un tourbillon planétaire qui nous engloutirait...

Sans vouloir être alarmiste outre mesure, je dirai que nous vivons des temps incertains avec des bouleversements mondiaux qui constituent autant de menaces que d'opportunités, et la Mauritanie devra se prémunir par anticipation, au risque d'être prise dans la nasse d'un tourbillon planétaire qui nous engloutirait

Ahmadou Touré, Cofondateur et Directeur Général d'AfriDeals Partners

« Notre mission est de servir de pont entre les porteurs de projets, les entreprises africaines, les investisseurs étrangers et les institutions financières »

Pouvez-vous vous présenter ?

Je suis Ahmadou Touré, expert en audit de projets, structuration de projets et mobilisation de financements, avec de plusieurs années d'expérience en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient.

Au cours de mon parcours, j'ai accompagné des entreprises, des institutions publiques et des investisseurs sur des opérations complexes, notamment en audit, en structuration financière, en levée de fonds et en conseil stratégique.

J'ai développé une expertise particulière sur les projets financés par des bailleurs internationaux et sur les exigences de ces institutions en matière de gouvernance, de conformité et de bancabilité.

Aujourd'hui, je suis cofondateur d'AfriDeals Partners, un cabinet dédié à la structuration et au financement de projets à fort impact, avec l'ambition de contribuer concrètement à la transformation économique du continent africain.

Vous avez mené une carrière internationale au sein du sixième plus grand cabinet mondial d'audit et de conseil, et auparavant à la Caisse des Dépôts en France. Parlez-nous de ces expériences et des missions que vous avez pilotées.

Mon passage à la Caisse des Dépôts, l'un des piliers du financement public en France, a été une première expérience structurante. J'y ai développé une maîtrise de la gestion économique et budgétaire, de la consolidation de données financières et du pilotage de la performance à une échelle institutionnelle. C'est là que j'ai appris à lire la complexité d'une organisation et à produire des analyses utiles à la prise de décision stratégique.

Mon expérience au sein du sixième plus grand cabinet d'audit et de conseil au niveau mondial a ensuite

Notre mission est précisément de combler ce gap. Nous nous positionnons comme un facilitateur de transactions et un partenaire stratégique de bout en bout, en accompagnant aussi bien les porteurs de projets que les investisseurs.



été déterminante. Elle m'a offert une exposition exceptionnelle à des missions d'audit et de conseil sur des projets complexes, souvent financés par des partenaires internationaux et des institutions de développement. J'y ai piloté des missions d'audit financier et de conformité dans des environnements multi-pays et sur des secteurs stratégiques : infrastructures, santé, éducation, agriculture, énergie.

J'ai également travaillé sur des missions de structuration financière, de levée de fonds, de due diligence et d'évaluation d'entreprises, en accompagnant des projets à différents stades de maturité — du Sénégal à la Mauritanie, du Niger au Kenya, en passant par la Côte d'Ivoire, le Togo, le Burundi ou encore l'Algérie.

Au-delà des compétences techniques, ces deux expériences m'ont appris à analyser rapidement des projets complexes, à anticiper les attentes des investisseurs et à structurer des dossiers solides, alignés avec les standards internationaux. C'est ce socle que j'ai voulu mettre au service de l'Afrique à travers AfriDeals Partners.

Vous venez de lancer le cabinet de conseil AfriDeals Partners, dont le siège est basé à Dakar. Pouvez-vous nous en parler et quelle est sa mission principale ?

AfriDeals Partners est né d'un constat simple mais persistant : en Afrique, les opportunités d'investissement sont réelles et nombreuses, mais elles souffrent souvent d'un manque de structuration et d'un déficit de mise en relation avec les bons partenaires financiers et stratégiques.

Notre mission est précisément de combler ce gap. Nous nous positionnons comme un facilitateur de transactions et un partenaire stratégique de bout en bout, en accompagnant aussi bien les porteurs de projets que les investisseurs. Concrètement, nous intervenons sur la structuration financière, la levée de fonds, le conseil en transactions et l'ingénierie de projets. Nous mettons un accent particulier sur des secteurs à fort impact comme l'énergie, les infrastructures, l'agriculture ou encore les services essentiels.

Le cabinet s'appuie sur un réseau

d'experts sectoriels déployés à travers le continent. Ce qui nous permet d'intervenir avec une connaissance fine des réalités locales, quel que soit le marché concerné. Nous travaillons également en partenariat avec certains des cabinets les plus importants et les plus reconnus à l'échelle internationale, ce qui nous donne accès à des standards d'excellence, à des réseaux d'investisseurs de premier plan et à une capacité d'exécution qui dépasse largement nos seules frontières. C'est cette combinaison — ancrage africain, expertise sectorielle distribuée et partenariats internationaux de haut niveau — qui fait la force et la singularité d'AfriDeals Partners.

Vous êtes issu de la diaspora mauritanienne. Quel rôle peut-elle jouer dans le développement économique de la Mauritanie, et comment attirer davantage ses membres à investir au pays ?

Cette question me touche profondément, car elle parle aussi de mon propre parcours. Je suis moi-même le fruit de cette diaspora. J'ai été formé en France, j'y ai construit mon expertise au sein d'institutions de référence, et j'ai eu un jour la conviction profonde que ce capital de compétences et de réseaux devait servir le continent. C'est précisément ce besoin de contribuer concrètement qui m'a conduit à créer AfriDeals Partners et à m'ancrer en Afrique. En ce sens, je suis l'illustration de ce que la diaspora peut et doit faire.

La diaspora mauritanienne constitue un levier encore sous-exploité, mais absolument stratégique pour le développement du pays. Elle représente un capital précieux en termes de compétences, d'exposition internationale, de réseaux et de capacité d'investissement. Son rôle peut être structurant : elle peut non seulement investir, mais aussi transférer du savoir-faire, professionnaliser certains secteurs et faciliter l'accès à des partenaires internationaux.

La Mauritanie bénéficie aujourd'hui d'un contexte particulièrement favorable. Le pays a réalisé ses premières exportations de gaz naturel liquéfié, ses ressources halieutiques et minières sont considérables, et sa stabilité politique en fait une destination de plus en plus sérieuse pour les investisseurs. Les Investissements Directs Étrangers (IDE) sont en progression, mais restent en deçà du potentiel réel

La Mauritanie est un pays qui recèle un potentiel économique considérable, encore largement sous-valorisé. Plusieurs secteurs méritent une attention particulière de la part des investisseurs.

du pays. C'est précisément là que la diaspora a un rôle d'ambassadeur à jouer : elle peut attirer des capitaux, rassurer des investisseurs étrangers hésitants et co-investir sur des projets à fort impact local.

Justement, quels secteurs identifiez-vous comme particulièrement porteurs en Mauritanie, et quels types de projets doivent attirer les investisseurs ?

La Mauritanie est un pays qui recèle un potentiel économique considérable, encore largement sous-valorisé. Plusieurs secteurs méritent une attention particulière de la part des investisseurs.

Le secteur énergétique est sans doute le plus visible en ce moment. Le projet GTA — Grand Tortue Ahmeyim — positionne la Mauritanie comme un futur acteur gazier de référence en Afrique de l'Ouest. Mais au-delà des hydrocarbures, les énergies renouvelables offrent un potentiel immense : l'ensoleillement et le potentiel éolien du pays en font une destination idéale pour des projets solaires et éoliens à grande échelle.

Les infrastructures constituent également un axe prioritaire : routes, logistique portuaire, stockage, transformation — autant de maillons essentiels pour soutenir la croissance et désenclaver certaines régions.

L'agrobusiness est un autre levier majeur. La Mauritanie dispose de terres irrigables, de ressources en eau et d'une façade maritime exceptionnelle. La pêche, la transformation de produits halieutiques et le développement de filières agro-industrielles représentent des opportunités concrètes, peu exploitées.

Enfin, les services financiers, la fintech et les télécommunications sont des secteurs en forte croissance, portés par une population jeune et de plus en plus connectée.

Ce sont précisément ces secteurs sur lesquels AfriDeals Partners concentre son activité : identifier des projets bancables, les structurer

selon les standards internationaux et les connecter aux bons partenaires financiers. Nous sommes convaincus que la Mauritanie a tout pour devenir une destination d'investissement de premier plan en Afrique de l'Ouest.

Quels messages souhaitez-vous adresser aux porteurs de projets, aux grands groupes et au gouvernement ?

Aux porteurs de projets :

L'accès au financement est avant tout une question de crédibilité et de préparation. Une idée, aussi innovante soit-elle, ne suffit pas. Il faut un projet structuré, avec un modèle économique robuste, des hypothèses réalistes et une gouvernance claire. Les investisseurs financent des projets, mais surtout des équipes capables d'exécuter. Se faire accompagner dès les premières étapes est souvent le facteur déterminant de succès.

Aux grands groupes :

L'Afrique est aujourd'hui un territoire d'opportunités, mais c'est aussi un environnement qui exige une approche fine et adaptée. La réussite passe par des partenariats locaux solides, une compréhension des dynamiques de marché et une vision de long terme. Les stratégies opportunistes fonctionnent rarement ; ce sont les approches ancrées dans la création de valeur durable qui produisent les meilleurs résultats.

Au gouvernement :

Je veux d'abord saluer les avancées réelles qui ont été accomplies. La mise en place d'un code des investissements modernisé, les efforts de digitalisation des services administratifs, le renforcement progressif de la gouvernance des projets publics — tout cela envoie des signaux positifs aux investisseurs et mérite d'être reconnu.

La Mauritanie a tous les atouts. Il appartient à l'ensemble des acteurs — État, secteur privé, diaspora et partenaires internationaux — de transformer ce potentiel en réalité économique concrète.



Dossier



Mauritanie

VALORISER LE POTENTIEL UN VIRAGE STRATÉGIQUE

Par **Adama WADE**, Expert analyste économique



La création annoncée de la Bourse des valeurs mobilières de Nouakchott marque une inflexion majeure dans la trajectoire économique de la Mauritanie. Dans un pays où le PIB avoisine les 10 à 11 milliards de dollars et où les industries extractives représentent plus de 30 % des recettes budgétaires et près de 80 % des exportations, l'enjeu est clair : transformer une croissance tirée par les ressources en richesse partagée.

Ce futur marché financier offrira, pour la première fois, aux ménages et aux agents économiques un accès direct à la création de valeur des grandes entreprises nationales dans les secteurs minier, énergétique, bancaire et des télécommunications. Une rupture dans un environnement où l'épargne est encore massivement orientée vers le foncier, l'immobilier et les dépôts à terme. Pour éviter l'écueil d'une bourse « vitrine » ou d'un simple gadget institutionnel, l'État devra jouer un rôle central de régulateur et de catalyseur. L'expérience internationale montre que les marchés émergents performants reposent sur un triptyque solide : cadre juridique robuste, profondeur des émetteurs et confiance des investisseurs. Sur le plan des actifs, le potentiel est réel. La Société Nationale Industrielle et Minière, pilier de l'économie nationale, produit environ 12 à 13 millions de tonnes de minerai de fer par an, représentant à elle seule plus de 20 % du PIB. Une ouverture partielle de son capital au public constituerait un signal fort, à la fois en termes de gouvernance et de mobilisation de l'épargne domestique. Dans l'or, la production nationale est estimée entre 20 et 25 tonnes par an, portée notamment par Kinross Gold à travers la mine de Tasiast. Le cuivre, exploité par Mauritanian Copper Mines, complète ce socle extractif. L'introduction progressive de ces acteurs sur le marché local permettrait non seu-

lement de diversifier les sources de financement, mais aussi d'imposer des standards élevés de transparence financière, reporting et gouvernance, conformes aux meilleures pratiques internationales (IFRS, obligations d'information périodique).

Dans les télécommunications, le trio Mauritel – Mattel – Chinguitel pourrait tirer parti d'un marché financier domestique pour refinancer ses investissements, notamment dans la 4G/5G et les infrastructures numériques, dans un pays où le taux de pénétration internet reste inférieur à 40 %.

L'État, de son côté, disposerait d'un levier puissant. Au-delà des recettes issues des privatisations partielles, la cotation de titres publics permettrait de structurer un véritable marché de la dette. L'émission de bons du Trésor et d'obligations assimilables cotés offrirait une courbe de taux de référence, essentielle au développement du crédit et à la stabilité macro-financière. À titre comparatif, dans l'UEMOA, l'encours du marché régional des titres publics dépasse aujourd'hui 20 000 milliards FCFA.

Les banques mauritaniennes y trouveraient également un relais de croissance stratégique : ouverture du capital, diversification des ressources, accès à des financements longs. Dans un système encore dominé par le crédit court terme, la bourse introduit une nouvelle temporalité du financement, mieux adaptée aux projets structurants.

Même logique pour les compagnies d'assurance, dont les placements sont aujourd'hui concentrés sur les dépôts à terme (DAT) et l'immobilier. Le marché actions et obligataire offrirait une alternative de diversification, améliorant le couple rendement/risque et contribuant à la sophistication du secteur.

Au-delà des grandes entreprises, l'écosystème des PME, startups et fintechs pourrait bénéficier d'un effet d'entraînement. L'expérience d'autres places africaines montre que la bourse attire dans son sillage un marché hors cote, des fonds de private equity et de capi-

y trouveraient également un relais de croissance stratégique : ouverture du capital, diversification des ressources, accès à des financements longs. Dans un système encore dominé par le crédit court terme, la bourse introduit une nouvelle temporalité du financement, mieux adaptée aux projets structurants.

tal-risque. Ceux-ci interviennent en amont, financent la croissance, puis réalisent leurs sorties via des introductions en bourse (IPO), créant un cycle vertueux d'investissement.

Mais ce potentiel ne se concrétisera qu'à certaines conditions. La Mauritanie devra impérativement renforcer son arsenal juridique, notamment en matière de :

- * **protection de l'épargne (inspirée des principes de l'Organisation internationale des commissions de valeurs),**
- * **transparence des marchés (obligations d'information, lutte contre les délits d'initiés),**
- * **sécurité juridique et protection du droit de propriété.**

Un cadre inspiré des meilleures pratiques (prospectus réglementé, autorité de marché indépendante, dépositaire central de titres) sera déterminant pour asseoir la crédibilité de la place.

Parallèlement, la modernité technologique sera un facteur clé de succès. En arrivant tardivement dans le paysage boursier africain, Nouakchott dispose d'un avantage : celui de pouvoir basculer directement vers une bourse digitale, avec cotation électronique, accès mobile et inclusion financière accrue. À condition toutefois de sécuriser les fondamentaux : énergie fiable, connectivité internet stable et continuité des systèmes.

Enfin, la réussite de cette bourse passera par la structuration d'un écosystème complet : sociétés de bourse (brokers), teneurs de marché, spécialistes en valeurs du Trésor, analystes financiers, agences de notation locales, mais aussi journalistes économiques capables d'éclairer les investisseurs.

Au fond, l'équation est simple : transformer une économie de rente en économie de capital. Si elle est bien pensée, la Bourse de Nouakchott peut devenir bien plus qu'un marché financier — un véritable outil de démocratisation de la richesse et de discipline économique. Une condition toutefois : que la promesse institutionnelle soit à la hauteur du potentiel.

Salah-Eddine SADI-AHMED Directeur Général Algerian Union Bank(AUB)

“Notre positionnement géographique couvrant la liaison entre l’Afrique du nord et l’Afrique de l’ouest représente un atout majeur dans ce contexte”

À peine installée sur le marché mauritanien, Algerian Union Bank s'impose déjà comme un acteur bancaire en pleine expansion, portée par une ambition claire : accompagner les échanges économiques entre l'Algérie et la Mauritanie. Inaugurée en 2023 à Nouakchott, cette première banque algérienne implantée à l'étranger s'inscrit dans une dynamique de coopération régionale et de financement des projets structurants.

Dans cet entretien, son directeur général, Sadi Ahmed Salah Eddine, revient sur la stratégie de développement de l'établissement, ses perspectives de croissance, ainsi que les opportunités qu'offre le marché mauritanien, notamment à travers le lancement de nouveaux produits et l'élargissement de son réseau

Comment évaluez-vous l'évolution récente des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Mauritanie, et quels secteurs présentent aujourd'hui le plus fort potentiel de croissance ?

Il y a une bonne cadence dans l'évolution des échanges. Hormis le domaine de l'agroalimentaire, des matériaux de constructions, des produits pharmaceutiques et des produits halieutiques. Nous enregistrons aussi un intérêt de grandes sociétés de réalisations Algériennes qui soumis-



sionnent aux grands projets lancés par les autorités Mauritanienes.

La récente visite de l'exécutif Mauritanien à sa tête le premier Ministre en Algérie, dénote cette volonté d'augmenter le volume des échanges. D'ailleurs il y a eu signature de 29 conventions dans le domaine de la pêche et de l'Energie.

Quel rôle concret Algerian Union Bank joue-t-elle dans la facilitation des

transactions commerciales et d'investissements entre les entreprises algériennes et mauritaniennes ?

Algerian Union Bank a été créée à l'instar d'autres banques (Exp : Senegal, France) pour amorcer l'objectif et la volonté de l'Algérie de conquérir d'autres marchés et d'internationaliser la présence de sociétés Algériennes. Le marché Africain revêt un caractère prioritaire et important.

Parmi les rôles d'AUB celui



de l'intermédiation financière entre l'Algérie et la Mauritanie. Cette intermédiation se traduit par le financement des échanges et des investissements : AUB finance à la fois les exportations algériennes vers la Mauritanie et les projets d'investissement bilatéraux.

L'accompagnement sur-mesure : Elle propose des solutions adaptées et un accompagnement personnalisé aux entreprises. Elle les aide aussi à établir des mises en relation avec des partenaires locaux.

L'ancrage territorial : Pour être au plus près des flux économiques, elle possède trois agences à Nouakchott, Nouadhibou et Zouérate, un hub commercial stratégique.

Quels mécanismes de financement proposez-vous pour soutenir les PME/PMI et encourager leur intégration dans les chaînes de valeur régionales ?

Nous sommes une banque universelle. Hormis les financements classiques (investissement, exploitation et opérations de commerce internationale) nous avons aussi la fenêtre islamique avec les produits y afférant.

Quelles sont aujourd'hui les principales contraintes d'accès au financement pour les entrepreneurs locaux, et comment votre institution compte-t-elle y répondre ?

Nous rencontrons des difficultés pour la collecte de données comptables et financières fiables. Ce qui complique l'analyse de la santé financière d'une entreprise et qui rend la prise de décision difficile.

Quelles opportunités d'investissement conseillerez-vous aux entreprises algériennes de développer en Mauritanie et quelles

pourraient être les facilités accordées ?

Les opportunités existent dans tous les domaines. Les plus en vues sont, la santé, l'agroalimentaire, l'agriculture, l'énergie et la réalisation (BTP, Hydraulique ...).

Dans quelle mesure à travers votre banque le développement d'instruments financiers modernes (digital Banking, finance islamique, Trade finance) peut-il accélérer les échanges économiques entre les deux pays ?

Nous sommes à l'ère de la digitalisation et ce n'est pas propre au domaine bancaire. Nous travaillons pour mettre en place l'ensemble des outils et mécanismes pour fluidifier les opérations et faciliter la vie à nos clients. Ceci contribuera certainement à l'accélération des échanges entre les deux pays.

Comment Algerian Union Bank s'inscrit-elle dans une dynamique plus large d'intégration économique maghrébine et ouest-africaine ?

Notre positionnement géographique couvrant la liaison entre l'Afrique du nord et l'Afrique de l'ouest représente un atout majeur dans ce contexte. Nous assurons la qualité opérationnelle et la garantie de bonne exécution des opérations entre les pays.

Quelle est votre vision à moyen et long terme pour le partenariat économique Algérie-Mauritanie, et quels leviers clés doivent être activés pour en maximiser l'impact ?

L'ouverture de la banque en Mauritanie amorce une garantie, rapidité et volume d'échange. La réalisation de la Route Tindouf Zouérate étant aussi un projet de grande envergure et d'importance majeure. La volonté

aussi des opérateurs Algériens de conquérir les marchés africains est certaine. L'ensemble de ces arguments milite vers un avenir prometteur.

Comment la Banque d'Algérie encadre-t-elle le développement du mobile Banking, et quelles mesures sont prévues pour garantir à la fois la sécurité des transactions et l'adoption massive par les citoyens et les entreprises ?

AUB opère dans l'environnement réglementaire. En tant que banque agréée en se conformant aux instructions et en les intégrant dans le déploiement de ses services digitaux.

- Notre stratégie repose sur des produits adaptés à chaque segment et selon les besoins identifiés

- Les mesures de sécurité des transactions avec plusieurs niveaux de protection :

KYC renforcé car notre mobile Banking n'étant pas un wallet. Nous utilisons une application mobile qui est un relais sur le compte ouvert sur nos guichets. Les opérations suivent la même logique de sécurité que le compte traditionnel en cas de virements les vérifications sont faites et des approbations mises en place, et cette application nécessite une authentification forte, et une traçabilité des opérations.

- Pour les leviers d'adoption massive, l'AUB s'appuie sur son réseau d'agence comme point d'appui pour le onboarding digitale,

- Pour les entreprises il y'a une offre de virement massive et la gestion de trésorerie au quotidien pour une meilleur digitalisation

L'AUB positionne son mobile Banking comme un axe stratégique de développement commerciale s'inscrivant pleinement dans le cadre réglementaire BCM

Nous sommes à l'ère de la digitalisation et ce n'est pas propre au domaine bancaire. Nous travaillons pour mettre en place l'ensemble des outils et mécanisme pour fluidifier les opérations et faciliter la vie à nos clients.

Mauritanie

Consolider le pari numérique, combler le déficit d'infrastructures

La Mauritanie a accompli des progrès notables en matière de transformation numérique, particulièrement dans le déploiement rapide des services d'administration en ligne et des paiements mobiles. Les citoyens, qu'ils résident dans le pays ou à l'étranger, peuvent désormais demander passeports et cartes nationales d'identité via l'application mobile Houwiyeti, après enregistrement auprès de l'Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés (ANRPTS), et recevoir leurs documents en quelques semaines — un rythme qui soutient la comparaison avec les meilleures pratiques internationales.

Par ailleurs, le pays a adopté en moins de cinq ans les transactions financières mobiles à une cadence qui dépasse celle de nombreux voisins régionaux. À ce titre, l'initiative stratégique de la Banque Centrale de Mauritanie, avec le lancement de Gimtel — à l'image de l'UPI indien ou du Pix brésilien — mérite d'être saluée : elle empêche qu'une seule application de paiement ne s'impose sur le marché et garantit ainsi aux consommateurs une concurrence saine et une valeur maximale.

Une logique de digitalisation pertinente

Cette accélération vers la digitalisa-



tion des services publics est la bonne stratégie pour améliorer l'efficacité, renforcer la transparence et accroître la mobilisation des recettes fiscales. Compte tenu du caractère souvent inefficace des procédures actuelles — freinées par des un personnel administratif parfois insuffisamment formé — la digitalisation offre un potentiel considérable de réduction des coûts opérationnels.

Les services numériques sont essentiels pour les économies en développement comme la Mauritanie : ils offrent une voie claire pour rattraper les pays avancés, voire les dépasser

dans certains segments. Le gouvernement doit être encouragé à poursuivre cette trajectoire. De nombreux secteurs — l'éducation, la santé, le domaine foncier, les impôts, les registres d'entreprise, entre autres — se prêtent idéalement à la digitalisation. De son côté, le secteur privé gagnerait à utiliser pleinement les services numériques, tant dans ses relations avec clients, fournisseurs et employés, que pour ses interactions avec les services gouvernementaux (i.e sécurité sociale, impôts, douanes et autres services). Le gouvernement devrait en réalité privilégier les services numériques, décourageant ainsi les services physiques, sauf dans les zones où l'accès à la connectivité reste limité.

Le déficit d'infrastructures, un frein critique

Ces avancées, aussi réelles soient-elles, demeurent sérieusement entravées par le retard accumulé sur les infrastructures numériques, en particulier sur la connectivité. Le succès de l'administration électronique et des paiements digitaux risque d'être freiné par une couverture, une capacité et une fiabilité insuffisantes. Nul n'ignore que la connectivité reste difficile en dehors de Nouakchott et des principales villes.

Ibrahim Ba



Ibrahim Ba, ancien directeur des investissements d'infrastructure réseau chez Meta (Facebook), cumule plus de 25 ans d'expérience dans les infrastructures numériques. Distingué parmi les **100**

Africains les plus influents par *New African Magazine* (2020) et les **50 personnalités qui font l'Afrique numérique** par *Jeune Afrique*

(2021), il a piloté chez Meta des projets de plusieurs milliards de dollars à travers l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie-Pacifique et l'Afrique — dont **2Africa**, le plus long câble sous-marin au monde. Auparavant vice-président de HIP Consult Inc. (Washington D.C.) et directeur de la stratégie chez Lumen (Colorado), il est diplômé de l'**École des Mines de Saint-Étienne** et titulaire d'un MBA de la **Kellogg School of Management** (Northwestern University).

Abonnement Particulier

- Envoi du PDF de chaque numéro pendant
une année.

1000 MRU/an

Bon de souscription

Nom :

Prénom :

Adresse :

Téléphone :

Email :

Fonction/ Entreprise :

Je souscris à un abonnement particulier d'une durée de 12mois pour un montant de 1000 MRU,
Payable en : ☐ Espèces, ☐ Chèques ☐ Virement

Signature :

Contact : +222 37 02 78 28 / 46 82 00 37
diallorysow@gmail.com

**MOHAMED SALEM BAIRA FONDATEUR & DIRECTEUR GÉNÉRAL
IBTIKAR TECHNOLOGIES**

Notre priorité a toujours été l'impact mesurable, pas la démonstration technologique

En moins de cinq ans, IBTIKAR Technologies s'est imposé comme l'un des principaux artisans de la transformation numérique de la Mauritanie. Derrière HOUWIYETI (identité numérique), KHIDMATY (services publics digitaux) et AÏN (réclamations citoyennes), l'entreprise mauritanienne construit une véritable infrastructure numérique d'État, aujourd'hui reconnue à l'échelle africaine. Son fondateur et Directeur Général, Mohamed Salem Baira, revient pour Financial Afrik sur l'émergence d'un champion technologique africain à l'ambition désormais régionale.

IBTIKAR Technologies est aujourd'hui considéré comme l'un des partenaires technologiques stratégiques de l'État mauritanien. Comment êtes-vous passés d'une start-up locale à ce rôle structurant ?

Notre trajectoire repose sur une conviction simple : les défis africains nécessitent des solutions conçues depuis l'Afrique, par des équipes qui comprennent profondément les réalités locales. Dès le départ, nous avons refusé de nous limiter à l'intégration de technologies importées — nous avons choisi de construire nos propres plateformes, adaptées aux usages, aux infrastructures et aux contraintes de notre environnement.

Nous avons commencé par un constat très concret : les systèmes traditionnels d'identification et de services publics étaient souvent complexes, coûteux et difficilement accessibles. Nous avons donc pensé HOUWIYETI, KHIDMATY et AÏN comme un écosystème cohérent où chaque brique renforce la suivante.

La Mauritanie nous a fait confiance parce que nous parlions la même



langue que ses défis — connectivité, accessibilité, inclusion — et surtout parce que nous avons livré des résultats mesurables plutôt que des promesses.

HOUWIYETI a obtenu deux distinctions panafricaines majeures en avril 2026 — les Africa T-Awards à Dakar et les African CIO Awards à Marrakech. Que représente cette double reconnaissance pour IBTIKAR et pour la Mauritanie ?

Ces distinctions ont une valeur symbolique très forte. Elles confirment que

la Mauritanie n'est plus simplement consommatrice de technologies : elle devient un pays capable de produire des infrastructures numériques reconnues à l'échelle africaine. HOUWIYETI a été primée parce qu'elle combine sécurité biométrique, simplicité d'usage, intégration aux registres nationaux et accessibilité même en zone à faible connectivité.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : près de 570 000 téléchargements, une note de 4,3 sur 5, et une utilisation quotidienne par des centaines de milliers de Mauritaniens. Ce n'est plus un projet pilote — c'est une infrastructure nationale vivante. Le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko l'a d'ailleurs publiquement érigée en modèle lors de sa visite à Nouakchott.

Mais au-delà de la reconnaissance technologique, ces distinctions adressent surtout un message aux jeunes talents africains : il est possible de concevoir depuis Nouakchott des solutions capables de rivaliser avec les meilleurs standards internationaux.

Vous insistez souvent sur l'impact concret de vos plateformes. Quels changements mesurables ont-elles apporté pour les citoyens et les institutions ?

Notre priorité a toujours été l'impact mesurable, pas la démonstration technologique. Sur la plateforme AÏN, ce sont près de 9 000 réclamations citoyennes reçues, avec un taux de traitement de 96 %. Sur la sécurité routière, notre système IA a permis de réduire de 70 % le temps moyen de traitement des infractions pour la DGSN.

Avec KHIDMATY, la création d'entreprise en ligne est désormais possible. Sur le Registre Social Numérique, notre moteur de scoring a réduit de moitié la durée des missions de



ciblage des ménages vulnérables — un résultat que la Banque Mondiale a explicitement salué.

Mais le changement le plus profond est peut-être ailleurs : la transformation progressive de la relation de confiance entre le citoyen mauritanien et ses services publics. C'est ce que nous construisons chaque jour, et c'est ce qui donne un sens durable à notre travail.

Financial Afrik accorde une attention particulière à l'axe Afrique-Monde arabe. Comment IBTIKAR se positionne-t-il concrètement dans cette dynamique ?

Cet axe est au cœur de notre stratégie d'expansion. L'ouverture de notre bureau à Abu Dhabi n'est pas un hasard — c'est une décision délibérée pour créer des passerelles concrètes entre les capacités d'innovation africaines et les grands écosystèmes d'investissement du Monde arabe.

Aujourd'hui, des institutions comme la BADEA, le Fonds Saoudien pour le Développement, le Fonds Koweïtien ou les fonds des Émirats mobilisent des dizaines de milliards de dollars pour la transformation numérique africaine. Mais ces capitaux cherchent des solutions éprouvées, déployées à grande échelle, conformes aux normes ISO 27001 et RGPD — des solutions capables de fonctionner dans des environnements complexes. C'est exactement ce que nous proposons.

IBTIKAR veut être ce pont technologique : une expertise africaine authentique, des plateformes déployées dans des contextes réels, et une architecture ouverte qui facilite l'intégration avec les systèmes existants. Une coopération Sud-Sud basée non seulement sur le financement, mais sur la production locale de compétences et d'infrastructures numériques souveraines.

Votre portefeuille couvre l'identité numérique, les services publics, l'eKYC bancaire, la sécurité routière et le secteur minier. S'agit-il d'une diversification ou d'une stratégie unifiée ?

C'est une stratégie profondément unifiée. Toutes nos plateformes reposent sur la même colonne vertébrale : la confiance numérique. L'identité

numérique constitue le socle de tout le reste — services publics, inclusion financière, authentification sécurisée, traçabilité des actifs, eKYC bancaire. Quand vous sécurisez l'identité d'un citoyen, vous déverrouillez simultanément l'accès aux services de l'État, la relation bancaire, la légitimité des transactions minières et la traçabilité réglementaire. Ce n'est pas de la diversification — c'est une architecture systémique où chaque brique amplifie la valeur des autres.

Le véritable enjeu pour les États africains n'est plus simplement de digitaliser des formulaires. L'enjeu est de maîtriser les infrastructures numériques critiques qui conditionneront leur compétitivité pour les vingt prochaines années.

« De l'idée à l'impact — ce n'est pas un slogan. C'est la preuve que nous avons construite, depuis Nouakchott, pour l'Afrique. »

Certains observateurs parlent désormais de la Mauritanie comme d'un futur hub technologique régional. Partagez-vous cette ambition ?

Oui, clairement — et ce n'est pas seulement une ambition, c'est une dynamique déjà en marche. La Mauritanie avance rapidement sur plusieurs chantiers structurants simultanément : identité numérique, digitalisation des services publics, fintech, cybersécurité, intelligence artificielle et infrastructures de données. Ce rythme est remarquable.

Mais surtout, nous voyons émerger une nouvelle génération de talents mauritaniens extrêmement compétents et ambitieux. L'enjeu est de transformer cette énergie en véritable écosystème : formation, financement de l'innovation, exportation de services technologiques, accompagnement des entreprises locales à l'international.

La prochaine étape pour la Mauritanie n'est plus uniquement de se digitaliser. La prochaine étape est de faire émerger depuis Nouakchott des solutions capables de servir l'ensemble du continent africain. Nous voulons qu'IBTIKAR soit l'une des preuves que c'est possible.

Quels sont les prochains grands chantiers d'IBTIKAR — intelligence artificielle, expansion régionale, partenariats financiers ?

Nous entrons dans une nouvelle phase de croissance. L'Afrique est

notre priorité régionale immédiate — plusieurs États font face à des défis identiques en matière d'identité numérique et de services publics, et notre modèle a été conçu dès le départ pour être modulaire et adaptable à différents contextes réglementaires.

En parallèle, nous investissons massivement dans l'intelligence artificielle appliquée : vérification d'identité en temps réel, automatisation documentaire, et analyse décisionnelle. Ces technologies deviennent des prérequis pour tout l'écosystème financier africain — banques, fintechs, télécoms, assurances.

Nous recherchons activement des partenaires financiers — fonds d'investissement africains ou arabes — partageant notre vision d'une infrastructure numérique africaine construite par des acteurs africains. La prochaine génération d'infrastructures numériques sur le continent sera souveraine ou ne sera pas.

Quel message souhaitez-vous adresser aux gouvernements, investisseurs et décideurs africains qui liront ce numéro spécial ?

La transformation numérique n'est plus uniquement un sujet technologique. Elle est devenue un enjeu de compétitivité, de souveraineté et de confiance institutionnelle. Les États qui maîtriseront leurs infrastructures numériques — leurs systèmes d'identité, leurs plateformes de services, leurs données — seront aussi ceux qui maîtriseront le mieux leur avenir économique.

IBTIKAR a démontré qu'il était possible, depuis la Mauritanie, de construire des infrastructures numériques à fort impact, avec des équipes africaines, pour des réalités africaines. Notre message aux gouvernements : vos défis sont nos projets. Aux banques et fintechs : votre onboarding client peut être sécurisé, fluide et conforme aux standards internationaux en quelques secondes. Aux investisseurs : nous sommes à la fois une success-story documentée et une plateforme de croissance régionale.

Nous sommes convaincus qu'une nouvelle génération de champions technologiques africains est en train d'émerger. IBTIKAR veut en faire partie — et contribuer à faire de la Mauritanie l'un de leurs berceaux.

Branding Mauritanie

VENDRE UNE DESTINATION

AFFAIRES ET INVESTISSEMENT



Léa Decraene
Resp. Business
Développement

Pendant longtemps, la Mauritanie a été décrite à partir de ses marges, sécurité, désert, tensions au Sahel.

En 2024, le produit intérieur brut est estimé à un peu plus de 10,7 milliards de dollars, soit autour de 2 100 dollars par habitant, et le FMI projette une croissance d'environ 4,7% en 2026, portée par la montée en puissance du gaz. La question posée aux partenaires change lentement, il ne s'agit plus seulement de savoir si la Mauritanie est stable, mais de se demander ce que l'on peut y bâtir, financer ou connecter au reste du continent.

Réformes et climat d'investissement

Le socle de ce repositionnement reste la réforme. La révision du code des investissements et la montée en puissance de l'agence dédiée à la promotion de l'investissement vont dans le sens d'un cadre plus lisible pour les projets privés. Les flux d'investissements directs étrangers restent dominés par l'énergie et les mines, mais les dernières analyses montrent une progression de la part des services, des infrastructures et de quelques projets industriels, signe d'une lente diversification. Procédures simplifiées, interlocuteur identifié, secteurs prioritaires clarifiés, tout cela ne règle pas les fragilités structurelles, mais change progressivement la manière dont le pays se présente aux investisseurs.

Au-delà du gaz et des mines

Les secteurs eux-mêmes évoluent. Le couple gaz-mines reste la pointe la plus visible, avec le gaz offshore et la modernisation de la filière minière. Mais d'autres champs apparaissent, pêche et transformation, agroalimentaire, services, logistique, tourisme mieux structuré autour des villes anciennes, du littoral et du désert. Le secteur des pêches pèse une part significative du PIB et des exportations, et fournit des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects, ce qui en fait l'un des piliers de l'économie bleue. Le récit économique ne peut plus se réduire à l'extraction: il doit intégrer des expériences de valeur ajoutée locale, portées par des entreprises qui travaillent sur des chaînes complètes, de la production au marché.

Tourisme culturel et montée en gamme

Le tourisme culturel occupe une place particulière dans cette nouvelle image. Avec les anciens ksour de Ouadane, Chinguetti, Tichitt et Oualata inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO, le parc du Banc d'Arguin et les festivals des villes anciennes, le pays dispose d'atouts rares, à la fois historiques et paysagers. Les arrivées internationales restent modestes, de l'ordre de quelques dizaines de milliers de visiteurs par an, mais les données récentes montrent un redressement après la pandémie et un regain d'intérêt pour les itinéraires sahariens.



Les stratégies de développement du tourisme et de l'écotourisme cherchent à mieux relier ce patrimoine aux circuits économiques, en soutenant les initiatives locales et en impliquant davantage les communautés dans l'accueil et les services.

L'offre hôtelière suit ce mouvement avec l'arrivée d'enseignes internationales et d'adresses haut de gamme à Nouakchott. L'ouverture du Sheraton Nouakchott, premier grand hôtel de marque mondiale dans le pays, et la montée en gamme d'établissements comme le Fasq Hotel, en zone diplomatique, donnent des points d'appui clairs aux voyageurs d'affaires. En parallèle, des tours opérateurs et agences locales développent des circuits dans le désert, vers Chinguetti, Ouadane ou l'Erg Amatlích, qui combinent campements confortables, villes anciennes et paysages sahariens, attirant une clientèle étrangère en quête d'expériences mieux structurées.

Virage vert et économie bleue

L'économie verte et l'économie bleue prennent aussi davantage de place dans le récit économique du pays. Avec les projets d'hydrogène vert et d'énergies renouvelables, la Mauritanie se positionne comme futur producteur d'énergie propre, en misant sur ses ressources solaires et éoliennes et sur un cadre législatif en cours de structuration. En 2026, le pipeline de projets en hydrogène vert est évalué à environ 100 milliards de dollars d'investissements potentiels, avec un objectif affiché de 12,5 millions de tonnes de production annuelle d'ici 2035.

Côté économie bleue, la stratégie autour de Nouadhibou, de la pêche et de la transformation halieutique cherche à passer d'un modèle centré sur l'exportation de produits bruts à des chaînes de valeur intégrant davantage de transformation locale, de logistique et de services portuaires.

Rôle des partenaires financiers

La Banque africaine de développement occupe, dans ce processus, une place particulière. En mars 2026, elle a intensifié son soutien au secteur privé mauritanien, en co-organisant avec l'agence de promotion des investissements un atelier dédié aux mécanismes de financement et à la préparation de projets bancables. Son action porte sur l'amélioration de l'environnement des affaires, le renforcement des capacités de l'APIM, le financement d'infrastructures comme le pont de Rosso ou l'interconnexion électrique avec le Mali, et l'appui aux banques commerciales. Pour un investisseur extérieur, cette présence agit comme un signal de confiance dans la trajectoire de réformes du pays.

Un travail de patience

Pour un pays comme la Mauritanie, le branding reste un exercice de patience. Il ne s'agit pas d'effacer l'image d'un contexte difficile, mais de montrer, faits à l'appui, qu'un mouvement est engagé sur le climat des affaires, la gestion budgétaire et l'ouverture à des partenariats entre secteur public et secteur privé.

Qui porte la nouvelle image

Les institutions économiques, ministère des Finances, Banque centrale, agences dédiées, occupent le premier plan lorsqu'il s'agit de chiffres, de code des investissements ou de garanties. La diplomatie économique prend le relais à l'extérieur, forums, missions, accords avec des chambres de commerce, échanges avec des partenaires européens, arabes et africains. Le secteur privé apporte une lecture de terrain, en expliquant ce qui fonctionne, ce qui bloque, ce qui progresse. Dans ce contexte, vendre la destination Mauritanie à un investisseur sérieux revient à dire les choses simplement. Le cadre évolue, mais reste en chantier. Des secteurs offrent des marges de progression importantes, au-delà des ressources naturelles. La position géographique, entre plusieurs espaces régionaux, ouvre des perspectives en matière de flux, de logistique et de services. Pour ceux et celles qui acceptent une approche de long terme et une logique de construction avec des acteurs locaux, c'est là que se trouve, aujourd'hui, l'essentiel de l'opportunité.

Top 10

DES PROJETS PPP LES PLUS STRATÉGIQUES EN MAURITANIE ENTRE 2026-2030

ÉNERGIE / "ÉLECTRIFIER, DÉCARBONER, EXPORTER"

1



FICHE PROJET

OBJECTIF

- ✓ Accélérer l'accès à l'énergie et positionner la Mauritanie comme hub énergétique vert

PROJETS CLÉS

- ✓ Déploiement national de mini-réseaux solaires (off-grid)

- ✓ Centrales hybrides (solaire + stockage batterie)
- ✓ Développement de clusters d'hydrogène vert (production & export)
- ✓ Renforcement du réseau de transport d'électricité

PROJET PHARE

- ✓ Programme national de mini-réseaux (extension RIMDIR/PERSEM en PPP)

POURQUOI INVESTIR ?

- ✓ Faible taux d'électrification rurale
- ✓ Fort soutien des bailleurs internationaux
- ✓ Modèle PPP déjà éprouvé et répliquable

AGRICULTURE & AGRO-INDUSTRIE / NOURRIR LE PAYS, CONQUÉRIR LES MARCHÉS

2



FICHE PROJET

OBJECTIF

- ✓ Assurer la souveraineté alimentaire et développer l'export agricole

PROJETS CLÉS

- ✓ Aménagements hydro-agricoles (vallée du fleuve Sénégal)

- ✓ Pôles agro-industriels intégrés (Tarza, Brakna)
- ✓ Infrastructures de stockage (silos, chambres froides)
- ✓ Unités de transformation (tomate, oignon, lait)

MODÈLE PPP

- ✓ **Public** : foncier + irrigation
- ✓ **Privé** : production + transformation + commercialisation

IMPACT

- ✓ Réduction des importations
- ✓ Création de chaînes de valeur locales

PÊCHE & INDUSTRIE HALIEUTIQUE / TRANSFORMER LOCALEMENT, EXPORTER MASSIVEMENT

3



FICHE PROJET

OBJECTIF

- ✓ Passer d'une économie d'export brut à une industrie halieutique intégrée

IMPACT

- ✓ Augmentation de la valeur ajoutée
- ✓ Renforcement des exportations

PROJETS CLÉS

- ✓ Zones industrielles de transformation à Nouadhibou
- ✓ Entrepôts frigorifiques portuaires
- ✓ Modernisation des ports de pêche

- ✓ Unités de valorisation (farine, conserves)

PROJETS IDENTIFIÉS

- ✓ Entrepôt frigorifique au port de Nouadhibou
- ✓ Traitement des eaux usées du secteur

INFRASTRUCTURES & LOGISTIQUE / FAIRE DE LA MAURITANIE UN HUB RÉGIONAL

4



FICHE PROJET

OBJECTIF

- ✓ Positionner le pays comme plateforme logistique stratégique

IMPACT

- ✓ Hub Afrique du Nord – Afrique de l'Ouest
- ✓ Accélération des flux commerciaux et export

PROJETS CLÉS

- ✓ Port en eau profonde de Nouadhibou
- ✓ Nouvel aéroport international de Nouadhibou
- ✓ Corridors routiers structurants
- ✓ Plateformes logistiques multimodales

EAU & ASSAINISSEMENT / SÉCURISER LES RESSOURCES VITALES

5



FICHE PROJET

OBJECTIF

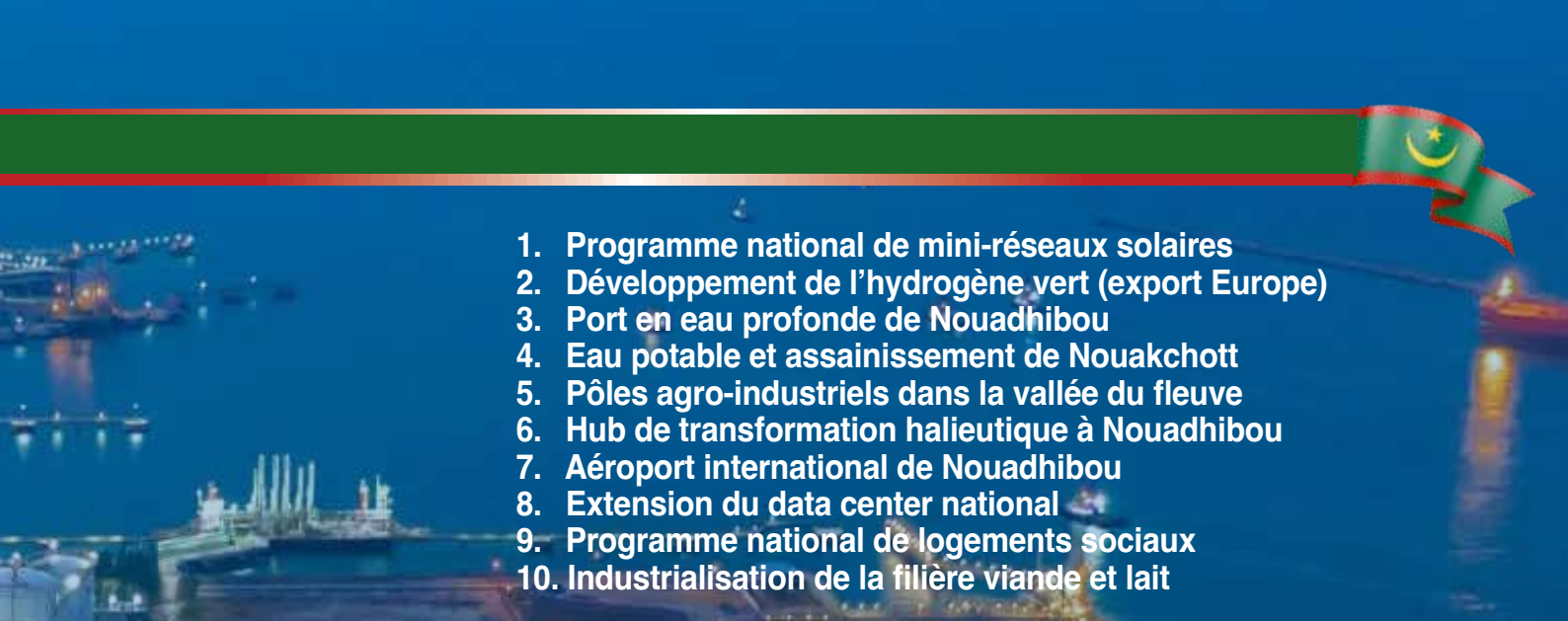
- ✓ Garantir l'accès durable à l'eau et améliorer le cadre de vie

POURQUOI INVESTIR

- ✓ Pression démographique croissante
- ✓ Besoins critiques en infrastructures hydrauliques

PROJETS CLÉS

- ✓ Usines de dessalement (Nouadhibou)
- ✓ Réseaux d'eau potable (urbain et rural)
- ✓ Assainissement de Nouakchott
- ✓ Délégation de service public de l'eau

- 
1. Programme national de mini-réseaux solaires
 2. Développement de l'hydrogène vert (export Europe)
 3. Port en eau profonde de Nouadhibou
 4. Eau potable et assainissement de Nouakchott
 5. Pôles agro-industriels dans la vallée du fleuve
 6. Hub de transformation halieutique à Nouadhibou
 7. Aéroport international de Nouadhibou
 8. Extension du data center national
 9. Programme national de logements sociaux
 10. Industrialisation de la filière viande et lait

MINES & TRANSFORMATION / CRÉER DE LA VALEUR LOCALEMENT

6



FICHE
PROJET

OBJECTIF

- ✓ Industrialiser le secteur extractif

IMPACT

- ✓ Augmentation de la valeur ajoutée nationale
- ✓ Réduction de la dépendance aux exportations brutes

PROJETS CLÉS

- ✓ Transformation locale du fer (sidérurgie)
- ✓ Développement de la filière aurifère
- ✓ Infrastructures minières (rail, logistique)

URBANISME & INFRASTRUCTURES SOCIALES / ACCOMPAGNER LA CROISSANCE URBAINE

7



FICHE
PROJET

OBJECTIF

- ✓ Répondre aux besoins sociaux et urbains

PROJETS CLÉS

- ✓ Programmes de logements sociaux
- ✓ Hôpitaux régionaux et centres de santé
- ✓ Universités et centres de formation technique

MODÈLE PPP

- ✓ Conception – construction – exploitation (DBO / BOT)

ENJEUX

- ✓ Réduction des déficits en services publics
- ✓ Amélioration du capital humain

NUMÉRIQUE & DIGITAL / CONNECTER ET MODERNISER L'ÉCONOMIE

8



FICHE
PROJET

OBJECTIF

- ✓ Accélérer la transformation digitale du pays

IMPACT

- ✓ Amélioration de la compétitivité
- ✓ Attractivité pour les investisseurs tech

PROJETS CLÉS

- ✓ Extension du data center national (Nouakchott Data Hub)
- ✓ Déploiement de la fibre optique
- ✓ Plateformes e-gouvernement

ÉLEVAGE & AGRO-PASTORAL / VALORISER UN CAPITAL NATUREL STRATÉGIQUE

9



FICHE
PROJET

OBJECTIF

- ✓ Industrialiser la filière animale

IMPACT

- ✓ Valorisation du cheptel national
- ✓ Développement des exportations

PROJETS CLÉS

- ✓ Abattoirs modernes orientés export
- ✓ Filière lait industrielle
- ✓ Transformation du cuir et des peaux

ENVIRONNEMENT & ÉCONOMIE VERTE / INVESTIR DURABLEMENT

10



FICHE
PROJET

OBJECTIF

- ✓ Intégrer la durabilité dans le développement économique

IMPACT

- ✓ Accès aux financements climatiques
- ✓ Développement d'une économie verte

PROJETS CLÉS

- ✓ Gestion des aires marines protégées
- ✓ Projets carbone et reforestation
- ✓ Gestion durable des ressources halieutiques

Mauritanie

Des régions aux potentialités énormes

La Mauritanie est un immense territoire de 1.030.000 kilomètres carrés, en grande partie désertique, mais qui renferme de grandes richesses naturelles entre un Nord, jouant un rôle capital dans les ressources extractives.

Le sous sol national abrite près de 1000 indices miniers.

Un tableau des richesses naturelles qui affiche également la pêche sur la côte, secteur clé grâce à une façade atlantique de 700 kilomètres, dont l'épicentre est la grande métropole du Nord, Nouadhibou, citée à la fois minière, portuaire, qui abrite les activités des industries halieutiques, un grand Est, zone d'élevage et un Sud tourné vers l'agriculture grâce au fleuve Sénégal.

Des richesses naturelles brutes dans les régions, qui contribuent à la formation de la quasi totalité du Produit Intérieur Brut (PIB).

Un tableau au delà duquel les autorités de Nouakchott, pensent désormais développer le tourisme. Une option qui renvoie à l'organisation de la première édition du Forum International sur le Tourisme de Nouakchott, placée sous le thème "l'épopée du désert et de la mer". Cette manifestation s'est déroulée du 02 au 05 avril, sous l'impulsion de l'Office National du Tourisme (ONT).

Cependant, présenter les potentialités et le poids économique des régions de Mauritanie en cette 26^e année du troisième millénaire, pousse vers un exercice qui doit forcément débiter par Nouakchott, la plus grande agglomération du pays, une ville tentaculaire renfermant trois (3) régions, épicentre de toutes les activités liées aux services dont l'apport

Les régions du Nord de la Mauritanie, Tiris-Zemmour, Nouadhibou, Adrar et Inchiri, jouent un rôle vital dans l'économie mauritanienne grâce à leurs richesses dans les industries Extractives : mines de fer, or, cuivre...



à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) reste encore inférieur à celui des grandes mamelles de l'économie nationale, telles les mines et la pêche.

Une analyse des perspectives de contribution dynamique de toutes les régions de Mauritanie à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) permet de constater l'existence d'un énorme potentiel brut. Mais pour donner une véritable valeur ajoutée à l'économie de toutes les treize (13) régions, il y a des défis liés à la création des infrastructures, le financement, la formation, la gestion des ressources naturelles, l'ouverture vers une coopération décentralisée régionale et internationale, la diversification, la transformation...

Régions du Nord, riches en ressources extractives

Les régions du Nord de la Mauritanie, Tiris-Zemmour, Nouadhibou, Adrar et Inchiri, jouent un rôle vital dans l'économie mauritanienne grâce à leurs

richesses dans les industries Extractives : mines de fer, or, cuivre...

Depuis l'indépendance, acquise le 28 novembre 1960, et même bien avant, ces zones constituent le poumon et le cerveau de l'économie extractive, avec une contribution essentielle aux revenus nationaux à travers des entreprises à capitaux publics, ou des partenariats avec les grandes multinationales spécialisées.

Une réalité stratégique qui renvoie l'image de pôles extractifs majeurs, concentrant l'essentiel de la production minière et un poids considérable dans l'économie nationale.

Des régions du Nord, dont le terroir offre une part déterminante de l'économie et une source majeure de devises à l'état.

Une réalité économique en contraste avec le ressenti des populations des régions, qui réclament plus de retombées dans le cadre de la responsabilité sociétale.

Une revendication légitime pour plus d'infrastructures : hôpitaux, écoles,



routes, accès à l'électricité et opportunités d'emplois au delà des industries minières.

Le poids du Nord par les chiffres

Le tableau de l'économie mauritanienne affiche des industries extractives, essentiellement localisées dans ces trois (3) régions situées au nord du pays, qui ont contribué à près de 20% à la formation du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2024.

Ce secteur, moteur, porté principalement par le fer de la Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM), qui représente 77% des exportations.

Les ventes de fer et 24% des recettes de l'état.

Les activités d'exploitation des minerais de fer sont concentrées dans les régions de Zouerate (extraction) et Nouadhibou (administration et port minéralier).

La Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM), la plus importante entreprise publique du pays, a produit 14,222 millions de tonnes de fer en 2024, alors que Tasiast Mauritanie Limited (TML SA) et MCM, opérant dans la région de l'Inchiri, ont respectivement produit 19,359 tonnes d'or et 1818 tonnes d'or, l'orpaillage traditionnel rapportant 1,974 tonnes (TML SA) et 0,971 tonnes (MCM).

Devant ce tableau, Abidine Sidaty, un notable du Nord, invite les autorités à adopter "des politiques publiques intégrant davantage les besoins des

Les activités d'exploitation des minerais de fer sont concentrées dans les régions de Zouerate (extraction) et Nouadhibou (administration et port minéralier).



LE STATUT DE NOUAKCHOTT, UNE VILLE COUVRANT 3 RÉGIONS, EN PÔLE POSITION POUR LES SERVICES

Un statut acquis au fil des années pour ravir à Nouadhibou son rôle de capitale économique, grâce au secteur des services : le commerce, le tourisme, les transports et les industries de pêche : transformation des produits de la mer et un potentiel agricole qui tente de décoller grâce au maraichage, en plus de quelques activités d'élevage.

régions productrices, afin de transformer la richesse minière en levier réel de développement local, avec un impact décisif sur l'émergence souhaitée des terroirs.

Rôle capital de la pêche avec Nouadhibou et Nouakchott

La pêche, artisanale et industrielle, pratiquée sur les bords de l'océan Atlantique, qui traverse la Mauritanie sur 700 kilomètres, de Nouadhibou à Ndiago (près de Saint-Louis du Sénégal), est l'un des piliers de l'économie mauritanienne.

Les activités de pêche sont concentrées essentiellement dans les deux (2) plus grandes agglomérations du pays, Nouadhibou, la cité portuaire du Nord et Nouakchott.

Le secteur de la pêche représentait en 2016, 20% des recettes budgétaires, soit 400 millions d'euros, grâce à la vente des droits de pêche aux flottes étrangères : les accords avec l'Union Européenne (UE), la Chine, la Turquie... Offrent une rente majeure. Les produits de la mer (poulpes, merlus, petits pélagiques) représentent 50 à 60% des exportations totales, suivant les années.

Le secteur de la pêche pèse d'un énorme poids social, avec 40.000 personnes qui vivent grâce aux différentes branches d'activités : marins, mareyeurs, transformatrices, dockers, usines...

La pêche artisanale est une activité vitale pour les quartiers côtiers de Nouadhibou et Nouakchott, avec 80% des produits débarqués à Nouakchott.

Les produits de la pêche jouent un rôle capital dans la sécurité alimentaire, à la fois pour les populations des agglomérations côtières et l'intérieur du pays.

Mais au delà de l'abondance historique, de ressources halieutiques désormais sous une forte pression, le secteur de la pêche dans ces ré-



gions, souffre encore d'un énorme déficit de valeur ajoutée, pour donner à l'économie locale, un élan décisif.

Le Grand Est, réservoir de bétail

Le secteur de l'élevage est un pilier historique de l'économie mauritanienne, avec une contribution estimée entre 10 et 15% du Produit Intérieur Brut (PIB), selon des variations liées aux sources de référence.

Le Plan National 2018/2025, estime que l'élevage représente 70% des activités de la population active et offrent 60% des emplois dans le monde rural en Mauritanie.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, on relève une production de 248.247 tonnes de viande. La Mauritanie est excédentaire en viande rouge, avec 40% de la production nationale destinée à l'exportation.

Dans le même temps, le pays produit 580.000 tonnes de lait dérivés.

Les activités d'élevage sont pratiquées dans toutes les régions de Mauritanie, mais leur épiscentre se situe dans le Sud/Est, un ensemble géographique composé de trois (3) comprenant le Hodh Oriental, le Hodh Occidental et l'Assaba.

Pays à forte densité pastorale, la Mauritanie, compte 29 millions de têtes de bétail en 2025, soit 7 fois la population humaine : 16 millions d'ovins et caprins, 1,6 millions de bovins, 1,4 millions de camelins, 4988 unités de peaux et 12 millions de poulets de chair.

La Mauritanie, essentiellement par le Grand Sud/Est, mais aussi les autres régions, Dispose d'un cheptel massif et une population dotée d'un savoir faire pastoral séculaire.

Des atouts en dépit desquels les activités d'élevage dans les régions, gros réservoirs, entraînent de énormes lacunes liées à la faiblesse de la productivité, dont le caractère extensif agit comme un goulot d'étranglement.

Il y a également la question cruciale du changement climatique, la vulnérabilité aux sécheresses, la rareté des pâturages et la faible intégration du secteur aux circuits modernes, notamment le petit nombre d'unités

Les activités touristiques dans l'Adrar (Nord), une contrée présentée comme "le cœur historique et saharien de la Mauritanie" renvoie à une multitude d'images : désert, patrimoine, caravanes, pour les férus d'aventure et d'évasion.



de transformation dans les régions à gros potentiel.

Les régions de la vallée du fleuve Sénégal et le poids de l'agriculture

Avec une bordure de plusieurs centaines de kilomètres sur le fleuve Sénégal, allant de l'Atlantique à la frontière du Mali, les régions du Trarza, du Brakna, du Gorgol et du Guidimakha, constituent le grenier agricole de la Mauritanie.

Représentant 3 à 5% du Produit Intérieur Brut (PIB), l'agriculture en Mauritanie pèse moins que les industries extractives, la pêche et l'élevage.

Mais les activités du secteur demeurent stratégiques par rapport à la sécurité alimentaire des populations. Les régions dans lesquelles est pratiquée l'agriculture totalisent 502.000 ha, dont 135.000 ha irrigables dans la vallée du fleuve Sénégal, le reste étant lié aux aléas d'une pluviométrie capricieuse.

Toutefois, l'agriculture, pratiquée suivant 3 types : irriguée dans la vallée du fleuve (riz et sorgho, maïs), pluviale et oasisienne dans les autres contrées, pèse d'un grand poids Social et occupe 40% de la population rurale active.

Les céréales, 300.000 à 500.000 tonnes suivant les années, couvrent 40% des besoins nationaux. Le reste, riz et blé, est importé.

La production de riz sur des périmètres irrigués est de 100.000 à 150.000 tonnes par an.

Les dattes, produits identitaires, dans l'Adrar et à un degré moindre le Tagant, affichent une production annuelle de 20.000 à 30.000 tonnes par an.

Des activités de maraîchage sont pratiquées autour de Nouakchott, Rosso, Kaédi et Atar.

Le tourisme dans l'Adrar (Nord)

Les activités touristiques dans l'Adrar (Nord), une contrée présentée comme "le cœur historique et saharien de la Mauritanie" renvoie à une multitude d'images : désert, patrimoine, caravanes, pour les férus d'aventure et d'évasion.

Au delà d'Atar, la capitale régionale, cette province du Nord abrite la ville de Chinguetti, 7^e cité sainte de l'Islam, appelée "la Sorbonne du désert" avec de vieilles bibliothèques familiales abritant des manuscrits du moyen âge en arabe, une mosquée au minaret carré du 13^e siècle, la cité caravanière de Wadane, fondée au 13^e siècle.

Un tourisme sélectif, pratiqué suivant des randonnées et méharées de 6 à 8 jours à partir de 1600 euros.

Le tourisme, là bas, c'est 4 à 5 mois d'activités. Pas de chiffres, précis, mais des activités de la plus haute importance, vitales pour l'Adrar, animée par des aubergistes, des guides, des chameliers.

Cette région, c'est le produit d'appel du tourisme mauritanien : Chinguetti+Wadane+dunes=patri moine UNESCO.

Amadou Seck



Interview avec Oumar El Veth Sidi Abdel Kader Ebatt

« Entre ambitions agricoles et souveraineté alimentaire en Mauritanie »

Dans un contexte marqué par une forte dépendance aux importations alimentaires, la Mauritanie cherche à valoriser son potentiel agricole pour renforcer sa souveraineté. La région du Trarza, véritable poumon agricole du pays, attire de plus en plus d'investissements et d'initiatives privées. Acteur engagé dans ce secteur, Oumar El Veth Sidi Abdel Kader Ebatt partage sa vision, ses réalisations et ses ambitions pour une agriculture moderne, compétitive et durable. De l'exploitation de milliers d'hectares aux premières exportations vers l'international, il revient sur les défis, les opportunités et les perspectives à l'horizon 2030.

Aujourd'hui, comment évaluez-vous le potentiel agricole mauritanien, notamment dans la région du Trarza ?

Le potentiel agricole de la Mauritanie est immense, et la région du Trarza en constitue l'un des principaux piliers. Nous disposons de terres fertiles le long du fleuve Sénégal, d'un ensoleillement abondant et de ressources hydriques exploitables. Cependant, ce potentiel reste encore sous-exploité. Le Trarza pourrait devenir un véritable grenier agricole, non seulement pour la Mauritanie, mais aussi pour toute la sous-région. Nous avons la capacité de produire du riz, des légumes, ainsi que certaines cultures destinées à

Le potentiel agricole de la Mauritanie est immense, et la région du Trarza en constitue l'un des principaux piliers. Nous disposons de terres fertiles le long du fleuve Sénégal, d'un ensoleillement abondant et de ressources hydriques exploitables.



l'exportation.

Depuis quelques années, nous avons aménagé près de 2 000 hectares, dont environ la moitié est actuellement exploitée. Notre ambition est d'élargir et de diversifier cette exploitation dans les années à venir afin de répondre à la demande croissante des populations.

La Mauritanie importe encore énormément de produits maraîchers. Comment soutenir les agriculteurs

locaux pour renforcer la souveraineté alimentaire ?

C'est un enjeu stratégique majeur. Pour réduire les importations de produits comme la pomme de terre, l'oignon ou la tomate, il est essentiel d'agir sur plusieurs leviers.

Tout d'abord, il faut sécuriser l'accès aux intrants, notamment les semences certifiées, les engrais et les équipements agricoles. Ensuite, il est crucial d'améliorer les capacités de stockage et de transformation

afin de limiter les pertes post-récolte.

Par ailleurs, la mise en place de politiques de régulation intelligente du marché est nécessaire, notamment pour encadrer les importations pendant les périodes de production locale.

Enfin, l'accès au financement demeure un facteur déterminant. De nombreux agriculteurs disposent du savoir-faire, mais manquent de moyens pour se développer à grande échelle. Sans mécanismes de crédit adaptés, l'autosuffisance restera difficile à atteindre.

Quels sont les principaux défis pour moderniser l'agriculture mauritanienne ?

Les défis sont nombreux, mais clairement identifiés :

- * L'accès à une eau maîtrisée : les systèmes d'irrigation restent insuffisants ou mal optimisés
- * La faible mécanisation du secteur
- * Le manque de formation technique des producteurs
- * Les difficultés d'accès à des financements structurants
- * L'absence de chaînes de valeur bien organisées

À cela s'ajoute le défi du changement climatique, qui impose de développer une agriculture plus résiliente, durable et intelligente.

Comment encourager les jeunes et les femmes à se lancer dans l'entrepreneuriat agricole ?

Il est essentiel de changer la perception de l'agriculture. Elle ne doit plus être considérée comme une activité de subsistance, mais comme un véritable secteur d'opportunités économiques.

Pour y parvenir, plusieurs actions sont nécessaires :

- * Mettre en place des programmes de formation modernes et adaptés
- * Faciliter l'accès au foncier
- * Créer des incubateurs agricoles

Il est également important de valoriser des exemples de réussite pour inspirer une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles.



* Proposer des financements dédiés aux jeunes et aux femmes

Il est également important de valoriser des exemples de réussite pour inspirer une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles.

Dans cette dynamique, nous avons récemment signé une convention avec l'ISET de Rosso, afin d'offrir aux jeunes l'opportunité d'apprendre et de se former sur le terrain, en complément de leur formation académique.

Quels types de partenaires recherchez-vous aujourd'hui ?

Notre projet a atteint un certain niveau de maturité. Nous avons

déjà investi presque 15 millions de US dollars entre aménagements et équipements. Aujourd'hui, nous avons obtenu des résultats encourageants notamment dans la culture de la pastèque, de l'oignon, de la pomme de terre et de la tomate. Nous avons également lancé nos premières exportations de pastèques vers l'Europe, avec des perspectives d'extension vers le Canada et les États-Unis.

Aujourd'hui, nous recherchons trois types de partenaires :

- * Techniques: pour introduire des technologies d'irrigation modernes, des semences améliorées et des solutions digitales
- * Financiers: capables d'investir



sur le moyen et long terme, en tenant compte des spécificités du secteur agricole

- * Commerciaux: pour structurer l'accès aux marchés et développer les exportations vers de nouvelles destinations

Les partenariats public-privé jouent également un rôle clé dans la structuration du secteur.

Quel message adressez-vous aux autorités, partenaires et institutions financières ?

- * Aux autorités: il est essentiel de maintenir l'agriculture comme priorité nationale, tout en accélérant la mise en œuvre des réformes et en renforçant les mécanismes de subvention.

- * Aux partenaires techniques et financiers: la Mauritanie représente une réelle opportunité agricole encore largement sous-exploitée. Il est temps d'y investir davantage.

- * Aux banques et institutions financières: il est urgent de proposer des produits financiers adaptés au secteur agricole. Contrairement aux idées reçues, l'agriculture n'est pas un secteur à haut risque lorsqu'elle est bien structurée.

Quelles sont vos projections à l'horizon 2030 ?

À l'horizon 2030, je suis résolument optimiste. Nous avons les moyens d'atteindre plusieurs objectifs majeurs :

- * L'autosuffisance sur plusieurs produits maraîchers

- * Une réduction significative des importations alimentaires

- * Le développement d'une agriculture moderne, mécanisée et compétitive

- * La création de milliers d'emplois, notamment pour les jeunes

La région du Trarza pourrait ainsi devenir un véritable hub agricole régional, à condition de poursuivre les réformes engagées et d'attirer des investissements structurants.

**Propos recueillis par
Dia El Hadj Ibrahima**

C'est un enjeu stratégique majeur. Pour réduire les importations de produits comme la pomme de terre, l'oignon ou la tomate, il est essentiel d'agir sur plusieurs leviers.



Vers une modélisation du potentiel des femmes au service d'un financement inclusif et durable de l'entrepreneuriat en Mauritanie



Abdou Karim Gaye

Chercheur-praticien/Coach certifié

M. Abdou Karim GAYE est un chercheur-praticien spécialisé en économie sociale et solidaire avec un intérêt particulier pour le leadership féminin transformationnel. Ses travaux favorisent les approches contingentes mobilisant des cadres d'analyse adaptés aux contextes organisationnels et socioculturels. Il capitalise 20 ans d'expérience dans la conduite du changement en gestion des ressources humaines dans le secteur bancaire. Coach certifié en analyse comportementale et en psychologie positive, M. Gaye est également certifié en leadership et en management.

Le rythme de développement de l'entrepreneuriat féminin en Afrique remet en cause la pertinence des dispositifs d'accompagnement traditionnels. En redéfinissant la structure de l'écosystème entrepreneurial, les femmes entrepreneures démontrent une remarquable capacité de résilience face aux barrières socioéconomiques.

En Mauritanie, les dispositifs de financement ne parviennent pas encore à mobiliser pleinement ce potentiel, en dépit des efforts de diversification des instruments d'inclusion financière engagés par les pouvoirs publics. Par ailleurs, des catalyseurs contemporains accélèrent la percée de l'entrepreneuriat féminin, notamment l'émergence du numérique et de l'intelligence artificielle (IA), l'influence des réseaux sociaux et l'intensification des débats autour des questions de genre.

Ce constat invite à dépasser une lecture strictement financière du problème. Dès lors, une question centrale s'impose : les limites observées relèvent-elles uniquement d'un déficit de ressources ou traduisent-elles un décalage plus profond entre les modèles de financement existants et les dynamiques sociales qui façonnent les trajectoires des femmes entrepreneures ? Dans cette perspective, l'économie comportementale offre un cadre d'analyse permettant de décrypter les soubassements de l'entrepreneuriat féminin dans un environnement où les normes sociales en limitent le développement.

La présente contribution propose une synthèse des travaux de recherche scientifique. Elle s'articule autour de deux principaux points : un cadre théorique analysant les limites des approches universalistes dans les contextes africains et la présentation d'une partie des conclusions d'une étude diachronique du cas de l'association Jigéen Jëf Suqaliku (Femme Action Développement- FAD) en Mauritanie, servant d'appui empirique à l'analyse.

**L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ
AFRICAIN**

L'initiative de l'association FAD s'était inscrite dans un contexte national de regain d'intérêt pour l'autonomisation économique des femmes, à l'issue d'un appel lancé par les autorités publiques en juin 2021.

L'entrepreneuriat féminin africain présente des singularités qui le distinguent du type normatif. À l'instar des modèles économiques et financiers dominants, les cadres d'analyse de l'entrepreneuriat ont été généralement construits à partir des comportements et des valeurs des sociétés occidentales, puis érigés en modèles universels. Cette vision repose sur l'hypothèse implicite d'une homogénéité des problématiques entrepreneuriales selon laquelle les mêmes solutions peuvent être appliquées dans des contextes totalement différents.

Dans ce cas, les dispositifs d'accompagnement privilégient essentiellement les dimensions techniques et procédurales. Alors, l'entrepreneur tend à exécuter des prescriptions standardisées, à l'image d'un mécanicien qui change une pièce à la suite d'un diagnostic préétabli sans mobiliser sa créativité. Ces approches limitent les capacités d'innovation des entrepreneurs, notamment pour des projets impliquant des processus complexes et spécifiques.

Les critiques les plus acerbes à l'égard de l'universalisation des dispositifs d'accompagnement proviennent des chercheurs occidentaux, eux-mêmes, qui mettent en cause leur validité empirique. Parmi eux, Joseph Henrich et ses collègues ont popularisé le concept de WEIRD en mettant en évidence des biais compromettant la rigueur scientifique, notamment ceux liés à la taille et aux caractéristiques des échantillons.

En revanche, plusieurs chercheurs, tels que Fouda et Causse, ont théorisé un modèle de l'entrepreneuriat spécifique aux réalités africaines. Pour eux, « l'entreprise africaine » ou « entreprise communautaire » se caractérise par une finalité sociale et économique qui se dis-



tingue de celle des modèles occidentaux. Selon ces auteurs, cette forme d'entreprise se démarque par l'absence de séparation entre propriété et pouvoir, un style de management hautement centralisé, la soumission au chef, la rétention de l'information et une forte interdépendance entre les affaires courantes et la communauté. L'entreprise africaine évolue dans un écosystème marqué par un dualisme entre les secteurs formel et informel, ainsi que par la persistance de normes sociales patriarcales susceptibles de contraindre l'entrepreneuriat féminin. Dans un tel contexte, les dispositifs d'accompagnement standardisés, y compris les mécanismes de financement, peinent à produire les effets escomptés comme en témoignent les taux élevés de faillite de ces types d'entreprises au cours des cinq premières années d'activité.

L'ÉTUDE DE CAS

L'initiative de l'association FAD s'était inscrite dans un contexte national de regain d'intérêt pour l'autonomisation économique des femmes, à l'issue d'un appel lancé par les autorités publiques en juin 2021. Cependant, la première tentative de mobilisation des femmes cibles s'est soldée par un échec, malgré l'adhésion initiale à la vision prônée. Les résistances se sont cristallisées autour des conditions financières d'adhésion, perçues comme contraignantes par une majorité de femmes invoquant leur situation de précarité.

Lors de la relance de l'initiative, dans une phase critique marquée par un taux de désistement de 94 % sur un effectif potentiel de 2 405 répondantes, un dispositif d'accompagnement a été mis en place. Le principal enjeu concernait le rétablissement de la confiance brisée. Cette étape a été conduite à travers un mode d'intervention contextualisé, combinant des outils d'analyse comportementale utilisés en coaching, notamment la programmation neurolinguistique (PNL) et des techniques de persuasion inspirées de la rhétorique aristotélicienne (Ethos, Pathos et Logos).



Les résultats obtenus ont été particulièrement surprenants. Lors de la première relance des ouvertures d'adhésion, 462 femmes se sont acquittées des nouvelles conditions financières fixées, malgré une augmentation de 67% de la part sociale initiale, de 100% des frais d'adhésion et une réduction de 75% du délai de paiement. La seconde phase a enregistré 1 459 nouvelles adhérentes à la suite de l'augmentation de 200 % des frais d'adhésion et du raccourcissement supplémentaire du délai de paiement.

Ce paradoxe, contredisant la loi de l'offre et de la demande, révèle moins une anomalie économique qu'une rationalité sociale spécifique où la valeur d'un engagement dépasse sa dimension financière. L'observation de l'augmentation du nombre d'adhérentes lorsque les conditions financières augmentent s'inscrit dans « l'effet Veblen » (1899), selon lequel l'augmentation du prix accroît l'attractivité d'un bien ou d'une marque, en tant que symbole de statut social. Le hic est que cet auteur a théorisé ce phénomène en observant les « consommations ostentatoires » des riches. Or, l'étude porte sur des femmes à faibles revenus qui éprouvent le même souci de reconnaissance sociale. Ce type de comportement

En conclusion, les difficultés d'accès au financement pour les femmes ne relèvent pas uniquement d'un problème de ressources mais traduisent un décalage entre les mécanismes formels de financement et les logiques sociales de mobilisation de ces ressources.

est déjà perceptible dans les pratiques sociales du groupe cible lors d'événements sociaux (baptêmes, mariages, cérémonies religieuses). En conclusion, les difficultés d'accès au financement pour les femmes ne relèvent pas uniquement d'un problème de ressources mais traduisent un décalage entre les mécanismes formels de financement et les logiques sociales de mobilisation de ces ressources. L'expérience observée montre que les femmes disposent de capacités réelles à mobiliser des fonds, comme en témoignent les dépenses importantes engagées dans des projets personnels ou des événements sociaux.

Ces résultats soulignent la nécessité de repenser les modèles de financement en les alignant davantage sur les réalités socioculturelles et les dynamiques comportementales, afin de libérer pleinement le potentiel économique des femmes entrepreneures. D'autant plus, les autres études empiriques confirment ses allégations en allant plus loin en présentant des solutions concrètes d'autofinancement et en mettant en avant des capacités de leadership transformationnel reposant sur des modèles de « franchise sociale » favorisant la solidarité entre les organisations féminines nationales.

Dr. Néné Kane Enseignante- chercheuse à l'université de Nouakchott et Consultante internationale

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de repenser à notre modèle économique en inversant les tendances actuelles

Dr. Néné Kane, enseignante-chercheuse spécialisée dans les questions d'entrepreneuriat, partage son regard sur les dynamiques actuelles de création d'entreprise. À travers son analyse, elle met en lumière les défis, les opportunités et les leviers essentiels pour encourager un écosystème entrepreneurial innovant et inclusif.

Quels sont selon vous les principaux obstacles que rencontrent aujourd'hui les femmes entrepreneures en Afrique et principalement en Mauritanie, et quelles solutions concrètes peuvent accélérer leur réussite ?

Les femmes entrepreneures en Afrique, et particulièrement en Mauritanie, font face à des défis structurels persistants : accès limité au financement, faible intégration dans les marchés publics, contraintes socioculturelles, déficit de formation technique et managériale, ainsi qu'un accès inégal aux réseaux professionnels. Pour accélérer leur réussite, des solutions concrètes s'imposent :

- * Réserver une part des marchés publics aux entreprises féminines
- * Renforcer les programmes de formation et de mentorat
- * Développer des incubateurs sensibles au genre
- * Faciliter l'accès aux réseaux d'affaires et aux opportunités internationales
- * Encourager le changement de mentalités et aller volontairement et plus vers l'entrepreneuriat d'opportunité, inexistant quasiment, créateur

Les femmes entrepreneures en Afrique, et particulièrement en Mauritanie, font face à des défis structurels persistants : accès limité au financement, faible intégration dans les marchés publics, contraintes socioculturelles, déficit de formation technique et managériale, ainsi qu'un accès inégal aux réseaux professionnels.



de valeur, de richesse et d'emploi et favoriserait le réseautage, l'innovation frugale et autres méthodes innovantes et réduire donc progressivement le modèle de survie dominant surtout chez celles qui sont diplômées.

* L'accès au financement demeure un problème réel pour non seulement le démarrage des activités mais aussi pour la croissance et pour la prospérité de l'entrepreneuriat féminin. On constate cependant que si le capital est le parent pauvre du discours d'économie politique, il constitue pourtant l'alpha et l'oméga de nos économies, la quintessence même de la vie des entreprises. C'est conscient de cette importance du capital que l'un des pères du microcrédit, Muhammad Yunus a pu dire avec justesse : « Pour créer de

la richesse, il faut donner accès au capital ». Partant de là, il y a lieu de mettre en place un dispositif financier dédié essentiellement aux femmes notamment celles exerçant dans l'informel assorti d'accompagnement très souple et flexible. Pourquoi pas un capital-risque inclusif ?

Votre parcours en tant que femme experte en développement est souvent cité comme une référence. Quel a été le moment décisif qui a façonné votre vision de l'entrepreneuriat et du leadership ?

Le moment décisif de mon parcours a été la prise de conscience que les inégalités économiques ne sont pas une fatalité, mais le résultat de systèmes que l'on peut transformer. En travaillant au contact direct de



femmes entrepreneures résilientes, souvent brillantes mais invisibilisées, j'ai compris que le leadership féminin ne consiste pas seulement à réussir individuellement, mais à ouvrir des voies pour les autres. C'est cette conviction qui a façonné ma vision : un leadership inclusif, engagé et tourné vers l'impact collectif.

Aujourd'hui, comment le secteur privé peut-il devenir un moteur plus inclusif pour soutenir les initiatives portées par des femmes et des jeunes?

Le secteur privé a un rôle clé à jouer pour devenir un moteur inclusif. Il peut :

- * Adopter des politiques d'achats inclusifs favorisant les entreprises dirigées par des femmes
 - * Investir dans des programmes d'accompagnement entrepreneurial
 - * Développer des partenariats public-privé
 - * Promouvoir la diversité dans les instances de décision
 - * Soutenir l'innovation portée par les jeunes et les femmes
- L'inclusion n'est pas seulement une question d'équité, mais aussi de performance économique.

À l'ère du numérique et de l'innovation, quelles opportunités spécifiques les femmes mauritaniennes entrepreneures devraient-elles saisir pour rester compétitives d'ici 2030?

D'abord, il convient de rappeler que les différents programmes d'autonomisation économique des femmes mis en œuvre jusqu'à présent ont généré un impact limité en matière de création d'emplois. Le secteur informel domine largement l'économie, représentant plus de 80 % des activités selon les données disponibles. Par ailleurs, la participation des femmes au marché du travail demeure faible, voire marginale. La dépendance aux importations reste également très marquée, y compris pour des produits de consommation courante. Pourtant, dans la région, les femmes constituent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole, jouant un rôle clé à la fois comme agentes de changement et facteurs de résilience.

Dans ce contexte, il apparaît nécessaire de repenser à notre modèle économique en inversant les tendances actuelles. Cela implique de privilégier la consommation locale, de renforcer la transformation des produits, de mieux maîtriser les chaînes de valeur et de développer des secteurs à forte valeur ajoutée. Une telle orientation permettrait de réduire la vulnérabilité économique tout en favorisant la création d'emplois féminins qualifiés. Ce modèle gagnerait également à mobiliser pleinement le potentiel entrepreneurial des femmes et à s'appuyer sur les dynamiques de l'économie sociale et solidaire.

Ensuite, à l'ère du numérique, les femmes entrepreneures en particulier celles qui opèrent à grande échelle, encore peu nombreuses disposent d'opportunités importantes. Celles-ci incluent notamment le commerce en ligne pour accéder à de nouveaux marchés, les solutions fintech pour contourner les contraintes d'accès au financement, ainsi que les métiers du digital tels que le marketing numérique, le freelancing ou la création de contenu. D'autres secteurs porteurs se distinguent également, comme l'agritech, la transformation agroalimentaire, ou encore l'économie verte et circulaire. Enfin, un levier stratégique majeur réside dans l'accès aux marchés publics. Faciliter la participation des femmes entrepreneures aux appels d'offres, adapter les critères d'éligibilité, renforcer leurs capacités en montage de dossiers et promouvoir des dispositifs préférentiels sensibles au genre permettraient d'ouvrir des opportunités concrètes, durables et structurantes pour le développement de leurs entreprises.

Quelle est votre vision du rôle des femmes dans l'économie Mauritanienne à l'horizon 2030 et quel changement structurels sont nécessaires pour renforcer leur implication dans le développement?

L'analyse de la structure des ménages révèle l'existence significative des ménages dirigés par des femmes, quand bien même cette proportion serait en hausse depuis

des décennies. La féminisation croissante des taux de chefs de ménages, observée depuis les années 1960 en Afrique sub-saharienne constitueraient de nouveaux types de ménages dont l'émergence traduirait le glissement des structures familiales actuelles vers un autre modèle d'organisation familiale et social. Il n'existe pas de solution miracle pour accroître l'autonomisation économique des femmes. Y parvenir exige, toutefois, la mise en place de politiques judicieuses par les pouvoirs publics, l'adoption d'une approche globale est un engagement de longue haleine de la part de tous les acteurs du développement. L'autonomisation économique des femmes est la condition sine qua non d'une égalité effective entre les sexes. C'est aussi un jalon incontournable pour éradiquer la pauvreté et assurer une croissance économique inclusive.

D'ici 2030, je vois les femmes comme des actrices centrales de l'économie mauritanienne, présentes dans tous les secteurs stratégiques.

Mais cela suppose des changements structurels :

- * Réformes des politiques publiques pour plus d'inclusion économique
- * Accès équitable au financement et à la propriété
- * Meilleure représentativité dans les instances décisionnelles
- * Intégration du genre dans toutes les stratégies de développement

Si vous aviez un Message à adresser aux décideurs publics et aux jeunes femmes ambitieuses aujourd'hui, quel serait-il pour bâtir un écosystème entrepreneurial plus fort et équitable ?

Aux décideurs publics :

Faut-il, le rappeler que la Mauritanie possède des atouts significatifs : capitaux humain et naturel, position géographique privilégiée, un potentiel immense de ressources naturelles qui peuvent être exploités pour développer une agriculture intégrée, la transformation des pêcheries, des minerais, les gisements d'énergies renouvelables, stratégies sectorielles d'envergure, etc. Il convient de valoriser ces atouts pour renforcer

L'analyse de la structure des ménages révèle l'existence significative des ménages dirigés par des femmes, quand bien même cette proportion serait en hausse depuis des décennies.

le potentiel de croissance sectorielle que recèle l'économie régionale.

De plus, créer un environnement favorable à l'entrepreneuriat féminin n'est pas un choix, c'est une nécessité pour le développement durable. Il faut investir, réformer et institutionnaliser l'égalité des chances. Ainsi les 3 acteurs clés pour le développement de l'entrepreneuriat sont :

1. L'Etat doit impulser une forte volonté politique ;
2. Les élus locaux doivent jouer un rôle pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes auprès de leurs communautés et favoriser ainsi un phénomène d'osmose ou de contagion visant un meilleur développement ;
3. L'école doit jouer un rôle de Tremplin aux attitudes et aux valeurs entrepreneuriales.

Aux jeunes femmes :

Osez. Formez-vous. Réseautez. Votre ambition est légitime. Le chemin peut être exigeant, mais il est possible. Et surtout, ne réussissez pas seules : tendez la main à d'autres femmes.

Vous venez de boucler un colloque international sur l'entrepreneuriat. Pouvez-vous nous revenir sur les grands moments de cet événement et quelles sont les recommandations élaborées ?

Cet événement international a été marqué par plusieurs temps forts :

* La participation d'experts et chercheurs de plus de 21 nationalités

* Des panels de haut niveau sur le secteur informel, dynamiques, outils et trajectoires de l'entrepreneuriat féminin, l'écosystème entrepreneuriaux, accompagnement et incubateurs, comprendre la résilience des femmes entrepreneures dans le contexte de pauvreté et de crise et comprendre comment l'innovation favorise la performance et la transformation entrepreneuriale.

* Le partage d'expériences inspirantes de femmes entrepreneures nationales et internationales ;

* Le renforcement des collaborations internationales.

Les principales recommandations issues de cette rencontre sont ;

Financement et inclusion financière. Il est essentiel de développer des mécanismes de financement hybrides adaptés aux réalités locales, tout en encourageant l'auto-financement et les systèmes solidaires tels que les tontines modernisées. Le renforcement de l'éducation financière, notamment en matière de gestion de trésorerie, apparaît également crucial.



Les recommandations stratégiques s'articulent autour de plusieurs axes clés visant à renforcer durablement l'entrepreneuriat féminin :

Financement et inclusion financière. Il est essentiel de développer des mécanismes de financement hybrides adaptés aux réalités locales, tout en encourageant l'auto-financement et les systèmes solidaires tels que les tontines modernisées. Le renforcement de l'éducation financière, notamment en matière de gestion de trésorerie, apparaît également crucial. Par ailleurs, la mise en place de fonds dédiés sensibles au genre ainsi que la facilitation de l'accès au crédit à travers des mécanismes de garantie appropriés constituent des leviers déterminants. Accès aux marchés et compétitivité. Les efforts doivent porter sur la structuration de circuits de distribution plus efficaces et accessibles, ainsi que sur l'amélioration de l'accès des femmes aux marchés publics. Il convient également de renforcer la qualité, le packaging et le branding des produits, tout en développant les compétences en marketing digital et en relation client. L'intégration accrue

au commerce électronique et aux plateformes numériques est également un facteur clé de compétitivité. Structuration et transformation des entreprises. Il est recommandé de clarifier systématiquement le cœur d'activité des entrepreneures et de construire des identités de marque fortes et différenciées. La formalisation des activités économiques doit être encouragée afin d'en assurer la pérennité, tandis que l'intégration des outils numériques et de l'intelligence artificielle dans les processus commerciaux représente un vecteur important de modernisation.

Écosystème et politiques publiques. Enfin, il est nécessaire de promouvoir des politiques publiques sensibles au genre, notamment à travers la mise en place de budgets dédiés. Le soutien à la création et à la structuration de coopératives féminines, le renforcement de la coordination entre les acteurs publics, privés et académiques, ainsi que le développement de mécanismes de suivi et d'observation de l'entrepreneuriat féminin sont indispensables pour consolider cet écosystème.



Mauritanie

Les ambitions de nos organisations appellent une GRH plus impliquée



Mohamed Vadel El Hady
xxxxxxx

En Mauritanie, nous parlons de plus en plus d'employabilité, de formation professionnelle, d'insertion, de jeunesse, de compétitivité et d'attractivité. Et nous avons raison. Le pays a engagé depuis plusieurs années un effort réel pour mieux structurer son action en faveur de l'emploi et du développement des compétences. La Stratégie nationale de l'emploi 2019-2030 est là. La stratégie de l'EFTP 2023-2030 est également en place. Les dispositifs publics évoluent. Les instruments de suivi se renforcent. L'État bouge, et il faut le reconnaître. Un tel sujet ne peut d'ailleurs être traité sérieusement sans reconnaître, d'emblée, les efforts déjà engagés par les pouvoirs publics, ni sans mesurer l'ampleur des attentes sociales qui pèsent sur les politiques d'emploi et de formation. Mais reconnaître cette dynamique ne dispense pas de poser une question plus structurée,

et peut-être plus décisive : qui traduit concrètement les besoins des organisations en besoins de compétences ? Qui transforme les attentes des entreprises, des administrations, des projets et des filières économiques en signaux lisibles pour l'appareil de formation ? Qui fait le pont entre la demande réelle du terrain et l'offre de qualification ? Trop souvent, cette fonction n'est ni pleinement assumée ni suffisamment institutionnalisée. Or elle existe. C'est la fonction ressources humaines, dès lors qu'on accepte de la regarder autrement que comme une simple fonction de gestion administrative. Dire cela ne revient pas à nier le rôle des autres acteurs de l'emploi, de la formation ou de la décision publique ; il s'agit seulement de rappeler qu'un maillon essentiel du chaînage global reste encore insuffisamment mobilisé. Si cette question demeure encore si peu traitée, c'est aussi parce que, dans beaucoup d'organisations, publiques comme privées, la RH reste enfermée dans les traitements, les actes administratifs, la paie, la gestion courante et les obligations sociales. Toutes ces missions sont utiles, bien sûr. Mais elles ne représentent plus, à elles seules, la vraie valeur d'une direction des ressources humaines dans une économie qui veut se transformer. Une DRH moderne ne gère pas uniquement des dossiers ; elle aide à lire les métiers, à anticiper les besoins, à repérer les écarts de compétences, à sécuriser la performance et à préparer

l'avenir. On pourra juger cette lecture exigeante, voire ambitieuse, pour une fonction RH qui, dans bien des structures, demeure encore limitée par des contraintes de moyens, d'organisation ou de positionnement hiérarchique ; mais c'est précisément cette limite qui mérite aujourd'hui d'être interrogée.

Dès lors, la question devient plus simple à formuler : peut-on sérieusement élaborer une stratégie globale, dans une entreprise ou dans un ministère, sans y intégrer pleinement la lecture RH ? Peut-on parler d'investissement, de productivité, d'expansion, de qualité de service, d'exécution des réformes ou même d'efficacité administrative sans se demander si les femmes et les hommes appelés à porter ces ambitions existent, sont bien positionnés, suffisamment qualifiés, correctement accompagnés et durablement mobilisables ? Dans les faits, une stratégie conçue sans la DRH produit souvent des objectifs ambitieux, mais sans cartographie précise des compétences nécessaires à leur réalisation. Il ne s'agit pas de soutenir que la RH décide seule, ni qu'elle peut suppléer les arbitrages budgétaires, politiques ou managériaux ; il s'agit de rappeler qu'aucune stratégie sérieuse ne peut durablement réussir sans lecture structurée du facteur humain.

Cette exigence ne vaut d'ailleurs pas seulement à l'échelle des organisations. Elle concerne aussi la manière dont le pays articule emploi, formation et besoins économiques. C'est d'au-

Cette exigence ne vaut d'ailleurs pas seulement à l'échelle des organisations. Elle concerne aussi la manière dont le pays articule emploi, formation et besoins économiques.

tant plus vrai en Mauritanie que le pays a déjà bien compris que la bataille du développement se jouera aussi sur la qualité de cette articulation. La Stratégie nationale de l'emploi 2019-2030 insiste sur un marché du travail marqué par la jeunesse des demandeurs d'emploi, leur faible qualification relative et la nécessité d'adapter la réponse nationale aux besoins des secteurs stratégiques comme les mines, l'agriculture, la pêche ou encore le BTP. Le document souligne aussi l'importance d'une meilleure connaissance des besoins et d'une meilleure intégration des actions. Et chacun comprend, en arrière-plan de cette exigence, l'impatience légitime de celles et ceux qui attendent un accès plus rapide, plus lisible et plus concret à l'emploi.

Dans le même esprit, la stratégie mauritanienne de l'EFTP rappelle clairement que la formation technique et professionnelle doit être mise au service de l'insertion dans le marché de l'emploi, de l'amélioration des compétences des travailleurs et de la compétitivité des entreprises. Elle prévoit la densification et la diversification de l'offre, mais surtout son adaptation à l'évolution du marché du travail, du contexte socioéconomique et des progrès technologiques. Là encore, il ne suffit pas d'élargir l'offre ; encore faut-il que ses débouchés soient perceptibles, crédibles et reliés à des opportunités réelles, faute de quoi l'attente sociale demeure plus forte que la confiance dans les dispositifs.

Autrement dit, les textes existent déjà. La vision générale aussi. Le sujet n'est donc plus seulement d'ajouter des programmes ou des structures. Le sujet est désormais de mieux relier ce qui existe. Et c'est précisément à cet endroit que la parole RH devrait devenir centrale. Car, dans la vraie vie économique,

la demande de compétences ne tombe pas du ciel. Elle naît dans les entreprises, les administrations, les services publics, les investissements, les projets, les chantiers, les métiers en tension, les transformations numériques, les exigences de qualité et les contraintes du terrain. Lorsque cette demande n'est pas formalisée avec précision, l'offre de formation travaille partiellement à l'aveugle. Cela n'enlève rien à la pertinence des politiques engagées ; cela souligne simplement qu'entre la vision publique et la réalité des besoins, il existe un travail de traduction que peu d'acteurs assument pleinement jusqu'au bout.

C'est précisément pour cette raison que la RH peut jouer un rôle stratégique. Lorsqu'elle connaît réellement le business, le métier, la chaîne de valeur, les contraintes opérationnelles et les trajectoires de l'organisation, elle est capable de dire ce qu'il manque, ce qu'il faut développer, ce qu'il faut reconverter et ce qu'il faut anticiper. À partir de là, elle ne se contente plus de mobiliser une ressource ; elle contribue à façonner l'offre future, en orientant les contenus de formation, les profils recherchés, les priorités de montée en compétences et même la lisibilité des débouchés pour les jeunes. Certains professionnels RH pourront estimer qu'une telle attente charge fortement la fonction ; ils n'auront pas tort. Mais si cette exigence paraît élevée, c'est aussi parce que les transformations économiques actuelles imposent à la RH de sortir d'un rôle d'exécution pour entrer pleinement dans un rôle de lecture, d'anticipation et d'influence.

Cette question n'est d'ailleurs pas théorique. Elle se lit aussi dans les écarts persistants entre l'effort public engagé et la qualité de l'alignement obtenu. Les données officielles du RAMO SCAPP 2024 montrent que le

taux de chômage est passé de 12,2 % en 2019 à 11,1 % en 2024. Le même rapport rappelle toutefois que le chômage des jeunes reste plus élevé, à 16,5 %, et que la sous-utilisation de la main-d'œuvre atteint 34,6 %. Dans le même temps, le rapport fait état de 4 674 emplois créés directement, de 739 entrepreneurs accompagnés et de plus de 49 000 opportunités de formation et de stages mises en œuvre en 2024. Ces chiffres montrent que l'État agit réellement. Ils montrent aussi que l'enjeu n'est plus seulement quantitatif ; il est qualitatif et systémique. Autrement dit, le débat n'est pas de nier l'action publique, mais d'interroger les conditions dans lesquelles cette action peut produire un meilleur alignement entre volume d'efforts, qualité des compétences et efficacité des résultats.

Dans cette même logique, l'autre avancée importante réside dans la consolidation de l'observation du marché du travail. La Stratégie nationale de l'emploi insistait déjà sur la nécessité de mieux partager les données et de mieux fédérer les systèmes d'information sur l'emploi. Cette logique se retrouve dans l'évolution des dispositifs publics, avec une attention croissante portée à l'identification des besoins en qualifications, au suivi de l'insertion et à la lecture plus fine des signaux du marché. Là encore, l'idée de fond est juste : pour que l'offre de formation soit pertinente, encore faut-il que la demande soit correctement observée, interprétée et remontée. Il est vrai que l'on pourrait ici détailler davantage les outils, les mécanismes et les modalités opérationnelles de cette remontée d'information ; mais un article de presse n'a pas vocation à se substituer à une feuille de route technique ou à un document de mise en œuvre.

Dans ce paysage, la fonction RH

Non pour fermer la profession. Non pour défendre un intérêt corporatif. Mais pour clarifier son rôle, mieux cadrer les attentes en compétences, fiabiliser les référentiels et sécuriser la qualité de lecture des besoins.



devrait donc être repositionnée comme un acteur de convergence. Dans le privé, elle devrait être associée à l'élaboration de la stratégie dès l'amont, et non consultée à la fin. Dans le public, notamment dans les départements ministériels, elle devrait contribuer davantage à l'élaboration des stratégies sectorielles, en apportant une lecture sur les effectifs, les compétences critiques, les besoins futurs, la mobilité, la formation continue et les capacités réelles d'exécution. Une stratégie sectorielle sans lecture RH est souvent une stratégie qui surestime ses moyens humains ou sous-estime ses fragilités opérationnelles. Il ne s'agit pas ici de plaider pour une hypertrophie de la fonction RH, mais pour son inscription normale et utile dans les chaînes de décision qui structurent la performance des institutions et des organisations.

La Mauritanie n'a donc pas seulement besoin de former plus. Elle doit former plus juste. Elle n'a pas seulement besoin de soutenir l'emploi. Elle doit mieux relier l'emploi, la qualification et la demande productive. Elle n'a pas seulement besoin d'une offre de formation plus large. Elle a besoin d'une offre mieux informée par les besoins concrets de ses organisations et de ses secteurs. Et si certains jugent que le problème principal reste, avant tout, l'insuffisance du volume d'emplois disponibles, cette objection mérite d'être entendue ; mais elle ne retire rien au fait qu'une meilleure articulation entre besoins, compétences et formation demeure l'une des conditions de toute amélioration durable.

Au fond, la question n'est pas technique. Elle est économique et politique au sens noble. Si nous voulons que les investissements tiennent, que les entre-

prises gagnent en compétitivité, que les politiques publiques produisent davantage de résultats et que les jeunes trouvent plus facilement leur place, alors nous devons faire de la fonction RH un acteur stratégique à part entière. Non plus un service qui suit la décision, mais une fonction qui aide à l'éclairer. C'est aussi une manière de rappeler que la performance ne se décrète pas seulement par les textes, les financements ou les intentions ; elle se construit dans la qualité de l'alignement entre les ambitions affichées et les capacités humaines réelles. Et si tel est bien le rôle attendu, alors la question du positionnement de la RH ne peut plus être seulement organisationnelle ; elle devient aussi institutionnelle. La prochaine étape ne concerne donc pas uniquement les dispositifs publics, les jeunes ou les établissements de formation. Elle concerne aussi la profession RH elle-même. Dès lors que les textes de la fonction publique reconnaissent déjà l'existence d'un corps des ressources humaines, il devient légitime de poser, avec sérieux, la question d'un encadrement plus explicite de cette fonction à l'échelle nationale, y compris dans le secteur privé.

Non pour fermer la profession. Non pour défendre un intérêt corporatif. Mais pour clarifier son rôle, mieux cadrer les attentes en compétences, fiabiliser les référentiels et sécuriser la qualité de lecture des besoins. À mesure que l'économie se transforme, la régulation de la fonction RH pourrait ainsi devenir bien plus qu'un sujet professionnel : un véritable levier de structuration du marché des compétences, au service de l'emploi, de la formation et de la performance nationale.

BIO

MOHAMED VADEL EL HADY



Mohamed Vadel El Hady est expert consultant mauritanien en ressources humaines, organisation et systèmes d'information de gestion. Fort de plus de vingt ans d'expérience, il a exercé dans le secteur bancaire, le conseil, l'enseignement supérieur et les projets de coopération internationale. Son parcours croise la transformation organisationnelle, le pilotage de la performance, le suivi-évaluation, la formation et l'appui aux réformes publiques. Titulaire d'un Master en management du développement des ressources humaines et engagé dans un cursus avancé en architecture des systèmes d'information, il intervient sur les enjeux d'articulation entre compétences, emploi, formation et performance organisationnelle en Mauritanie et dans la sous-région.

Mauritanie

Un mobile banking massif, encore dominé par les transferts et en quête de transformation financière



ELY ALLY

Est un acteur du secteur financier et de la formation, avec une expérience couvrant la banque, les fintechs et le développement des compétences en Mauritanie et en Afrique.

D'une expérimentation précoce à un marché en structuration accélérée
Le mobile banking en Mauritanie s'est construit en plusieurs phases.

Une première tentative de paiement mobile, lancée au début des années 2010 par un opérateur télécom, introduisait déjà des services de transfert et de paiement via mobile. Faute de conditions structurelles favorables — faible bancarisation, domination du

cash, cadre réglementaire limité — cette initiative n'a pas connu d'adoption significative.

Le véritable décollage intervient à partir de 2019–2021, avec la convergence de plusieurs facteurs : amélioration de la connectivité, montée en puissance des services bancaires digitaux, structuration du cadre réglementaire et développement progressif des réseaux d'agents.

Un écosystème financier dense, mais une inclusion encore limitée

Le secteur financier mauritanien repose aujourd'hui sur 71 institutions agréées, dont 17 banques, 27 institutions de microfinance, 22 compagnies d'assurance, ainsi que 7 établissements de paiement et 7 prestataires de transfert d'argent.

Malgré cette structuration, l'inclusion financière reste limitée :

- 21 % pour les individus
- 64 % pour les entreprises
- environ 4 % d'utilisation des services de monnaie électronique

Ce décalage souligne un enjeu central : la disponibilité des services ne se traduit pas encore pleinement en usage.

Un marché digital en forte croissance, mais concentré

Les services financiers mobiles ont atteint une masse critique.

Sur une période récente de douze mois :

- plus de 557 millions d'opérations
- près de 2 000 milliards d'ouguiyas (source : Banque Centrale de Mauritanie)

Le marché reste fortement concentré :

- Bankily capte environ 77 % des transactions nationales (BCM)
- avec une base estimée à plus d'un million d'utilisateurs

Derrière ces positions dominantes, plusieurs acteurs structurent le marché :

- Masrvi (~780 000 clients – source Skaleet)
- Sedad (>2 millions de téléchargements, 1 000 agences, 30 000 commerçants – source BMI LinkedIn)

Ces indicateurs restent hétérogènes. Les téléchargements ne reflètent pas nécessairement les utilisateurs actifs, et les bases clients ne traduisent pas toujours l'intensité d'usage. Les volumes transactionnels demeurent l'indicateur le plus pertinent.

Des usages encore peu diversifiés

Le secteur financier mauritanien repose aujourd'hui sur 71 institutions agréées, dont 17 banques, 27 institutions de microfinance, 22 compagnies d'assurance, ainsi que 7 établissements de paiement et 7 prestataires de transfert d'argent.



La structure des transactions met en évidence une forte concentration :

- 82 % : transferts d'argent
- ≈ 2 % : paiements et services

Le mobile banking reste donc principalement un outil de transfert, avec une faible profondeur fonctionnelle.

Un levier stratégique pour l'économie nationale

Au-delà de la dynamique sectorielle, le mobile banking constitue un levier macroéconomique majeur.

Il contribue à :

- l'inclusion financière des populations non bancarisées
- la réduction de la dépendance au cash
- l'amélioration de la traçabilité des flux économiques
- la formalisation progressive de l'économie

Il favorise également la fluidité des échanges et le développement des PME, en facilitant les transactions commerciales et en réduisant les coûts opérationnels.

Un modèle basé sur la complémentarité banques / fintechs

Le modèle mauritanien repose sur une logique spécifique : la complémentarité entre banques et fintechs.

Les fintechs apportent :

- innovation
- accessibilité
- rapidité

Les banques apportent :

- infrastructure
- confiance
- stabilité réglementaire

Cette articulation constitue un facteur clé de développement du secteur.

Des contraintes structu-

relles persistantes

Malgré les avancées, plusieurs freins subsistent :

- infrastructures technologiques limitées
- faible taux de bancarisation
- déficit de confiance des utilisateurs
- besoin d'éducation financière
- montée des enjeux de cybersécurité

Ces éléments expliquent en partie la faible diversification des usages.

Une régulation en mutation, au cœur des équilibres du marché

La Banque Centrale de Mauritanie a profondément structuré le secteur :

- loi sur les paiements électroniques (2021)
- encadrement des établissements de paiement (2022)
- renforcement du KYC (2024)
- stratégie nationale d'inclusion financière (2023–2028)

Des infrastructures clés ont été mises en place :

- interopérabilité via GIM-TEL
- paiement instantané
- sandbox réglementaire

L'enjeu central réside désormais dans l'équilibre entre innovation et régulation :

- un excès de contrôle peut freiner l'innovation
- un déficit de supervision peut fragiliser le système

Une trajectoire distincte en Afrique

Contrairement :

- au Kenya (modèle télé-

com dominant)

- à l'UEMOA (mobile money fortement diffusé)

La Mauritanie suit un modèle hybride, porté principalement par les banques, avec une montée progressive des fintechs.

Le prochain cycle : profondeur des usages et création de valeur

Le développement futur du mobile banking reposera sur :

- les services financiers avancés (épargne, crédit, assurance)
- le paiement marchand à grande échelle
- l'interopérabilité effective
- le segment PME / B2B

Un équilibre économique à préserver

Le marché reste dominé par des transactions de faible montant.

Toute hausse des coûts pourrait :

- ralentir l'adoption
- favoriser un retour au cash

Conclusion

Le mobile banking en Mauritanie a franchi une étape décisive.

Le pays est passé :

- d'une expérimentation précoce
- à un marché structuré et massif

Mais le véritable enjeu n'est plus l'accès.

C'est l'usage.

Transformer le mobile banking en un outil complet de gestion financière — au-delà du simple transfert — constitue désormais la prochaine étape.

Transformer le mobile banking en un outil complet de gestion financière — au-delà du simple transfert — constitue désormais la prochaine étape.

Ely Ally

Entretien avec Dahaba Diagana directeur général d'Effcasys

Ma vision pour l'écosystème numérique mauritanien dans les 5 à 10 prochaines années, c'est que le numérique doit être appréhendé avant tout comme un levier interne de développement économique et social.

Dans un environnement où la transformation numérique s'impose comme un levier stratégique de développement, une nouvelle génération d'entrepreneurs mauritaniens s'attèle à concevoir des solutions adaptées aux réalités locales. À la croisée de l'innovation technologique et des besoins concrets des organisations, ces acteurs participent activement à la structuration d'un écosystème encore jeune, mais porteur de fortes ambitions.

À travers cet entretien, le fondateur d'EffcaSys revient sur son parcours entrepreneurial, marqué par des débuts difficiles mais aussi par des percées significatives à l'échelle nationale et sous-régionale. Il partage sa lecture des dynamiques actuelles du numérique en Mauritanie, les défis persistants — notamment en matière d'accès au marché et au financement — ainsi que les opportunités d'innovation pour les jeunes entrepreneurs. Un éclairage sans détour sur les conditions nécessaires à l'émergence d'un écosystème numérique solide, capable de soutenir une transformation durable et souveraine.

Vous êtes à la tête d'une startup depuis quelques années. Pouvez-vous revenir sur sa genèse et, aujourd'hui, quel bilan faites-vous depuis sa création ?

Nos services s'articulent autour d'un axe central : accompagner les organisations dans leur transformation numérique, par métier et par secteur.



EffcaSys est née après plusieurs tentatives et échecs. Jusqu'au jour où l'instinct et l'assistance divine nous guidèrent à élaborer des projets véritablement différents nous tirant de la proposition de services à une « approche orientée solutions » et « l'ingénierie de la demande ». L'approche a été efficace, d'où le nom EffcaSys. Peu de temps après avoir élaboré, étudié et compris comment cela devrait fonctionner, nous avons

décroché notre première mission auprès d'une organisation internationale dont le représentant était lui-même informaticien. Satisfait de notre parfaite compréhension de son besoin, il décida de nous donner une chance malgré nos faiblesses en termes de références.

Je me suis ensuite associé avec des profils maîtrisant mieux le développement des systèmes d'information. Au bout de trois mois,



malgré la complexité de la mission, nous avons relevé le défi. Cette performance nous a ouvert les portes d'autres missions similaires au Sénégal, au Mali puis au Niger en un temps record.

Avec cette équipe, nous avons construit des solutions pensées non seulement pour le marché mauritanien, mais pour le marché africain. Nous sortons d'une période difficile, à force de persévérance, nous nous sommes relevés. EfficasyS dispose aujourd'hui de solutions performantes et adaptées aux besoins croissants du marché.

Le bilan est celui d'une entreprise forgée par l'adversité dans un environnement on ne peut hostile, qui a appris à transformer chaque obstacle en opportunité. Et nous n'en sommes qu'au début.

Quelles sont aujourd'hui les principaux services que vous offrez et quelle est votre cible principale ?

Nos services s'articulent autour d'un axe central : accompagner les organisations dans leur transformation numérique, par métier et par secteur. Mais au fil des années, nous avons développé une expertise particulièrement forte en Gestion des Ressources Humaines, domaine pour lequel nous avons conçu et développé notre propre outil, EfficasyS SIRH, qui gère à 360° les ressources humaines, avec un module de paie intégrant toutes les spécificités locales.

Au-delà du SIRH, nous disposons d'un CRM, d'une plateforme de gestion immobilière, d'un outil intelligent de suivi et gestion de projets, et nous venons de lancer link.efficasys.net, un Job Board de dernière génération qui connecte talents et opportunités sur le marché africain.

Nos cibles sont au nombre de trois. Le secteur privé d'abord, pour lequel nos solutions répondent à des besoins concrets et immédiats. Les organisations internationales ensuite, nous avons plusieurs réalisations concrètes à notre actif : une plateforme

développée pour le PNUD, une mission en cours avec l'UNICEF ou la FAO... Le secteur public enfin, dont le besoin en transformation numérique est colossal. La conquête y est plus exigeante en termes de procédures et de démonstration, tout de même nous y avons déjà des réalisations significatives, notamment une mission de transformation numérique à 360° pour la GRH d'une Agence Nationale.

Notre ambition est claire : être le partenaire de référence des organisations africaines qui veulent se transformer durablement, avec des solutions conçues pour leurs réalités.

Notre ambition est claire : être le partenaire de référence des organisations africaines qui veulent se transformer durablement, avec des solutions conçues pour leurs réalités.

Comment évaluez-vous aujourd'hui le développement de l'entrepreneuriat numérique en Mauritanie, et quels sont selon vous ses principaux freins ?

L'entrepreneuriat numérique a tout son sens aujourd'hui en Mauritanie. Non seulement parce qu'il faut suivre l'évolution du monde, mais surtout parce que les pouvoirs publics ont manifesté une volonté réelle de faire de la transformation numérique un axe stratégique. L'état civil, les titres de transport et plusieurs autres services publics numérisés en sont de parfaites illustrations. C'est encourageant, et cela crée des opportunités concrètes pour les entrepreneurs du secteur. Cela dit, plusieurs freins persistent.

Le premier est l'accès au marché. Les startups locales peinent à se positionner face à des solutions importées bénéficiant d'une image de marque établie et de circuits commerciaux bien rodés. Pourtant, ces solutions importées ont une limite fondamentale : elles ne tiennent pas compte des spécificités locales. Les organisations se retrouvent alors à s'adapter à l'outil, alors que c'est l'inverse qui devrait se produire.

Le deuxième frein est culturel. Chez beaucoup de dirigeants, le réflexe est encore de faire confiance à une solution étrangère plutôt qu'à une compétence

locale avérée. C'est une question de mentalité et de culture numérique qui évolue, mais trop lentement.

Le troisième frein est structurel : accès limité au financement, insuffisance des structures d'accompagnement, et faiblesse des mécanismes de garantie pour les jeunes entreprises innovantes.

La bonne nouvelle, c'est que la Startup Act de 2024 adresse plusieurs de ces freins. Reste à en accélérer sa mise en œuvre.

En quoi une loi spécifique pour les startups pourrait-elle transformer concrètement l'écosystème entrepreneurial local ?

La Mauritanie a franchi un pas important avec cette loi relative aux startups innovantes. J'ai eu la chance d'être parmi les premiers à avoir plaidé pour cette loi, et j'ai participé aux focus groups qui ont contribué à son élaboration. Je mesure à la fois le chemin parcouru et ce qui reste à faire. Car une loi votée en janvier 2024 sans décret d'application, c'est une promesse en suspens. Il est grand temps que ce décret soit publié pour que le texte produise ses effets concrets sur le terrain. Cette loi représente un apport concret sous trois leviers majeurs.

Le premier, c'est la reconnaissance juridique. Avant cette loi, une jeune entreprise technologique mauritanienne n'existait pas en tant que telle dans le droit commun. Elle était traitée comme n'importe quelle PME, avec les mêmes contraintes fiscales, les mêmes rigidités du Code du travail, le même accès limité aux marchés publics. Le label Startup change cela : il crée une catégorie, donc des droits spécifiques. C'est aussi valable pour les incubateurs, obligés jusque-là de recourir au statut d'association pour exister.

Le deuxième levier, c'est l'allègement de la charge de démarrage. Exonération de patente pendant trois ans, exonération totale d'IS les trois premières années, prise en charge des charges patronales, accès préférentiel à la commande

publique. Dans nos contextes où le capital de départ est rare et le filet de sécurité inexistant, ces mesures réduisent le coût de l'échec et allongent la piste d'atterrissage pour les entrepreneurs.

Le troisième levier, et c'est celui qui me tient le plus à cœur, c'est la structuration de l'écosystème lui-même. La loi prévoit un hub d'innovation, un fonds dédié, une plateforme de labélisation. Mais pour que tout cela prenne vie, il faut des incubateurs opérationnels, ancrés dans les réalités locales, capables d'accompagner les porteurs de projets dans la durée. Pas des structures vitrines, mais de véritables espaces de conception, de prototypage, de réalisation et de montée en compétences. En tant que VP et membre fondateur de HADINA-RIMTIC, premier incubateur en Mauritanie, je sais ce que cela représente comme effort et comme responsabilité.

Car c'est là où se joue la vraie transformation : une loi bien conçue peut produire des dépendances plutôt que de l'autonomie si elle ne s'accompagne pas d'une montée en compétences réelle. Les avantages fiscaux attirent des créateurs d'entreprises ; ils ne forment pas des architectes de solutions. Et c'est précisément ce dont nous avons besoin : des entrepreneurs capables de concevoir des systèmes adaptés à nos réalités, pas simplement de capter des incitations pour reproduire des modèles importés.

La loi crée les conditions. Les incubateurs et les autres parties prenantes construisent les capacités. Il nous faut tout cela, simultanément, en parfaite harmonie.

Quels secteurs du numérique offrent actuellement les meilleures opportunités d'innovation pour les jeunes entrepreneurs mauritaniens ?

Le numérique est un outil transversal, il intervient dans tous les secteurs. La vraie question n'est pas « quel secteur choisir ? » mais « avons-nous bien compris notre marché ? Nos cibles sont-elles réellement en besoin de nos ser-

Le numérique est un outil transversal, il intervient dans tous les secteurs. La vraie question n'est pas « quel secteur choisir ? » mais « avons-nous bien compris notre marché ? Nos cibles sont-elles réellement en besoin de nos services ? Proposons-nous des solutions sur mesure ou reproduisons-nous des modèles importés ? » Ce sont ces questions qui déterminent à mon humble avis le succès, bien avant le choix du secteur.



vices ? Proposons-nous des solutions sur mesure ou reproduisons-nous des modèles importés ? » Ce sont ces questions qui déterminent à mon humble avis le succès, bien avant le choix du secteur.

Un bon entrepreneur doit aussi savoir lire l'évolution des comportements. Il y a dix ans, le Mauritanien n'achetait pas en ligne, ne gérait pas ses démarches administratives depuis son téléphone, ne cherchait pas un emploi sur une plateforme numérique comme nous le faisons avec Link (link.efficasys.net). Aujourd'hui, ces pratiques s'installent progressivement. Dans dix ans, elles seront la norme. C'est cette trajectoire qu'il faut anticiper, pas seulement le présent.

Cela dit, mon expérience terrain me permet d'identifier des chantiers où le besoin est criant et l'offre locale quasi inexistante : la santé, l'éducation, l'agri-tech, l'innovation de la gestion des or-

ganisations, la modernisation du service publique, le e-commerce... Ce dernier est particulièrement prometteur dans notre région où la pénétration mobile progresse rapidement.

Le numérique est le métier du siècle. Le chantier est colossal. Il se gagne problème par problème, toujours en partant du terrain.

Le financement reste un défi majeur. Aujourd'hui, quelles solutions réalistes recommandez-vous pour soutenir les startups en phase de lancement ?

Le financement est effectivement le nerf de la guerre. Les mécanismes existants ne sont tout simplement pas adaptés aux réalités des startups. Un entrepreneur en phase de lancement ne peut pas se présenter à une banque commerciale avec un business plan innovant et espérer obtenir un prêt dans les conditions classiques.



Le risque est jugé trop élevé, les garanties inexistantes, les délais incompatibles avec le rythme de l'innovation.

J'interpelle donc l'État et les banques primaires à repenser leurs produits financiers. Les banques doivent créer des lignes de crédit dédiées, à taux préférentiels, avec des périodes de grâce adaptées aux cycles des jeunes entreprises technologiques.

Au-delà du crédit classique, quatre types de fonds sont particulièrement adaptés à notre contexte : le fonds d'amorçage pour transformer une idée en prototype, le fonds de capital-risque pour accompagner la croissance en prenant une participation au capital, le fonds de garantie pour sécuriser les prêts bancaires et rendre les startups bancables, et les fonds d'investissement à impact, ciblant les projets à forte valeur sociale ou environnementale. La Mauritanie peut s'inspirer et adapter plusieurs modèles à ses propres réalités. La Startup Act prévoit la création de plusieurs mécanismes. Par ailleurs, je pense qu'il est nécessaire de créer une Agence Dédiee à la promotion et au Développement des PME et Start-ups mais aussi permettre un dialogue permanent de co-construction publique-privé qui consiste à améliorer considérablement la pratique de l'entrepreneuriat et le développement du secteur privé.

Comment encourager une innovation adaptée aux réalités locales plutôt qu'une simple reproduction de modèles étrangers ?

La question appelle d'abord un diagnostic honnête : pourquoi reproduit-on des modèles étrangers ? Pas par manque de créativité, mais parce qu'on n'a pas encore développé la capacité de concevoir autrement. Ce n'est pas un problème de volonté. C'est un problème de posture intellectuelle et stratégique.

Depuis plus d'une décennie, je travaille sur des projets de transformation numérique en Mau-

ritanie et dans la sous-région. Et ce que j'observe de manière constante, c'est que le frein principal n'est ni le financement ni les infrastructures. Le véritable déficit est plus profond : on aborde l'innovation comme une question d'acquisition, acheter une solution importée, plutôt que comme un exercice de conception. On achète des systèmes pensés pour d'autres contextes, et on s'étonne ensuite que l'appropriation soit superficielle.

L'innovation adaptée commence là : dans la décision de comprendre les systèmes avant de les reproduire. Cela suppose de former des architectes de solutions capables d'intégrer les réalités locales, pas seulement des utilisateurs ou des techniciens. Et surtout, d'inverser la logique dominante : partir du problème local, de sa complexité spécifique, et construire la solution depuis cet ancrage.

Le Mobile Money en Afrique de l'Est n'est pas une réplique de PayPal. C'est une réponse originale à un contexte de sous-bancarisation. Voilà le modèle. L'enjeu n'est pas de digitaliser l'Afrique. C'est de lui donner les moyens de maîtriser stratégiquement sa propre transformation. Et cette bataille se gagne d'abord dans les esprits. (nous avons traité cette question le 03 mars dernier sur : https://cridem.org/C_Info.php?article=791430)

Quelle est votre vision pour l'écosystème numérique mauritanien dans les 5 à 10 prochaines années, et quel rôle devraient jouer les pouvoirs publics ?

Ma vision pour l'écosystème numérique mauritanien dans les 5 à 10 prochaines années, c'est que le numérique doit être appréhendé avant tout comme un levier interne de développement économique et social. Pas une vitrine, pas un effet d'annonce mais un outil concret de transformation : création d'emplois, modernisation des services publics, inclusion

financière, amélioration de la productivité agricole, accès à l'éducation, à la santé, transformer l'artisanat... C'est à cette échelle qu'il faut penser l'impact du numérique en Mauritanie et dans les pays qui nous ressemblent. Cela peut accélérer considérablement notre développement.

La volonté est là, elle est manifeste. Des réalisations impressionnantes sont effectuées. Mais il faut accélérer la cadence. Le numérique doit être un vecteur de développement économique et social accéléré si nous nous en donnons vraiment les moyens.

C'est précisément cet écosystème qui fera la différence. Des startups qui résolvent des problèmes réels, des structures d'appui qui les accompagnent, un cadre réglementaire qui fonctionne. La Startup Act est un grand pas, son décret d'application doit suivre sans tarder. C'est là le rôle de l'État, pour répondre à la seconde partie de votre question.

Permettez-moi d'aller un peu au-delà de votre question, la Mauritanie est un pays aux atouts souvent sous-estimés. Carrefour naturel entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne, avec une vaste façade atlantique et une population jeune en pleine croissance, notre position géostratégique est unique sur le continent. Ce n'est pas une petite économie en marge, c'est un marché pivot, une porte d'entrée vers deux des espaces économiques les plus dynamiques d'Afrique.

Pour tirer le plein potentiel de cette position, il nous faut investir résolument dans le capital humain et l'entrepreneuriat. Former des talents capables de concevoir, d'innover et de conquérir des marchés bien au-delà de nos frontières et bien au-delà du seul secteur numérique. Bien que le numérique doit-être impérativement le vecteur d'accélération.

Le jour où ces pièces s'assembleront, nous ne serons plus seulement un marché à conquérir. Nous serons une référence régionale. C'est en tout cas notre souhait le plus sincère.

La question appelle d'abord un diagnostic honnête : pourquoi reproduit-on des modèles étrangers ? Pas par manque de créativité, mais parce qu'on n'a pas encore développé la capacité de concevoir autrement. Ce n'est pas un problème de volonté. C'est un problème de posture intellectuelle et stratégique.



**MAURITANIAN STARTUPS
ASSOCIATION**

ANNUAIRE

DES STARTUPS MEMBRES DE LA
Mauritanian Startups Association

EDITION

20
26

OBJECTIF

Valoriser les startups
Faciliter les partenariats
Attirer investisseurs
Promouvoir l'innovation
Renforcer la visibilité

Mot du President



M'hady Ould Sidi

Président

La Mauritanian Startups Association (MSA) est fière de présenter cet annuaire, reflet de l'innovation et du dynamisme des startups mauritaniennes. Nous remercions nos partenaires et membres pour leur soutien dans le développement d'un écosystème entrepreneurial solide et prometteur.

Avant Propos

Cet annuaire répertorie l'ensemble des startups membres de la MSA. Il constitue une base de données structurée visant à cartographier les solutions numériques de l'écosystème et à favoriser les collaborations professionnelles

Points clés :

- *Contenu : Fiches signalétiques des startups, secteurs d'activité (AgriTech, FinTech, etc.) et expertises techniques.*
- **Objectif :** *Centraliser l'information pour les investisseurs, partenaires et donneurs d'ordres.*
- **Gouvernance :** *L'accès et l'inscription sont réservés aux entités répondant aux critères d'adhésion de la MSA.*

Cet outil de référence permet d'analyser en temps réel la dynamique d'innovation du réseau et de mesurer l'évolution des services numériques proposés par ses membres.

À PROPOS DE LA MSA

La Mauritanian Startups Association (MSA) est une organisation indépendante qui fédère et représente les startups mauritaniennes. Créée par des entrepreneurs et innovateurs passionnés, elle a pour mission de renforcer l'écosystème entrepreneurial en Mauritanie et de donner une voix commune aux startups du pays.

NOS OBJECTIFS

01

Fédérer

rassembler les startups mauritaniennes autour d'une plateforme commune pour favoriser la collaboration et l'entraide

02

Représenter

défendre les intérêts des startups auprès des institutions publiques, des partenaires privés et des acteurs internationaux.

03

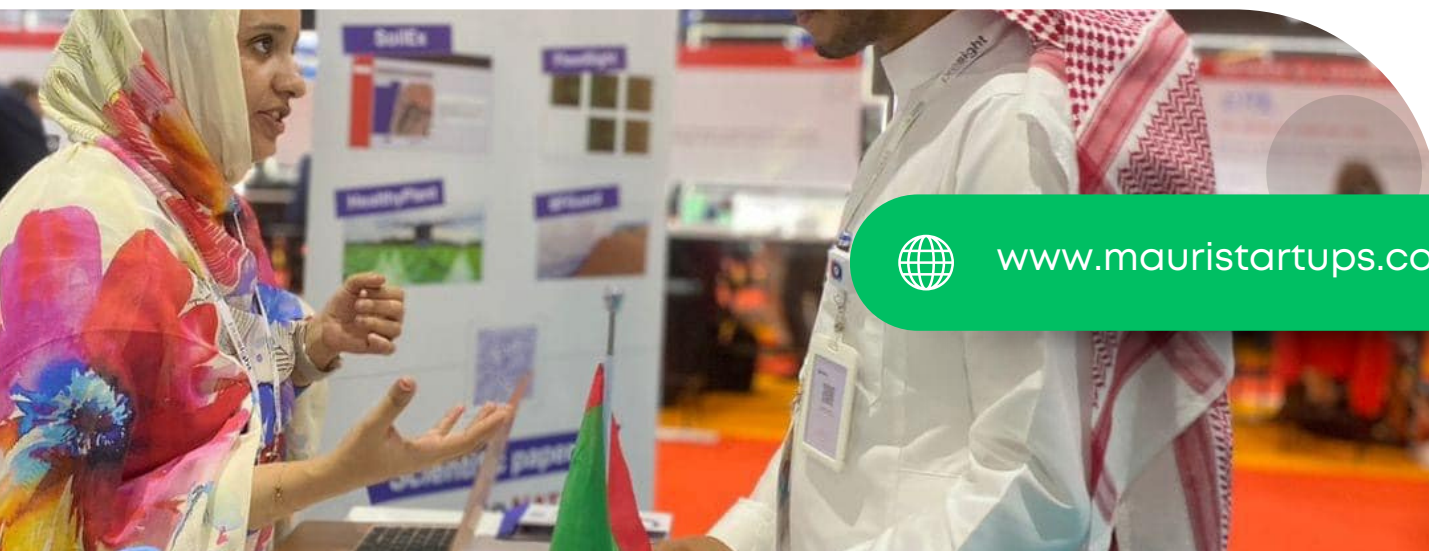
Accompagner

soutenir les jeunes entreprises dans leur croissance à travers des formations, du mentorat et des opportunités de financement.

04

Connecter

créer des passerelles entre les startups, les investisseurs, les incubateurs et les grandes entreprises pour stimuler les synergies.



www.mauristartups.com

LES STARTUPS MEMBRES



DEPAN-APP

E-LOGISTIQUE

Dépan-App est une plateforme de services de réparation automobile itinérante. Elle digitalise l'assistance routière pour offrir une solution rapide aux pannes imprévues

- Plateforme Multicanale : Accès aux services via une application mobile, un site web dédié et un centre d'appels.

 www.depan-app.com  00(222) 44 09 26 55  Nouakchott-Mauritanie



NEOTIC (KALBE)

FINTECH

Kalbe est une fintech innovante qui propose des cartes virtuelles pour des paiements en ligne simples, rapides et sécurisés, facilitant l'accès aux services financiers digitaux et renforçant l'inclusion financière.

 www.kalbe.io  00(222) 34 07 08 03  Nouakchott-Mauritanie



MEDRASTAK

EDUTECH

Medrastak est une startup EdTech spécialisée dans l'apprentissage en ligne, offrant des solutions numériques innovantes qui facilitent l'accès aux contenus pédagogiques et rendent l'apprentissage plus interactif

 Medrastak  00(222) 33 90 00 03  Nouakchott-Mauritanie



AGTAALY VITE

MOBILITE

Agtaaly Vite est la première plateforme mauritanienne de réservation de billets d'autocar en ligne, permettant de comparer les offres de plus de 40 transporteurs partenaires à travers la Mauritanie.

 www.agtaalyvite.com  00(222) 36 46 38 31  Nouakchott-Mauritanie

LES STARTUPS MEMBRES



GEOLINK

LOGITECH

GeoLink est une startup spécialisée dans les solutions de géolocalisation et la gestion de flotte. Basée à Nouakchott, elle s'adresse aux transporteurs, aux agences de location, aux entreprises possédant des flottes internes ainsi qu'aux particuliers

www.geolinkmauritanie.com ☎ 00(222) 38 80 88 38 📍 Nouakchott-Mauritanie



RADD0 TECHNOLOGIES

DATA / CYBER SECURITE

Firme des conseillers, Raddo Technologies offre une gamme complète de services-conseils en technologies de l'information, en conseil stratégique et en accompagnement numérique.

raddotechnologies.com ☎ +222 42 16 02 42 📍 Nouakchott-Mauritanie



STING APP

HEALTH TECH

Sting App est une startup mauritanienne spécialisée dans la HealthTech qui transforme la gestion de la chaîne d'approvisionnement pharmaceutique

stingapp.com ☎ 00(222) 42 10 46 84 📍 Nouakchott-Mauritanie



KODAX DIGITAL

TRANSFORMATION NUMERIQUE

KODAX Digital est une agence de services numériques et une startup basée à Nouakchott, en Mauritanie. Elle se positionne comme un partenaire stratégique pour la transformation digitale des entreprises locales.

kodaxdigital.com ☎ +222 43 00 23 23 📍 Nouakchott-Mauritanie

LES STARTUPS MEMBRES



DWAYE

HEALTH TECH

Dwaye est une startup "HealthTech" innovante qui simplifie le parcours de soin en regroupant sur une seule plateforme la livraison de médicaments à domicile sur ordonnance, l'organisation de prélèvements pour analyses médicales et la prise de rendez-vous en ligne



www.dwaye.com



00(222) 36 80 86 44



Nouakchott-Mauritanie



BESPOKE SERVICES

TRANSFORMATION NUMERIQUE

BeSpoke Services (SARL) est une Startup de services informatiques et technologiques dédiée à l'accompagnement des entreprises dans leur transformation numérique.



www.bespoke-sm.net



+222 26 01 40 12



Nouakchott-Mauritanie



MAURICOURSES

MOBILITE

MauriCourse est une startup technologique qui révolutionne la mobilité urbaine en Mauritanie. À travers une application mobile intuitive, elle connecte instantanément les passagers et les conducteurs pour des déplacements plus simples et sécurisés.



www.mauricourse.com



00(222) 42 03 90 95



Nouakchott-Mauritanie



INSIGHT EX

IA et IMAGERIE SATELLITAIRE

InsightEx est une startup mauritanienne de pointe, spécialisée dans l'intelligence artificielle (IA) et l'ingénierie des données satellitaires



insight-ex.com



(+222) 48 31 16 01



Nouakchott-Mauritanie

LES STARTUPS MEMBRES



NETAVGOU

MOBILITE

Netavgu est une startup mauritanienne pionnière dans le covoiturage interurbain. Elle connecte les conducteurs ayant des places libres avec des passagers effectuant le même trajet.



www.netavgu.com



+222 45 24 44 00



Nouakchott-Mauritanie



MAURITECH DIGITAL GROUP

TRANSFORMATION NUMERIQUE

Mauritech Digital Groupe est une Startup agence 360° qui fusionne innovation technologique et créativité stratégique pour propulser la présence en ligne des entreprises en Mauritanie.



www.mauritech-digital-group.mr



00(222) 44 86 57 26



Nouakchott-Mauritanie



AFRITALENT NEXUS

SOURCING

Afritalent Nexus est le pont technologique et humain entre le potentiel inexploité de l'Afrique et les besoins croissants des entreprises internationales (Sourcing - Chasseur de tete - Coaching)



www.talentbridgeafrica.com



00(222) 43 06 49 21



Nouakchott-Mauritanie



TOP SYS

TRANSFORMATION NUMERIQUE

Topsys est une startup dynamique spécialisée dans la transformation numérique et l'ingénierie logicielle. Elle accompagne les entreprises de toutes tailles pour convertir leurs défis technologiques en leviers de performance.



www.topsys.mr



00(222) 33 33 86 70



Nouakchott-Mauritanie

LES STARTUPS MEMBRES



ITKANN SARL

TI /LIVRAISON / LOGISTIQUE

Itkann est une startup tech mauritanienne spécialisée dans la transformation digitale.

Son produit phare est **LIVII**, l'application leader de livraison à domicile (repas et courses) à Nouakchott.



www.itkann.org



00(222) 36 23 12 16



Nouakchott-Mauritanie



ETQAN

INGÉNIERIE DE FABRICATION / DESIGN 3D

ETQAN est une startup qui modernise la menuiserie bois grâce au design digital. Elle aide les artisans et entreprises à booster leurs ventes via des conceptions 3D réalistes et à sécuriser leur production grâce à des dossiers techniques précis pour l'atelier.



www.etqan.com



00(222) 36 97 90 99



Nouakchott-Mauritanie



CRITICAL SPOT

MINETECH

Critical Spot est une startup innovante mauritanienne spécialisée dans l'exploration minière assistée par intelligence artificielle



www.criticalspot.mr



00(222) 22 64 45 26



Nouakchott-Mauritanie



BETACLIC

GESTION PASTORALE

BetaClic est une startup panafricaine opérant en Mauritanie (et en France via son siège social), spécialisée dans le développement de solutions technologiques et communautaires au service des secteurs ruraux.



www.betaclic.com



+222 45 24 44 00



Nouakchott-Mauritanie

LES STARTUPS MEMBRES



TEDRIM

GEOMATIQUE

TEDRIM est un cabinet d'ingénierie mauritanien spécialisé dans la géomatique, le BTP et la formation technique. L'entreprise combine haute technologie et expertise de terrain pour accompagner les projets de développement.



www.tedrim.com



+222 37 70 75 47



Nouakchott-Mauritanie



SMART SYSTEME SERVICES

CLEANTECH

L'entreprise Smart System Services est une société spécialisée dans la gestion intégrée des déchets,. Elle s'est rapidement imposée comme un acteur majeur dans son domaine, offrant des solutions innovantes et durables pour la gestion des déchets.



www.smartsystems-services.com



+222 49 07 83 95



Nouakchott-Mauritanie



TRANSFEER-AFRIQUE

LOGITECH

Transfera Afrique est une startup de conciergerie business et de logistique de voyage en Mauritanie. Elle facilite l'accueil et la mobilité des investisseurs et délégations à travers une gamme de services premium.



www.transfeeraafrique.com



00(222) 44 09 26 55



Nouakchott-Mauritanie



EL MEHALI MARKET

E-COMMERCE

El Mehali Market est une startup mauritanienne qui modernise l'accès aux produits agroalimentaires locaux. Via sa plateforme e-commerce, elle connecte directement les producteurs du terroir aux consommateurs urbains.



www.elmehali.com



00(222) 48 72 99 71



Nouakchott-Mauritanie

NEXT START

NEXT STEP

Fin de page, mais début de l'aventure.
Derrière chaque logo se cache une équipe
prête à révolutionner son secteur. Explorez,
connectez-vous et bâtissons ensemble
l'écosystème de demain.



NOUS CONTACTER:



+222 44 09 26 55



mauristarups@gmail.com



www.mauristartups.com



MAURITANIAN STARTUPS
ASSOCIATION



■ **Entreprise spécialisée dans le BTP, la logistique, le transport maritime et la représentation commerciale, offrant des solutions fiables et adaptées aux besoins des professionnels.**

■ **Un partenaire engagé au service du développement, avec une expertise multisectorielle et une présence stratégique en Mauritanie.**

Ensemble, construisons l'avenir



BTP



- ✓ Bâtiments et ouvrages génie civil
- ✓ Travaux publics
- ✓ Études et réalisation clé en main
- ✓ Qualité, sécurité et respect des délais



LOGISTIQUE



- ✓ Gestion des stocks et entreposage
- ✓ Préparation et distribution
- ✓ Chaîne d'approvisionnement optimisée
- ✓ Solutions logistiques sur mesure



TRANSPORT MARITIME



- ✓ Fret maritime international
- ✓ Import / Export
- ✓ Solutions de transport fiables et sécurisées
- ✓ Partenariats avec les plus grands armateurs



REPRÉSENTATION COMMERCIALE



- ✓ Représentation de marques et produits
- ✓ Développement et expansion de marchés
- ✓ Mise en relation et suivi commercial
- ✓ Création de valeur et confiance



NOTRE FORCE, VOTRE RÉUSSITE

Engagement, professionnalisme, innovation et intégrité sont les valeurs qui guident nos actions au quotidien.



EXPERTISE
et savoir-faire reconnus



ENGAGEMENT
qualité, sécurité et fiabilité



RÉSEAU
de partenaires internationaux



PERFORMANCE
et satisfaction client



● 23, Avenue Bourguiba
BP: 40031 Nouakchott/ Mauritanie
● contact@groupeazizi.com
● +22245255656
● www.groupeazizi.com

**Représentant Exclusif
en Mauritanie**

